

LUDWIG VON MISES
MÉMOIRES

Écrits de Ludwig von Mises.

Édition. Leonardo DE VIO.
Conception. Benoît MALBRANQUE.

Parus précédemment :
NATION, ÉTAT ET ÉCONOMIE.
LE SOCIALISME.
LE CALCUL ÉCONOMIQUE EN RÉGIME
SOCIALISTE.

À paraître en 2025 :
LE CHAOS DU PLANISME
LA BUREAUCRATIE.
LE GOUVERNEMENT OMNIPOTENT.
LE LIBÉRALISME.
L'ACTION HUMAINE.
L'INTERVENTIONNISME.
THÉORIE ET HISTOIRE.
LA MENTALITÉ ANTICAPITALISTE.
*LES FONDEMENTS ULTIMES DE LA
SCIENCE ÉCONOMIQUE.
MÉMOIRES (SOUVENIRS D'EUROPE).
POLITIQUE ÉCONOMIQUE. RÉFLEXIONS POUR
AUJOURD'HUI ET POUR DEMAIN.
*MONNAIE, MÉTHODE ET MARCHÉ.
PLANIFIER LA LIBERTÉ ET AUTRES ESSAIS.
*THÉORIE DE LA MONNAIE ET DES
MOYENS DE CIRCULATION.

Les titres précédés d'un astérisque signalent
les traductions inédites de l'Institut Coppet.

*Ces ouvrages ont été conçus et relus par une équipe de bénévoles.
Merci de nous signaler toute faute à l'adresse suivante : icoppet@gmail.com*

LUDWIG VON MISES

MÉMOIRES

OU

SOUVENIRS D'EUROPE

(1978)

Traduit par Hervé de Quengo

Préface par Leonardo de Vio

Institut Coppet
2025

PRÉFACE

À bien des égards la maxime de Tancrede dans le *Guépard* de Tomasi di Lampedusa (1958), que si nous voulons que tout demeure de même, tout doit changer (*Se vogliamo che tutto rimanga come è, bisogna che tutto cambi*), illustre le paradoxe des civilisations, qui ne se maintiennent aussi qu'en se renouvelant. Dans le roman, alors que l'expédition des Mille en 1860, menée par Garibaldi, venait rompre les régularités de l'ancienne Italie, le jeune aristocrate soutient que seule l'adaptation aux nouvelles normes permettra de sauver l'élite. Chez Ludwig von Mises (1881-1973), ce paradoxe se retourne : le libéralisme viennois n'a pas survécu parce que ses défenseurs n'ont pas su transformer les institutions pour en préserver l'esprit. Étant « l'économiste du pays » (infra, p. 96), Mises aspirait à jouer ce rôle de « réformateur », pour conseiller, critiquer, lutter enfin, et contribuer à changer le cours des choses. Faute de pouvoir le faire, il se vit contraint de devenir « l'historien du déclin » (infra, p. 147).

C'est dans cette perspective qu'il faut apprécier l'importance de cette autobiographie : loin d'être un simple récit personnel, l'ouvrage s'inscrit dans la longue tradition viennoise de fin de siècle et s'éclaire pleinement lorsqu'on le replace dans le contexte historique et intellectuel du XIX^e siècle autrichien, depuis les réformes libérales de 1848 jusqu'au déclin du système impérial en 1918. Sa

singularité apparaît alors avec force : ne s'y dégage pas une nostalgie sentimentale, mais une réflexion institutionnelle sur la manière dont les principes du libéralisme se maintiennent ou se délitent. Le récit de Mises se transforme ainsi en véritable testament intellectuel, offrant « tout ce que les gens ont besoin de savoir » sur lui, non au travers d'une biographie conventionnelle, mais par l'exposé réfléchi d'un témoin et analyste de son époque.

Comme telle, cette autobiographie nous apprend peu sur l'homme que fut Mises. Elle en révèle toutefois bien davantage sur ses motivations, sur le contexte de formation de ses idées et sur les combats qu'il mena tout au long de sa vie ; c'est sans doute là toute son importance historique, qui offre une clé d'interprétation de son œuvre. Plus directement que d'autres écrits, elle replace Mises dans la tradition des penseurs viennois confrontés au déclin de leur empire, tout en adoptant un point de vue singulier : celui d'un observateur installé au cœur des institutions dont il analyse la transformation.

Le contexte historique : des réformes libérales à la désintégration de l'Empire.

Comme ailleurs en Europe, l'Empire d'Autriche fut traversé en 1848 par une vague de contestation. Les révolutionnaires ne cherchaient pas tant à abolir la monarchie qu'à la contraindre à des réformes constitutionnelles : limitation du pouvoir central, représentations nationales, démantèlement

des derniers priviléges féodaux. Les troubles qui éclatèrent en Lombardie-Vénétie gagnèrent Vienne puis la Hongrie, encouragés par l'exemple français et le climat européen de contagion politique. Ces événements imposèrent à l'empereur Ferdinand la promesse d'une constitution et ouvrirent, ne serait-ce que brièvement, la possibilité d'un ordre politique plus représentatif.

Après la révolution de 1848, dont l'échec politique fut suivi de profonds changements, François-Joseph, devenu empereur après l'abdication de son prédécesseur, imposa une centralisation bureaucratique alliant autorité politique et modernisation administrative. Le suffrage demeurait censitaire et les priviléges aristocratiques subsistaient, mais l'État entreprit de rationaliser ses procédures, d'unifier le droit et de faciliter le commerce. La réduction progressive des priviléges corporatifs, la mobilité professionnelle accrue et l'émergence d'une administration compétente instaurèrent les conditions d'un ordre légal où l'efficacité économique devenait un principe d'organisation.

Le compromis austro-hongrois de 1867 stabilisa l'Empire et accéléra sa modernisation. L'essor des infrastructures, des universités et du commerce favorisa l'émergence d'une bourgeoisie instruite et ambitieuse, qui imposa ses valeurs : respect de la loi, confiance dans le progrès scientifique, ouverture intellectuelle et attachement à une économie libre. Vienne devint le centre d'un libéralisme culturel et juridique, et c'est dans cet environnement que naît Mises ; le monde intellectuel qui le forme

est l'héritage direct de cette transformation de l'État impérial.

Comprendre Mises exige donc de comprendre ce monde : un Empire qui, sans être pleinement libéral, avait placé la stabilité monétaire, la légalité et la rationalité administrative au cœur de son identité. C'est cet environnement qui façonna sa pensée et lui donna la grille institutionnelle à travers laquelle il analysera le destin de son époque. Lorsque ces fondements commencèrent à s'effriter avec la montée des chrétiens-sociaux, puis s'effondrèrent brutalement en 1914-1918, Mises observa la disparition de l'ordre qui l'avait formé. Ce moment marque la rupture de cet équilibre propre à l'Empire — changer assez pour que l'essentiel demeure — et explique en partie le regard non sentimental que Mises portera ensuite sur cet effondrement.

Un autre regard sur la fin de l'ancien monde :
Mises aux côtés de Zweig, Schnitzler et Roth.

De nombreux écrivains ont décrit l'atmosphère intellectuelle, morale et institutionnelle dans laquelle Mises évolua. Mettre en regard son témoignage avec ces récits alternatifs permet d'en dégager la véritable singularité. Car si leur démarche semble s'opposer — l'écrivain exprimant la perte tandis que l'économiste analyse la structure — il serait réducteur d'en faire deux mondes séparés. Stefan Zweig, Arthur Schnitzler et Joseph Roth, par exemple, s'intéressent eux aussi aux institutions : armée, bureaucratie, hiérarchies sociales,

stabilité monétaire. Ils les appréhendent néanmoins depuis l'intérieur de l'expérience vécue, comme des formes qui se fissurent dans les consciences et les comportements, tandis que Mises adopte un régime d'attention inverse : il voit d'abord le cadre normatif qui soutient l'économie et l'ordre libéral. Chez lui, la chute de l'Empire se lit moins comme la décomposition d'un style de vie que comme la désagrégation d'une civilisation. C'est précisément en situant Mises face à ces témoins de la fin de leur monde que l'on peut lire dans son récit la nature profondément non sentimentale de son écriture : il ne s'agit pas d'une remémoration passionnelle d'un passé aboli, mais d'une véritable autopsie institutionnelle d'un effondrement.

Stefan Zweig est sans doute le plus célèbre témoin mélancolique de la Vienne finissante. Dans *Le Monde d'hier*, il dépeint une civilisation idéale qu'il voit s'effondrer soudainement durant la Première Guerre mondiale : un monde de stabilité monétaire, de légalité parlementaire, d'optimisme libéral — un univers qui, en réalité, appartenait davantage à la génération de son père qu'à la sienne, née, comme Mises, en 1881. Chez Zweig, cette stabilité est une atmosphère, presque une condition sensible de l'existence, et son récit devient ainsi celui d'un homme déraciné, lucide mais impuissant, face à la disparition d'un ordre qu'il croyait immuable. Arthur Schnitzler, lui, montre dans *Vienne au crépuscule* un autre versant de cette fin : la désagrégation progressive des repères psychologiques. Les personnages, perdus entre rigidité hé-

ritée et modernité hésitante, incarnent une société où les individus se cherchent plus qu'ils n'agissent. Joseph Roth, enfin, en donne la chronique tragique : dans *La Marche de Radetzky*, la loyauté, le devoir et l'autorité impériale subsistent comme des façades, alors même que l'ordre qui les soutient s'est déjà vidé de sa substance. L'effondrement précède la chute ; l'obéissance se ritualise tandis que le centre impérial se décompose.

Ces trois regards dessinent un même paysage : celui d'une civilisation qui se défait, mais appréhendée à travers le prisme de l'expérience sensible, de la psychologie ou de la tragédie morale. C'est précisément ce que Mises refuse. Son autobiographie ne cherche ni la nostalgie, ni la mise en scène du déclin, ni la grande fresque romanesque. Là où Zweig voit une atmosphère, Mises voit un cadre institutionnel ; là où Schnitzler décrit des consciences troublées, Mises identifie des incitations et des règles ; là où Roth perçoit une fatalité historique, Mises met en relief le manque de réforme. Ainsi, Mises est loin de défendre un passé ou d'en célébrer le souvenir : son livre offre, non la chronique d'un monde aboli, mais la défense raisonnée de la civilisation libérale en tant qu'ordre de règles, un ordre qu'il voit s'effriter non seulement dans les sensibilités, mais dans les institutions mêmes qui le rendaient possible.

Pour reprendre une image de Zweig, au moment même où les Autrichiens voyaient passer le train impérial à la dernière gare de l'Empire, ils lisaient l'illustration de leur destin collectif : un ordre insti-

tutionnel se retirait, tandis qu'un monde nouveau s'annonçait. L'autobiographie relève habituellement d'un registre littéraire, visant à faire sentir une vie et à transmettre émotions, pertes et nostalgies. Mises aurait pu, lui aussi, adopter un regard mélancolique sur son époque s'il avait écrit un véritable récit autobiographique. Il choisit délibérément de faire autrement : ne retenir de lui-même que l'observateur des institutions, l'analyste attentif à leur affaissement et soucieux de proposer des réformes. Et c'est là que le paradoxe se révèle pleinement : *tout changer pour que tout reste tel qu'il est*. Le constat de l'effondrement n'est donc pas une lamentation, mais plutôt une leçon intellectuelle : la continuité exige la transformation, la survie exige la réforme, et seule la compréhension profonde du phénomène de l'action humaine peut préserver l'esprit du libéralisme.

Leonardo de Vio
Institut Coppet

MÉMOIRES (SOUVENIRS D'EUROPE)

AVANT-PROPOS

« *J'avais voulu être un réformateur mais n'étais devenu que l'historien du déclin...* »

Ludwig von Mises

Quand mon mari, Ludwig von Mises, écrivit ces mots en septembre 1940¹, il se sentait très déprimé. Ces quelques mots montrent clairement sa disposition d'esprit. Il avait vu ce qui advenait du sort de la civilisation occidentale et craignait un naufrage total. Mais comme l'indiquent ces *Souvenirs*, il n'avait pas totalement désespéré de la possibilité que le monde puisse encore prêter attention ses avertissements.

Bien que ce livre ne soit guère épais, ses réflexions sont profondes et obligent le lecteur à réfléchir.

L'humeur sombre dans laquelle Ludwig von Mises écrivit ces *Souvenirs* doit se comprendre par les circonstances qui les ont fait naître.

¹ L'édition américaine (la préface en anglais, un peu plus courte, est de juillet 1978) indique décembre 1940. La date retenue est celle de l'édition allemande de 1979 (préface de juin 1977). NdT.

Le 2 août 1940, mon mari et moi accostâmes dans le New Jersey, que traverse l'Hudson et qui est relié à New York par des ponts et des tunnels. Nous avions quitté l'Europe dans un monde en émeute et où la guerre faisait rage.

Abandonner Genève ne fut pas facile pour Ludwig von Mises. Il y avait passé les six années les plus heureuses de sa vie. Appelé par le professeur William Rappard à l'Institut Universitaire des Hautes Études, il tenait la chaire de de relations économiques internationales. Grâce à son séminaire privé à Vienne et à ses livres, qui étaient publiés pour partie par Gustav Fischer (alors à Iéna), il avait acquis une belle notoriété dans l'Europe entière. Sa renommée avait atteint les États-Unis bien avant qu'il ne pose un pied dans ce pays.

Nous avions obtenu un visa hors quota du gouvernement américain, de sorte que notre arrivée au pays puisse se produire à tout instant.

Il faisait chaud et humide le jour où nous arrivâmes dans le New Jersey. Nous avions derrière nous quatre semaines d'insécurité, d'agitations et de tourments psychiques. Nous n'avions aucun membre de famille pour nous accueillir. Nous n'avions pas de domicile et, comme de nombreux autres immigrants, connûmes des temps difficiles avant de nous sentir à nouveau en terrain solide. Nos objets personnels, parmi eux sa bibliothèque de valeur, avaient été emballés et envoyés avant notre départ de Suisse. Nous n'avions aucune idée de l'endroit où ils se trouvaient en Europe ; il était peu probable que nous puissions les revoir un jour.

De 1940 à 1942, nous n'avions pas de véritable chez-nous. Nous passions d'un petit hôtel à un autre, avec nos seules économies pour vivre et aucun poste d'enseignant qui puisse l'intéresser.

Telle était notre situation quand au cours de l'automne 1940 mon mari s'assit à son bureau pour écrire son autobiographie, ainsi qu'il l'envisageait à l'origine. Il termina le livre fin décembre 1940, sans pouvoir bénéficier de ses notes quotidiennes ou de ses livres. Je me rappelle comme si c'était hier le jour où il me montra le manuscrit pour la première fois. Je me souviens de la forte impression qu'il me fit. Je sentis tout de suite, sans le comprendre totalement, qu'il s'agissait d'un document important. Mais je réalisais aussi que ce n'était pas une autobiographie au sens usuel du terme. Car une autobiographie est « l'exposé littéraire de sa propre vie » selon le dictionnaire encyclopédique de Meyer.

Le manuscrit donne une image claire et complète du développement intellectuel de mon mari ; il contient les idées de ses livres et de ses écrits. Il parle de ses activités universitaires et politiques jusqu'en 1940, mais ne révèle presque rien de sa famille, de ses parents ou de son milieu.

Deux années plus tard, quand nous finîmes enfin par avoir un logement à nous, mon mari me donna le manuscrit écrit de sa main. Il fut alors soigneusement rangé dans deux classeurs à couverture noire. « Ils sont à toi, me dit-il, prends-en bien soin. »

Il n'y a pas de doute qu'il l'avait écrit en vue d'une publication. Car lorsque je lui suggérai quel-

que trente ans plus tard — il avait entre-temps acquis une reconnaissance et une renommée dans le monde entier, mais était aussi attaqué et combattu — d'écrire une autobiographie et lui proposai de taper sous sa dictée, il me répondit : « Tu as mes deux classeurs. C'est tout ce que les gens ont besoin de savoir sur moi. »

Ce n'est que quelques mois après sa mort (le 10 octobre 1973) que je me souvins des deux classeurs à couverture noire. Je les sortis de mon bureau. Son écriture claire, que je connaissais si bien fit ressurgir le passé. J'étais fascinée... comme ensorcelée je lus le livre plusieurs fois de suite. Je comprenais enfin le trésor que Ludwig von Mises m'avait donné. Je compris enfin toute l'importance historique de ce texte.

Jamais auparavant Ludwig von Mises n'avait écrit de remarques et d'observations aussi sincères, sévères et dévastatrices sur la situation économique et culturelle des universités allemandes et autrichiennes, sur les professeurs et sur d'autres personnalités publiques. Jamais auparavant il n'avait exprimé aussi clairement un tel désespoir quant au déclin à venir de la civilisation occidentale. Je dirais rétrospectivement qu'il n'a jamais à nouveau écrit de cette manière franche et directe.

Dans les années qui suivirent, quand il trouva la paix en lui et qu'il acquit de nouvelles connaissances sur les conditions économiques et sur les grandes possibilités des États-Unis, il ressentit un nouvel espoir d'un renouveau de la civilisation occidentale. Il écrivit les plus importants de ses livres

dans les trente dernières années de sa vie. Il ne s'arrêta jamais de mettre en garde contre l'inflation, l'interventionnisme et le communisme.

Son premier grand succès aux États-Unis fut la publication en 1945 de deux livres écrits en anglais : *Omnipotent Government* et *Bureaucracy*. Les quatre années suivantes il travailla sur son ouvrage *Nationalökonomie*, paru en 1940 à Genève, pour l'adapter à la situation américaine. Le nouveau titre de ce livre pour ainsi dire nouveau était *Human Action*. Il parut en 1949 et le rendit d'un coup célèbre dans le monde entier. Ce livre — comme tous ses livres suivants — fut traduit en de nombreuses langues. Il parut peu de temps après aussi en chinois. Dans les années qui suivirent Mises publia *Socialism*, qui avait déjà paru en 1922 en Allemagne chez Gustav Fischer sous le titre *Gemeinwirtschaft*. Suivirent rapidement *The Theory of Money and Credit*¹, *The Anti-Capitalist Mentality*, *Planned Chaos* et *Planning for Freedom*.

Henry Hazlitt, le fameux écrivain et économiste américain, écrivit en 1973 dans Barrons, pour le 92^e anniversaire de Ludwig von Mises : « Les 92 années de sa vie ont été extraordinairement fructueuses. Lorsque la Société économique américaine attribua en 1969 à Ludwig von Mises le *Distinguished Fellow Award* (une distinction particulièrement importante, que seuls deux économistes reçoivent chaque année), elle le présenta comme l'auteur de

¹ En fait déjà paru dans les années 1930 en anglais (la réimpression eut lieu en 1953). NdT.

19 livres en première édition, et de 46 livres en tenant compte des rééditions et des traductions. Dans les dernières années de sa vie Ludwig von Mises reçut beaucoup d'honneurs. Mais ces honneurs ne parviennent pas à rendre compte de ce qu'il a accompli. »

Avec le présent ouvrage, le monde peut entendre à nouveau la voix pleine de mises en garde de Ludwig von Mises. J'espère que de nombreux hommes et femmes de réflexion liront ce petit livre. Ils verront alors — et la peur les saisira — les conséquences de l'inflation, du socialo-communisme et du pouvoir grandissant de la corruption d'un gouvernement interventionniste. Personne ne sait si l'Histoire se répètera. Nous pouvons seulement l'en empêcher en comprenant la situation.

Margit von Mises

New York, juin 1977.

I. L'HISTORICISME

Pour moi, la première source de connaissance politique et historique fut le *Gartenlaube*, le périodique de la population provinciale allemande. C'était en 1888, l'année des trois empereurs ; ses numéros contenaient des articles avec de nombreuses illustrations des vies des deux empereurs disparus. Je n'avais pas encore sept ans et dévorais ces articles avec une ferveur insatiable.

Un peu plus tard, je devais retrouver le préjugé historique de ce magazine familial, sous une forme plus explicite, dans les travaux des historiens allemands. En tant qu'Autrichien, il ne m'était pas difficile de reconnaître les sous-entendus politiques de ces auteurs. Et je perçus rapidement leur méthode d'analyse, que l'on a violemment appelé la falsification de l'Histoire. Les historiens ultérieurs, favorisant l'unité allemande, n'étaient pas plus honnêtes ou consciencieux : ils étaient tout simplement moins compétents.

Quand j'eus terminé mes études secondaires, les problèmes de l'histoire économique, légale, administrative et sociale m'apparaissaient plus attrayants que ceux de l'histoire politique. Je décidai par conséquent d'étudier le Droit plutôt que l'Histoire, que j'avais auparavant envisagé lorsque j'étais lycéen.

À cette époque, dans les universités autrichiennes, l'étude du Droit était arrangée de telle façon que trois ou quatre semestres sur un total de huit

étaient consacrés exclusivement à l'histoire du Droit, et les quatre ou cinq semestres restant en majeure partie à l'économie politique et au droit public. La faculté de Droit offrait de plus grandes possibilités pour étudier l'Histoire que la faculté de philosophie. Les historiens « politiques » qui enseignaient dans la seconde étaient des hommes de troisième et quatrième rang. On refusa au seul historien important que l'Autriche ait produit, Heinrich Friedjung, d'embrasser une carrière universitaire. À l'Université de Vienne, en matière d'éducation historique, l'accent était mis sur la paléographie.

À cette époque, autour de 1900, l'historicisme était au sommet de sa carrière. On pensait que la méthode historique était la seule méthode scientifique adaptée aux sciences de l'action humaine. Du haut de sa précision historique, « l'économiste politique de la tendance historique » regardait avec un dégoût indescriptible les « dogmatiques orthodoxes ». L'histoire économique était la science à la mode. Dans le monde germanophone, Schmoller était adulé comme le grand maître des « aspects économiques de la science politique »¹. Et des jeunes gens affluaient du monde entier vers son séminaire.

J'étais encore au lycée lorsque je notai une contradiction dans la position du cercle de Schmoller. D'un côté ils rejetaient l'exigence positiviste d'une

¹ Les *wirtschaftliche Staatswissenschaften* (la traduction reprend une suggestion de Mises [en anglais] dans *Theory and History*. NdT.

science du Droit devant être bâtie à partir des expériences historiques de la société ; mais d'un autre côté ils croyaient que la théorie économique devait être séparée des expériences économiques. Je trouvais surprenant que cette contradiction était à peine notée et rarement mentionnée.

Une autre caractéristique qui me déplaisait était le relativisme de l'École historique, qui dégénérait chez de nombreux partisans de cette école en une glorification aveugle du passé et de ses institutions. Alors que beaucoup de fanatiques du progrès avaient condamné comme mauvais et détestable tout ce qui était vieux, ces pseudo-historiens rejetaient tout ce qui était nouveau et glorifiaient l'ancien. À cette époque je ne comprenais pas encore l'importance du libéralisme. Mais pour moi, le seul fait que le libéralisme était un produit du dix-huitième siècle, et n'était pas connu des temps plus anciens, ne constituait pas un argument convaincant contre lui. Je n'arrivais pas à comprendre comment ils pouvaient justifier « historiquement » et « relativement » tout ce qui était en fait tyrannie, superstition et intolérance. C'était pour moi une grossière falsification de l'Histoire que d'élever les mœurs sexuelles du passé au rang de modèle pour le temps présent. Mais les pires transgressions avaient lieu dans le domaine de l'Église et de la religion, où Catholiques et Protestants éliminaient pareillement et avec application tout ce qui ne leur plaisait pas. Tout aussi choquants étaient les écrits concernant l'histoire de la Prusse et du Brandebourg, du « Grand » Électeur au « Grand » Roi.

Au moins sur un point l'honnêteté des historiens du Droit autrichien différait de façon agréable du préjugé des travaux historiques prussiens. Dans son cours de cinq heures sur l'histoire autrichienne, qui était obligatoire au premier semestre pour tout étudiant en Droit, le professeur Siegmund Adler traitait de l'histoire de la falsification du *privilegium majus* par le Duc Rodolphe, le fondateur. Ceci était fait avec une telle minutie que l'exposé pouvait résister à la critique la plus aiguisée. Ce n'est que plusieurs décennies plus tard que Ernst Karl Winter trouva le courage de mettre un point final à ce chapitre de l'histoire autrichienne en disant que l'ancien Duc était un « socialiste » qui dépassait même en socialisme l'idole des socialistes allemands, l'Empereur Frédéric-Guillaume I^{er}.

Je n'arrivais pas à voir comment on pouvait tirer un argument contre la propriété privée du fait qu'il y ait eu dans un passé lointain une propriété communautaire des terres. Je ne comprenais pas non plus pourquoi la monogamie et la famille devaient être abolies parce que la promiscuité avait existé autrefois. Pour moi, de tels arguments n'étaient que pur non sens.

D'un autre côté, je n'arrivais pas non plus à comprendre le point de vue opposé, fréquemment et dans une large mesure partagé par les mêmes personnes : que tout ce qui s'est produit au cours du développement a toujours constitué un progrès — un développement supérieur — et serait donc moralement justifié.

Je voudrais signaler ici que le relativisme honnête des historiens cherchant la connaissance n'a rien à voir avec l'historicisme fallacieux de cette école. Mais, sur le plan logique, il n'a pas de fondements plus solides. D'après ses tenants, il n'y avait pas de différence entre une politique convenable ou non. Ce qui est constitue une donnée ultime. Et l'homme sage qui voit les choses avec les yeux de l'historien ne doit jamais les juger, mais les accepter. Ils croyaient qu'il en était de même du scientifique étudiant la nature, qui ne traite pas différemment des phénomènes naturels.

Il suffit de peu de mots pour démontrer l'erreur de ce raisonnement, auquel de nombreux économistes adhèrent encore aujourd'hui [1940]. La science n'a pas pour tâche et pour fonction d'émettre des jugements de valeur. Mais l'une de ses deux fonctions — et même, selon ce que pensent bon nombre de personnes, sa seule fonction — de nous dire si les moyens que nous utilisons pour atteindre un objectif sont ou non adaptés. Le scientifique qui étudie la nature ne juge pas cette dernière, mais enseigne à ses semblables les moyens sur lesquels ils devraient s'appuyer pour réaliser certains buts. Les sciences de l'action humaine ne doivent pas juger les objectifs ultimes de l'action mais examiner les moyens et les méthodes qui peuvent être utilisés pour atteindre ces objectifs.

J'ai souvent discuté de cette question avec Ludo Hartmann et également plus tard avec Max Weber et Alfred Frances Pribam. Ils avaient tous les trois plutôt baigné dans l'historicisme, ce qui leur ren-

dait difficile d'admettre la force de mon analyse. Avec Hartmann et Weber, leur caractère soupe au lait finit par prévaloir, ce qui les poussa à se tourner vers l'action politique malgré leurs doutes philosophiques. Pribam, qui ne possédait pas ce désir d'action, resta fidèle à son quiétisme et à son agnosticisme. On pourrait dire de lui ce que Goethe disait du Sphinx :

*Assis devant les pyramides
Au Tribunal des Nations,
Guerres, Paix, Inondations
Ne nous ont pas laissé de rides.*¹

En ce qui concerne les historiens allemands, je n'appréciais pas du tout leur position grossièrement matérialiste sur le pouvoir. Pour eux, pouvoir voulait dire baïonnettes et canons, et une politique réaliste ne s'appuyait que sur l'armée. Toute autre chose était illusion, idéalisme et utopie. Ils ne comprirent jamais la célèbre doctrine de David Hume selon laquelle tout gouvernement repose en fin de compte sur « l'opinion » publique. À cet égard leur grand adversaire, Heinrich Friedjung, partageait leur analyse. Quelques mois avant le déclenchement

¹ *Faust*, seconde partie, deuxième acte, *Am oben Peienos (Walpurgisnacht)*, traduction de la version des éditions Garnier. Texte original :

*Sitzen vor den Pyramiden
Zu der Völker Hochgericht
Überschwemmungen, Krieg und Frieden
Und verziehen kein Gericht.*

de la Révolution russe, il me dit : « Je suis surpris lorsque j'entends parler de l'humeur du peuple russe et de l'idéologie révolutionnaire qui motive l'intelligentsia russe. Tout cela est si vague et si peu sûr. De tels facteurs ne sont pas décisifs. Seule la volonté [de pouvoir] des dirigeants du pays et les plans qu'ils décident de mettre en œuvre compteront. » Ce qui était peu différent de la position de Schober, petit fonctionnaire de police, qui devait devenir plus tard Chancelier d'Autriche. Vers la fin de l'année 1915, il rapporta à ses supérieurs qu'il doutait de la possibilité d'une révolution en Russie. « Qui donc pourrait faire cette révolution ? Sûrement pas ce M. Trotsky, qui avait l'habitude de lire les journaux au Café Central. »

En 1900 la faculté de l'Université de Vienne n'avait qu'un enseignant appartenant à l'École historique allemande : Karl Grünberg, qui avait travaillé pendant un moment avec le professeur Knapp à Strasbourg et qui avait publié ensuite un livre décrivant la politique agraire du gouvernement autrichien dans les Sudètes. Ses travaux suivaient servilement dans la forme, la présentation et la méthode le livre de Knapp sur les anciennes provinces de Prusse. Ce n'était ni de l'histoire économique ni de l'histoire administrative. Ce n'était tout simplement que des extraits de documents officiels, une description de la politique telle qu'on la trouvait dans les rapports de l'Administration. Tout fonctionnaire capable aurait facilement pu l'écrire.

L'ambition du professeur Grünberg était de fonder à Vienne un centre d'histoire économique semblable à celui que Knapp avait créé à Strasbourg. Les étudiants de Knapp faisaient alors des recherches sur la libération des paysans dans plusieurs provinces allemandes. Le professeur Grünberg avait donc décidé que ses étudiants devaient travailler sur la libération paysanne dans diverses régions de l'Autriche. Il me poussa à travailler sur l'histoire des relations seigneur-paysan en Galicie. Je tentai de m'échapper autant que possible d'une association trop grande avec le système de Knapp. Mais je n'y réussis qu'en partie, ce qui fit de mon étude, publiée en 1902, plus une histoire des mesures gouvernementales que de l'histoire économique. Et mon deuxième travail historique, que je publiai en 1905, alors indépendamment de Grünberg — en fait contre son avis — n'était pas bien meilleur. Sous le titre, *Une Contribution à la législation industrielle autrichienne*, il décrivait d'anciennes lois autrichiennes sur la limitation du travail des enfants dans les usines.

Alors que je consacrais beaucoup de temps à ces publications, je prévoyais de faire des recherches plus approfondies. Elles devaient être de la véritable histoire économique et sociale, et pas des extraits de rapports officiels. Cependant, je ne trouvai jamais l'occasion d'effectuer ces travaux. Après avoir terminé mes études universitaires, je n'eus plus de temps pour travailler dans des archives et dans des bibliothèques.

Ce fut mon très fort intérêt pour la connaissance historique qui me permit de percevoir aisément l'inadéquation de l'historicisme allemand. Ce dernier ne s'occupait pas de problèmes scientifiques, mais de glorifier et de justifier les politiques prussiennes et le gouvernement autoritaire prussien. Les universités allemandes étaient des institutions d'État et leurs enseignants étaient des fonctionnaires. Les professeurs étaient conscients de ce statut de fonctionnaire public, c'est-à-dire qu'ils se considéraient eux-mêmes comme au service du roi de Prusse. Si, à l'occasion, ils utilisaient leur indépendance formelle pour critiquer des mesures gouvernementales, leur critique n'était pas plus forte que le grognement qui pourrait être entendu dans tout cercle d'officiers et d'employés de l'Administration.

Une telle étude des « aspects économiques de la science politique » rebutait les jeunes gens intelligents et assoiffés de savoir. Au lieu de cela elle attirait fortement les nigauds. De fait, il n'était pas difficile de visiter les archives et de rassembler en une thèse historique un paquet de rapports officiels. Ceci conduisit à ce que la majorité du corps professoral fût constituée d'individus qui, d'après les critères d'évaluation des professions indépendantes, auraient été considérés comme intellectuellement limités. Nous devons garder ce point à l'esprit afin de comprendre comment des hommes comme Werner Sombart pouvaient acquérir une grande réputation. Il fallait, bien sûr, n'être ni stupide ni inculte.

L'enseignement universitaire dans une science a priori pose des problèmes particuliers si le professeur est également un chercheur. Il n'y a dans tout domaine que peu de personnes pouvant accroître le fonds donné des connaissances. Mais dans les sciences expérimentales a posteriori les deux travaillent ensemble — les pionniers et les suiveurs — de telle sorte qu'il n'existe pas de distinction claire entre eux. Dans son laboratoire tout professeur de chimie peut se comparer avec le grand pionnier. Il cherche comme lui, même si ses contributions au progrès scientifique sont plus modestes. Mais il en va assez différemment en philosophie, en économie et dans un certain sens aussi en mathématiques. Si l'appartenance au corps professoral devait être conditionnée par une contribution indépendante à l'économie, à peine une douzaine de professeurs pourraient être trouvés dans le monde entier. Par conséquent, si un poste de professeur ne devait être accordé qu'à des chercheurs indépendants, il fallait aussi accepter des travaux dans des domaines apparentés. Ainsi, la nomination à un poste de professeur d'économie dépendait d'une excellence dans d'autres domaines : histoire de la pensée et des doctrines, histoire économique, et plus particulièrement histoire économique du passé le plus récent (qu'on appelle par erreur problèmes économiques du présent).

La fiction selon laquelle en science tous les professeurs seraient égaux ne tolèrent pas l'existence de deux types de professeurs d'économie : ceux qui travaillent indépendamment dans le domaine de

l'économie théorique et ceux qui viennent de l'histoire ou de la description économiques. Le complexe d'infériorité de ces « empiristes » crée en eux un préjugé contre la théorie.

En Allemagne, et plus tard aussi dans de nombreux autres pays, cette opposition à la théorie prit tout d'abord un accent nationaliste. Durant la première moitié du dix-neuvième siècle, les professeurs allemands étaient au mieux de simples transmetteurs des idées développées par les économistes anglais : seul un petit nombre, parmi eux Hermann et Mangoldt, méritent de rester dans les mémoires. L'ancienne École historique nourrissait un ressentiment à l'égard de la pensée occidentale [particulièrement anglaise]. L'école plus récente ajouta au débat tous les arguments par lesquels les nazis rejetèrent les idées occidentales. Pour ces professeurs, c'était un véritable plaisir que de remplacer l'économie anglaise insuffisante par des doctrines allemandes utopiques. John Stuart Mill était le dernier anglais que les professeurs allemands connaissaient un peu. C'était un épigone des classiques insuffisants ; mais les professeurs allemands donnaient crédit à Mill d'avoir anticipé quelques-unes des grandes idées de l'économie allemande.

L'École historique des aspects économiques de la science économique n'a pas produit la moindre pensée. Elle n'a pas écrit la moindre page de l'histoire des sciences. Pendant quatre-vingts ans elle n'a en fait réussi qu'à faire avec application la propagande du nazisme. Et encore la pensée servant cette propagande fut adoptée et non créée. Ses

recherches historiques, qui n'étaient au mieux que de lourdes publications de données, étaient fautives sur le plan épistémologique. Mais le pire aspect de cette école était le caractère mensonger et la malhonnêteté consciente avec lesquels elle menait toutes ses recherches. Ses auteurs étaient toujours en train de chercher leur inspiration en regardant « en haut », vers leurs maîtres du gouvernement, et produisaient une morne littérature partisane. Malgré leurs limites intellectuelles, les professeurs cherchaient toujours à servir leurs maîtres, au début la famille de Hohenzollern, puis les marxistes, et finalement Hitler. Werner Sombart exprima leur servilité de la manière la plus frappante quand il désigna Hitler comme le dépositaire d'un mandat divin, car « toute autorité vient de Dieu. »

Les réalisations spécifiques de l'historicisme, à savoir la théorie historique de l'École de Philosophie allemande du sud-ouest, furent le travail d'autres hommes. Max Weber, qui représente le sommet de cette œuvre, lutta toute sa vie contre le pseudo-historicisme allemand.

II. L'ÉTATISME

En 1900 dans les pays germanophones, presque tout le monde était soit un étatiste soit un partisan du socialisme d'État. Le capitalisme était considéré comme un triste épisode qui était heureusement terminé pour toujours. L'avenir appartenait à « l'État ». Toutes les entreprises permettant l'expropriation devaient être reprises par l'État. Toutes les autres devaient être réglementées d'une façon qui puisse empêcher les industriels d'exploiter les travailleurs et les consommateurs. Comme les lois fondamentales de l'économie étaient totalement inconnues, les problèmes résultant de l'interventionnisme ne pouvaient pas être prévus. Si on avait pu les prévoir, tout le monde aurait été d'accord pour opter en faveur du socialisme d'État. Cependant, en raison de l'ignorance, la question de savoir lequel des deux, interventionnisme ou socialisme, était préférable, restait sans réponse.

Le programme du Parti social-démocrate marxiste était bien plus clair. Les marxistes rejetaient théoriquement l'interventionnisme comme simple réformisme bourgeois. Mais, ils faisaient en réalité eux-mêmes la promotion d'un programme qui contenait une grande part de réformisme. Leur principal champ d'activité s'était déplacé depuis long-temps vers les syndicats ouvriers, qui ignoraient tous les doutes émis par Karl Marx et ses disciples cohérents ; et pourtant ils veillaient jalousement à

lutter contre toute perte d'orthodoxie vis-à-vis de leur maître. Le Parti repoussait la tentative faite par Bernstein pour réviser la théorie et adoucir la contradiction grossière entre le marxisme et la politique du Parti. Toutefois, la victoire des disciples orthodoxes n'était pas complète. Un groupe révisionniste survivait, qui trouva à s'exprimer au travers de *Sozialistischen Monatsheften*.

Le Parti social-démocrate suscita moins l'opposition des classes moyennes en raison de son programme économique, que parce que son explication était primitive et parce qu'il rejettait tous les faits qui ne rentraient pas dans le schéma de pensée socialiste. D'après le schéma de pensée du Parti social-démocrate :

C'est une affaire entendue que le capitalisme est la racine de tous les maux du monde et que le socialisme l'éradiquerait.

L'alcoolisme est un produit de l'industrie capitaliste de l'alcool.

La guerre est un produit de l'industrie capitaliste de l'armement.

La prostitution n'existe que dans les sociétés capitalistes.

La religion est une invention astucieuse des prêtres afin de rendre les travailleurs dociles.

Seul le capitalisme est la cause de la rareté des biens économiques.

Le socialisme apportera à tous des richesses inconnues.

Rien, toutefois, n'excitait plus l'opposition des classes moyennes que le programme social-démocrate en faveur de l'amour libre.

Et pourtant tout le monde trouvait un « noyau de vérité » dans le programme social-démocrate. On le trouvait dans la demande de réforme sociale et dans la demande de socialisation. Toutes les administrations et tous les partis politiques étaient animés par la pensée marxiste. Ils ne différaient du Parti social-démocrate que dans la mesure où ils ne pensaient pas à une expropriation totale de tous les propriétaires et à une gestion purement bureaucratique de toutes les entreprises par l'État. Leur socialisme n'était pas celui de Lénine, qui voulait organiser toutes les industries sur le modèle des services de l'administration postale. Leur socialisme était celui du système de contrôle du programme Hindenburg de la dernière partie de la Première Guerre mondiale et du socialisme « allemand » d'Hitler. La propriété privée devait être dirigée d'après les ordres édictés par l'autorité gouvernementale. Les socialistes chrétiens voulaient obtenir une position privilégiée pour l'Église chrétienne et les socialistes d'État une position privilégiée pour la monarchie et l'armée.

Lorsque j'entrai à l'université, j'étais, moi aussi, un profond socialiste. Mais, au contraire de mes camarades, j'étais délibérément anti-marxiste. Je connaissais peu à l'époque les œuvres de Marx. Mais je connaissais les écrits les plus importants de Kautsky ; j'étais un lecteur assidu de la *Neue Zeit* et avais suivi avec grand intérêt le débat entre les

socialistes à propos de la révision du socialisme. J'étais rebuté par le manque d'inspiration de la littérature marxiste. Kautsky semblait véritablement absurde. Quand j'entrepris finalement une étude poussée des ouvrages importants de Marx, Engels et Lassalle, j'avais envie de les contredire à chaque page. Il me semblait incompréhensible que cet hégelianisme confus puisse exercer une influence aussi énorme. Je n'appris que plus tard que les marxistes du Parti se divisaient en deux groupes : 1° ceux qui n'avaient jamais étudié Marx et qui ne connaissaient que quelques passages connus de ses livres ; et 2° ceux qui, autodidactes, n'avaient rien lu d'autre dans toute la littérature mondiale que les œuvres de Marx. Max Adler, par exemple, appartenait au premier groupe : sa connaissance marxiste se limitait à quelques pages où Marx développait la « théorie de la superstructure ». Dans le deuxième groupe, on retrouvait en particulier les Européens de l'Est, qui constituaient les ardents dirigeants idéologiques du marxisme.

J'ai rencontré au cours de ma vie presque tous les théoriciens marxistes de l'Europe de l'Ouest et de l'Europe centrale. Je n'ai trouvé parmi eux qu'un seul homme qui dépassait une modeste médiocrité : Otto Bauer, fils d'un riche industriel du Nord de la Bohème. Au lycée de Reichenberg, il avait succombé au charisme du même professeur qui avait présenté presque deux décennies plus tôt les idées de réforme sociale à Heinrich Heckner. Otto Bauer arriva à l'Université de Vienne comme fervent marxiste. Doté d'un zèle infatigable et

d'une rapide compréhension, il était familier de la philosophie idéaliste allemande et de l'économie classique. Il possédait une connaissance historique exceptionnellement vaste, qui comprenait également les histoires des nations slaves et orientales. De plus, il était bien au courant des progrès des sciences de la nature. C'était un excellent orateur et il pouvait facilement et rapidement maîtriser les problèmes les plus ardu. Il est vrai qu'il n'était pas né novateur et qu'on ne pouvait attendre de lui qu'il développât de nouvelles théories ou de nouvelles idées. Mais il aurait pu être un homme d'État, s'il n'avait pas été marxiste.

Comme jeune homme Otto Bauer avait décidé de ne jamais trahir sa conviction marxiste, de ne jamais céder au réformisme ou au révisionnisme socialiste, de ne jamais devenir un Millerand ou un Miquel. Personne ne devait le surpasser dans son zèle marxiste. Sa femme, Helene Gumplowicz, renforça en lui cette résolution à laquelle il resta fidèle jusqu'à l'hiver 1918-1919. À cette époque je réussis à convaincre le couple qu'une expérience bolchevique en Autriche devait conduire à un effondrement à court terme, peut-être en quelques jours. L'Autriche dépendait de l'importation de nourriture de l'étranger, qui n'était rendue possible que grâce au secours d'anciens ennemis. À aucun moment au cours des neuf mois après l'Armistice Vienne n'avait eu une réserve de nourriture suffisante pour plus de huit ou neuf jours. Sans lever le petit doigt, les alliés auraient pu forcer la reddition d'un régime bolchevique à Vienne. Peu de gens

voulaient reconnaître clairement cette situation. Tout le monde était tellement convaincu du caractère inéluctable de l'avènement du bolchevisme qu'on cherchait juste à garantir pour soi-même une situation favorable dans le nouveau régime. L'Église catholique et ses partisans, c'est-à-dire le Parti chrétien-social, étaient prêts à accueillir le bolchevisme avec la même ardeur que les archevêques et les évêques accueillirent vingt ans plus tard le nazisme. Les directeurs de banque et les grands industriels espéraient bien gagner leur vie comme « directeurs » sous le bolchevisme. Un certain monsieur Günther, consultant industriel auprès du *Bodenkreditanstalt*, avait assuré à Otto Bauer en ma présence qu'il préférerait servir le peuple plutôt que les actionnaires. On peut imaginer l'effet d'une telle affirmation, si l'on a à l'esprit que cet homme était considéré, certes à tort, comme le meilleur directeur industriel d'Autriche.

Je savais ce qui était en jeu. En quelques jours, le bolchevisme aurait créé à Vienne la famine et la terreur. Des hordes de pillards auraient vite fait d'errer dans les rues de Vienne et, dans un second bain de sang, auraient détruit les vestiges de la culture et de la civilisation viennoises. Au cours de nombreuses nuits, je discutai de ces problèmes avec les Bauer jusqu'à ce que je réussisse enfin à les convaincre. La retenue qui s'ensuivit de la part de Bauer détermina le cours des événements à Vienne.

Otto Bauer était trop intelligent pour ne pas comprendre que j'avais raison. Mais il ne put jamais me pardonner de lui avoir fait prendre la posi-

tion d'un Millerand. Les attaques de ses camarades bolcheviks lui firent beaucoup de mal. Cependant, il dirigea sa haine passionnée non contre ses adversaires, mais contre moi. Il essaya de me détruire en excitant des professeurs et des étudiants chauvins contre moi. Mais son plan échoua. Depuis cette époque je n'ai plus reparlé aux Bauer. Il se trouva en fin de compte que j'avais toujours eu une opinion trop favorable quant à son caractère. Quand, au cours des désordres civils de février 1934, le secrétaire Fay annonça à la radio qu'Otto Bauer avait déserté les travailleurs en lutte et était parti à l'étranger avec les fonds du Parti, j'étais enclin à considérer cette affirmation comme diffamatoire. Je ne l'avais auparavant jamais cru capable d'une telle lâcheté.

Au cours des deux premiers semestres de mes études à l'université, j'appartenais à la *Sozialwissenschaftlicher Bildungsverein* (Association pour l'éducation en sciences sociales). Des étudiants qui s'intéressaient à l'économie et aux questions sociales, ainsi que quelques messieurs plus âgés recherchant le contact des étudiants, comptaient cette association. Son président était Michael Hainisch, qui devint plus tard Président de l'Autriche. Ses membres venaient de tous les partis politiques. Les historiens Ludo Hartmann et Kurt Kaser assistaient fréquemment aux débats. Parmi les dirigeants sociaux-démocrates, Karl Renner montrait un intérêt particulier pour l'association. De tous les étudiants membres, je me rappelle plus particulièrement Otto Weiniger et Friedrich Otto

Herz. Lors du troisième semestre, mon intérêt pour l'association commença à disparaître — elle prenait trop de mon temps.

Je me jetais avec grande ferveur dans l'étude de l'économie et de la politique sociale. Je dévorais au début sans grande critique tous les écrits des réformateurs sociaux. Quand une mesure sociale n'arrivait pas à atteindre le résultat désiré, la raison n'en pouvait être que son manque de radicalité. Dans le libéralisme, qui rejettait la réforme sociale, je ne percevais qu'une vision du monde obsolète à laquelle il fallait s'opposer vigoureusement.

Mes premiers doutes quant à l'excellence de l'interventionnisme me vinrent quand, au cours de mon cinquième semestre, le professeur Philippovich me poussa à étudier la situation du logement et quand, au semestre suivant, au séminaire de Droit pénal, le professeur Löffler me demanda d'étudier les changements du Droit concernant les domestiques, qui, à l'époque, recevaient encore des châtiments corporels de la part de leurs employeurs. Il m'apparut alors que toutes les véritables améliorations de la situation des classes laborieuses étaient le résultat du capitalisme ; et que les lois sociales ne faisaient souvent que conduire à l'inverse de ce que la législation attendait d'elles.

Ce n'est qu'après avoir étudié par la suite l'économie que la véritable nature de l'interventionnisme me fut révélée.

Je rejoignis en 1908 la *Zentralstelle für Wohnungsreform* (l'Association Centrale pour la Réforme du Logement). C'était une association réunissant tous

ceux qui cherchaient à améliorer les mauvaises conditions du logement en Autriche. Je fus vite nommé rapporteur de la réforme en suspens sur la taxe immobilière, succédant à ce poste au professeur Robert Mayer, qui avait été nommé ministre des Finances.

Les mauvaises conditions du logement en Autriche étaient causées par le fait que la taxation décourageait les grands investissements en capital et entravait l'entrepreneuriat dans le domaine du logement. L'Autriche était un pays sans entrepreneuriat et spéculation avantageuse dans le domaine des terrains et du logement. Une taxation exorbitante sur les entreprises et des taux d'imposition très élevés sur les gains du capital éloignaient ceux qui possédaient des capitaux du marché du logement. Afin de soulager la situation, il était nécessaire de réduire les taxes sur les entreprises et sur les gains du capital. Mais il n'y avait aucune possibilité de ce côté : la haine contre les grands capitaux et contre la spéculation était devenue bien trop tenace.

Les taux de taxation sur les rendements immobiliers étaient, eux aussi, exceptionnellement élevés. À Vienne, plus de 40 % du rendement brut était confisqué et collecté par des taxes fédérales, locales et de l'État. Les propriétaires et les entrepreneurs en bâtiment s'opposaient vigoureusement à cette taxation, car elle était généralement tenue pour responsable des forts loyers. La plupart des propriétaires étaient de petits industriels qui avaient investi leur épargne dans une maison que les caisses d'épargne finançaient à hauteur de 50 %, sur la

base d'une estimation habituellement surévalué. Les entrepreneurs, travaillant pour la plupart avec peu de capitaux, construisaient soit sur commande de ces propriétaires, soit à partir de leurs fonds propres, en espérant revendre la maison construite dès que possible. Les deux groupes, propriétaires et entrepreneurs en bâtiment, exerçaient une forte influence politique à travers laquelle ils espéraient obtenir une réduction importante des taux d'emprunt-logement.

Une réduction des taxes sur les revenus du logement et des terrains n'aurait pas réduit les loyers. Mais elle aurait augmenté les revenus et par voie de conséquence les prix du marché de l'immobilier. Et afin de compenser la perte de revenu, le gouvernement aurait dû chercher d'autres revenus à taxer en remplacement. En d'autres termes, une telle réforme aurait conduit à de nouvelles taxes sur d'autres personnes afin de compenser les réductions d'impôts accordées aux propriétaires.

Il ne fut pas facile de trouver un accord général concernant mes idées. Au début, mon rapport fut accueilli avec scepticisme au sein même du comité des finances de l'Association Centrale. Mais il connut ensuite rapidement un plein succès.

Mon travail avec l'Association Centrale resta assez important jusqu'au déclenchement de la Première Guerre mondiale. Il m'offrit une grande satisfaction. En plus de Robert Mayer, il y avait de nombreux autres excellents économistes, comme les frères Karl et Ewald Pribam, Emil von Fürth, Paul Schwarz, Emil Perels et Rudolf Maresh.

Il n'y a qu'un point sur lequel j'étais constamment en désaccord avec mes collègues. L'Association Centrale était liée avec une Fondation anniversaire de l'Empereur François Joseph pour le Logement Public, qui était dotée d'importants fonds destinés au logement. Ces fonds finançaient également la construction de deux projets destinés à loger des célibataires. Je considérais cette construction superflue. Les jeunes hommes à faibles revenus habitaient habituellement comme sous-locataires dans des familles. Mais de telles relations rapprochées étaient censées impliquer des dangers sur le plan moral. Je n'étais pas de cet avis, me souvenant de mon expérience comme enquêteur de terrain au cours de mes recherches pour les professeurs Philippovich et Löffler, mentionnées plus haut. Il est vrai que de telles associations rapprochées conduisaient parfois à des relations intimes, mais elles se terminaient habituellement par un mariage. Une enquête effectuée par la brigade des mœurs viennoise révéla que très peu de filles interrogées avaient désigné comme premier amant un « pensionnaire ». Et un fonctionnaire de police expérimenté avait appelé les logements pour célibataires des nids de pédérastes. Je rejétais par conséquent comme erronée l'idée de financer de tels projets à partir des fonds disponibles.

Mon analyse ne prévalut point. Mais cela était de peu d'importance, car la guerre arrêta toute construction ultérieure de tels bâtiments. À l'époque, c'est dans l'un d'entre eux que vivait Adolf Hitler.

III. LE PROBLÈME AUTRICHIEN

L'État polyglotte des Habsbourgs aurait pu servir un grand dessein. Il aurait pu fournir une constitution permettant aux peuples parlant différentes langues de vivre ensemble harmonieusement dans un même État. La constitution de 1867, élaborée par Perthahern visait précisément à cet objectif. Mais la tentative était vouée à l'échec parce que les Grands des Sudètes — le parti au pouvoir — combattaient le libéralisme par tous les moyens dont ils disposaient.

Ainsi, l'Autriche était autour de 1900 un État dont ses sujets ne voulaient pas. Le principe des nationalités niait à l'Autriche-Hongrie son droit d'exister, et tout le monde attendait sa rapide disparition.

Ce n'est qu'à Vienne qu'il y avait encore quelques personnes se souciant de préserver l'État. Les événements déclenchés par la dissolution de la monarchie des Habsbourgs révèrent en fin de compte que ces hommes avaient essayé de sauver l'Europe et la civilisation d'une grande catastrophe. Mais ils avaient déployé leurs efforts en vain, parce qu'il leur manquait un fondement idéologique viable.

Ce manque était clairement visible dans le fait qu'aucun ne voulait reconnaître la sincérité de ceux qui avaient à cœur l'avenir de l'Autriche. On pouvait être un « bon » (c'est-à-dire nationaliste) Allemand, Tchèque, Polonais, etc. En tant qu'ecclésias-

tique allemand ou noble de Bohème, on pouvait être indifférent sur le plan national et ne se soucier que des intérêts de sa région ou de sa classe. Mais penser de manière plus large comme un « Autrichien », voilà qui était considéré comme le trait caractéristique d'un homme recherchant les faveurs de la Couronne. Toutefois, ce n'était pas vrai. La « Couronne » ne favorisait pas de tels fervents loya-listes : elle favorisait les irrédentistes « modérés ».

Personne à Vienne ne pouvait éviter de réfléchir sur les problèmes nationaux. Au sein de la *Sozialwissenschaftlicher Bildungsverein* Otto Bauer et Karl Renner exposèrent leurs idées, publiées par la suite dans leurs livres, qui servaient à promouvoir un programme d'autonomie nationale. Ludo Hartmann fit le compte rendu de ses recherches sur les problèmes d'assimilation linguistique, qui n'ont malheureusement jamais été publiées. Adolf Bernatzik, professeur de Droit public à l'Université, attira mon attention sur le problème de « l'inscription électorale nationale » qui devait fournir la base de critères uniformes d'élection.

Je regardais tous ces efforts avec grand intérêt mais avais des doutes quant à leur succès. On ne peut nier que la population de la monarchie du Danube [l'Autriche-Hongrie] souhaitait détruire cette entité. Et, de fait, la question se posait de savoir si un État dirigé par des comtes frivoles et sans éducation ainsi que par des fonctionnaires sans scrupules valait la peine d'être défendu. Les événements qui conduisirent à la chute du gouvernement Körber firent une forte impression sur tous

ceux qui s'intéressaient à la préservation de l'État. Parmi les nombreux premiers ministres qui avaient dirigé l'ancienne Autriche au cours des dernières vingt-cinq années [avant 1914], Ernest von Körber était le seul qui avait mené une politique de préservation de l'État. Il était à ce sujet soutenu par le très intelligent Rudolf Sieghart, le membre le plus important de son cabinet. Böhm-Bawerk était ministre des Finances de ce cabinet. Monsieur Körber avait demandé à ses magistrats d'adopter une politique plus tolérante à l'égard de l'interdiction des journaux. Il se trouva ainsi que lorsqu'une feuille nationaliste allemande de Vienne publia un article insultant le sacrement de l'autel, cet article ne fut pas contesté. Les ennemis de Körber utilisèrent cet oubli comme occasion pour renverser le gouvernement Körber. Les pères confesseurs et les dames des cours des archiduchesses travaillèrent avec soin pour mettre au pilori, en tant que sacrilège, le « Juif » Körber (l'une des ses grands-mères ou arrière-grands-mères avait été juive). C'est ainsi que le dernier dirigeant se préoccupant sincèrement de la continuation de l'État fut démis de ses fonctions.

Je reconnais volontiers maintenant que — à cette époque — je considérais avec trop de sévérité les défauts de la situation autrichienne, et que la situation à l'étranger, que je ne connaissais qu'à travers les livres ou de brefs séjours superficiels, m'apparaissait sous un jour trop favorable. Mais cela ne change pas les faits. L'État des Habsbourgs, qui n'avait pas le soutien du fondement idéologique du principe des nationalités, ne pouvait pas

supporter le degré de mauvaise gestion politique qui était habituel à l'étranger. Des erreurs pouvant être supportées dans des États nationaux pouvaient se révéler fatales à l'Autriche, une politique nuisible la détruisant plus aisément qu'elle ne détruisait les États anglais ou français.

Le fait que les frontières étatiques et nationales ne coïncidaient pas en Autriche nous conduisait à étudier des problèmes que des États connaissant une unité linguistique pouvaient facilement négliger. Les langues anglaise et française manquent encore des termes leur permettant de présenter correctement les problèmes économiques et politiques qui surgissaient de ce type de dualisme autrichien.

Je m'intéressais en particulier à ce que seraient les conséquences particulières de l'interventionnisme de l'État dans les conditions spécifiques de l'Empire austro-hongrois. Toute mesure interventionniste doit nécessairement perturber les différents intérêts nationaux individuels ainsi que leurs rapports de force. Les politiciens autrichiens savaient tout cela très bien, et les rapports du Conseil de l'Empire, des assemblées provinciales et de la presse contenaient un matériel abondant à ce sujet. Mais la pleine mesure de ces problèmes ne me fut connue que lorsque je rejoignis, en 1909, la Chambre de Commerce de Vienne et devins membre du Comité central de politique commerciale.

J'avais l'intention d'étudier ces problèmes en grand détail. Quand je menai mon premier séminaire universitaire au cours de l'année scolaire 1913-1914, je choisis quatre jeunes docteurs pour

étudier la position des Allemands, des Tchèques, des Polonais et des Hongrois concernant la politique en matière de commerce international de l'union douanière austro-hongroise. Ils devaient spécialement étudier les mesures par lesquelles le gouvernement hongrois et les gouvernements provinciaux autonomes essayaient, au sein de l'union douanière, de créer des protections administratives en faveur de leur nationaux. J'espérais encore trouver un cinquième collaborateur pour effectuer des recherches sur les questions italiennes. J'avais prévu quant à moi d'écrire un rapport détaillé qui devait être publié avec les travaux de mes collègues.

De ces quatre jeunes savants, deux furent tués au cours des premières semaines de la guerre. Le troisième fut porté « disparu en action » pendant les combats des Carpates de l'hiver 1914-1915. Le quatrième fut capturé par les Russes à Wolhynia, en juillet 1916 ; nous n'avons plus eu depuis de nouvelles de sa part ou à son propos.

IV. L'ÉCOLE ÉCONOMIQUE AUTRICHIENNE

Quand j'arrivai pour la première fois à l'Université, Carl Menger était sur la fin de sa carrière d'enseignant. L'idée qu'il existait une École autrichienne en économie était elle-même à peine reconnue à l'Université, et je ne m'y intéressais moi-même pas du tout à cette époque.

Autour de Noël 1903, je lus pour la première fois les *Grundsätze der Volkswirtschaftslehre* de Menger. C'est la lecture de ce livre qui fit de moi un « économiste ».

Je n'ai rencontré personnellement Menger que bien des années plus tard. Il avait alors déjà plus de soixante-dix ans, avait des problèmes auditifs et souffrait de troubles oculaires. Mais son esprit était encore jeune et vigoureux. Je me suis demandé à maintes reprises pourquoi il n'avait pas fait un meilleur usage des dix dernières années de sa vie. Le fait qu'il pouvait encore écrire un brillant ouvrage s'il l'avait voulu se voyait dans l'essai « *Geld* » [« *La monnaie* »], qu'il écrivit pour le *Handwörterbuch der Staatswissenschaften*.

Je crois savoir ce qui avait découragé Menger et ce qui l'avait réduit au silence si tôt. Son esprit tranchant avait compris le destin de l'Autriche, de l'Europe et du monde. Il avait vu la plus grande et la plus avancée de toutes les civilisations [l'Europe occidentale du dix-neuvième et vingtième siècles]

se ruer vers le gouffre de la destruction. Il avait prévu toutes les horreurs que nous vivons aujourd’hui [1940]. Il connaissait les conséquences devant résulter du fait que le monde se soit détourné du véritable libéralisme et du capitalisme. Néanmoins, il fit ce qu’il pouvait pour endiguer le flot. Son livre *Untersuchungen über die Methode der Sozialwissenschaften und der Politischen Ökonomie insbesondere* se voulait un essai polémique contre toutes les pernicieuses modes intellectuelles qui empoisonnaient le monde universitaire de la « Grande Prusse ». Toutefois, le fait de savoir que son combat n’avait aucun espoir de succès sapa sa force. Il avait transmis son pessimisme à son jeune étudiant et ami, l’archiduc Rodolphe, successeur au trône austro-hongrois. L’archiduc se suicida parce qu’il désespérait de l’avenir de son empire et du sort de la civilisation européenne, et non à cause d’une femme. (Il accompagna dans la mort une jeune femme qui, elle aussi, souhaitait mourir ; mais il ne s’était pas suicidé à cause d’elle).

Mon grand-père [maternel] avait un frère qui mourut plusieurs années avant ma naissance. Ce frère, le Dr. Joachim Landau, avait été député libéral au Parlement autrichien et était un bon ami de son collègue de parti, député lui aussi, le Dr. Max Menger, frère de Carl Menger. Un jour, Joachim Landau fit part à mon grand-père d’une conversation qu’il avait eu avec Carl Menger.

Selon mon grand-père, tel qu’il me l’a raconté aux environs de 1910, Carl Menger aurait fait les remarques suivantes : « Les politiques menées par

les puissances européennes conduiront à une guerre atroce qui se terminera par des résolutions épouvantables, par l'extinction de la culture européenne et par la destruction de la prospérité de toutes les nations. En vue de ces événements inévitables, on ne peut recommander que des investissements en stocks d'or et peut-être en obligations émises par les deux pays scandinaves. » De fait, Menger avait investi ses économies en obligations suédoises. Quiconque prévoit aussi clairement avant l'âge de quarante ans le désastre et la destruction de tout ce qu'il estime avoir de la valeur ne peut pas échapper au pessimisme et à la dépression. Quelle vie aurait menée le Roi Priam, avaient coutume de dire les anciens rhéteurs, si à l'âge de vingt ans il avait pu prévoir la chute de Troie ! Carl Menger avait tout juste la moitié de sa vie derrière lui quand il comprit le caractère inévitable la chute de sa Troie à lui.

Le même pessimisme assombrit d'autres Autrichiens à qui rien n'échappaient. Être autrichien donnait le triste privilège d'avoir une meilleure occasion de comprendre le sort et le destin. La mélancolie et la mauvaise humeur de Grillparzer venait de là. Le sentiment de faire face dans l'impuissance au mal à venir poussa à l'isolement le plus compétent et le plus noble de tous les patriotes Autrichiens, Adolf Fischhof.

Pour des raisons évidentes, je discutais fréquemment avec Menger du livre de Knapp : *Staatliche Theorie des Geldes* [*Théorie politique de la monnaie*]. Il me répondait : « C'est le développement logique de la science policière prussienne. Que devons-nous

penser d'une nation dont l'élite, après deux cents ans d'économie, admire un tel non-sens, qui n'est même pas nouveau, comme la révélation suprême ? Que pouvons-nous attendre d'une telle nation ? »

Le successeur de Menger à l'Université fut Friedrich von Wieser. C'était un homme bien élevé et très cultivé, qui avait une fine intelligence et était un honnête savant. Avant beaucoup d'autres, il avait eu la chance de se familiariser avec les travaux de Menger, dont il reconnut immédiatement l'importance. Il enrichit la réflexion à certains égards bien qu'il ne fut pas un penseur créatif et fut en général plus nocif qu'utile. Il ne comprit jamais vraiment le fond de l'idée du subjectivisme dans la pensée de l'École autrichienne, ce qui le conduisit à commettre plusieurs erreurs malheureuses. Sa théorie de l'imputation est intenable. Ses idées sur le calcul de la valeur justifient la conclusion selon laquelle on ne peut pas le considérer comme membre de l'École autrichienne mais plutôt comme un membre de l'École de Lausanne, qui était brillamment représentée en Autriche par Rudolf Auspitz et Richard Lieben.

Ce qui caractérise l'École autrichienne et assurera sa renommée immortelle est précisément le fait qu'elle a créé une théorie de l'action humaine et non une théorie de l'équilibre économique ou de la non-action. L'École autrichienne, elle aussi, utilise l'idée d'immobilité et d'équilibre, dont la pensée économique ne peut se passer. Mais elle est sans cesse consciente de la nature purement instrumentale d'une telle idée et d'auxiliaires similaires.

L'École autrichienne tente d'expliquer les prix tels qu'ils sont effectivement payés sur le marché, et non simplement des prix qui seraient payés sous certaines conditions impossibles à réaliser. Elle rejette la méthode mathématique non par ignorance des mathématiques ou par aversion envers l'exactitude mathématique, mais parce qu'elle n'insiste pas pour donner une description détaillée d'une situation d'équilibre statique hypothétique. Elle n'a jamais succombé à l'illusion que les valeurs pourraient être mesurées. Elle a toujours compris que les données statistiques n'appartiennent qu'à l'histoire économique et que les statistiques n'ont rien à faire avec la théorie économique.

Comme l'approche autrichienne de l'économie est une théorie de l'action, Schumpeter n'appartient pas à l'École autrichienne. De manière significative, il se rattache lui-même dans son premier livre à Wieser et à Walras, mais pas à Menger et à Böhm-Bawerk. L'économie est pour lui une théorie des « quantités économiques » et non de l'action humaine. L'ouvrage de Schumpeter intitulé *Theorie der wirtschaftlichen Entwicklung* est un produit typique de la théorie de l'équilibre.

Il est peut-être nécessaire ici de corriger un malentendu créé par le terme « École économique autrichienne. » Ni Menger ni Böhm-Bawerk ne désiraient fonder une « école » au sens où l'on entend habituellement ce terme dans les cercles universitaires. Lors de leurs séminaires, les véritables Autrichiens ne cherchaient pas à faire de leurs jeunes étudiants des disciples aveugles pour leur offrir en-

suite des postes de professeurs. Ils savaient qu'ils pouvaient favoriser, au travers de livres et de leur enseignement économique, une compréhension des problèmes économiques et rendre ainsi d'importants services à la société. Mais ils savaient aussi qu'on ne peut pas élire des économistes. En tant que pionniers et penseurs créatifs, ils étaient pleinement conscients du fait que le progrès et l'innovation ne peuvent pas être organisés selon un plan préétabli. Ils n'essayèrent jamais de faire la publicité de leurs théories. La vérité prévaudra d'elle-même si l'homme est capable de la percevoir. S'il ne le peut pas, il serait inutile de la faire accepter du bout des lèvres, et par des moyens douteux, par des gens qui ne peuvent pas comprendre le contenu et l'importance d'une doctrine.

Carl Menger n'avait jamais essayé d'offrir ses services à ses collègues, qui les lui aurait alors rendus sous forme de recommandations pour certaines nominations. Böhm-Bawerk, d'abord comme ministre des Finances puis comme ex-ministre, aurait pu user de son influence ; mais il méprisa toujours un tel comportement. Menger essaya à l'occasion et sans succès d'empêcher la promotion d'individus qui, comme Zwiedineck, ne comprenaient pas ce qui se passait dans le domaine de l'économie. Böhm-Bawerk n'a même jamais tenté de le faire. Il aida plutôt qu'il n'empêcha les nominations des professeurs Gottl et Spann à l'Institut technique de Brno.

La meilleure illustration de la position de Menger à cet égard nous est donnée par une phrase

qu'Hayek avait trouvée en parcourant les articles scientifiques de Menger. On y lit : « Il n'existe qu'une méthode sûre pour garantir la victoire finale d'une idée scientifique : laisser toute proposition contraire libre de se développer pleinement jusqu'au bout » [en un certain sens, de se détruire elle-même]. Schmoller, Bücher et Lujo Brentano mettaient en pratique un tout autre point de vue. Ils privaient tous ceux qui ne les suivaient pas aveuglément de l'occasion d'enseigner dans les universités allemandes.

Ainsi [en raison de l'absence d'une politique de sélection du personnel favorisant l'idéologie autrichienne] les postes de professeurs des universités austro-hongroises tombèrent tous entre les mains des jeunes représentants de l'historicisme prussien. Alfred Weber et Spiethoff occupèrent à la suite un poste à l'université de Prague. Un certain professeur Guenther devint professeur d'économie à Innsbruck. Je ne signale ce fait que pour remettre à sa juste place l'affirmation de Franz Oppenheimer selon laquelle la théorie de l'utilité marginale avait une position de monopole dans l'enseignement de l'économie. Pendant plusieurs années, Schumpeter fut professeur à plein temps à Bonn. Il constituait le seul cas où une université allemande payait un enseignant appartenant à l'économie moderne. Parmi les centaines d'hommes qui enseignèrent l'économie entre 1870 et 1934 dans les universités allemandes, pas un seul professeur n'était au courant des travaux de l'École autrichienne, de l'École de Lausanne ou de l'économie anglo-saxonne mo-

derne. Pas un seul *Privatdozent* [maître de conférences non payé par l'université] suspecté d'appartenir à ces écoles ne fut jamais admis dans une faculté. Knies et Dietzel furent les derniers économistes dans les universités allemandes. On n'enseignait pas l'économie dans l'Empire allemand, mais le marxisme ou le nazisme. Il en était de même dans les universités de la Russie tsariste où l'on enseignait le marxisme « légaliste » ou l'histoire économique, mais pas l'économie. Que l'on autorise en Autriche, au contraire, quelques professeurs et *Privatdozents* à enseigner l'économie, voilà qui était considéré comme un affront à la revendication absolue des « aspects économiques de la science politique » allemande.

L'École économique autrichienne était spécifiquement autrichienne au sens où elle grandit sur les terres d'une culture autrichienne, que le nazisme écrasa par la suite. Sur ces terres purent se développer la philosophie de Franz Brentano, tout comme l'épistémologie de Bolzano, l'empirisme de Mach, la phénoménologie de Husserl ou la psychanalyse de Breuer et Freud. En Autriche, on ne connaissait pas le spectre de la dialectique hégélienne. Il n'y avait pas de volonté, au sens de devoir national, de « venir à bout » des idées de l'Europe occidentale. En Autriche, on ne méprisait pas l'eudémonisme, l'hédonisme et l'utilitarisme : on les étudiait.

Ce serait une erreur que de croire que le gouvernement autrichien favorisait tous ces grands mouvements. Au contraire, il déchut Bolzano et Brentano de leurs postes d'enseignants ; il isola Mach et

ne se préoccupa pas du tout de Husserl, Breuer et Freud. Il appréciait Böhm-Bawerk en tant que fonctionnaire compétent, pas comme économiste.

Böhm-Bawerk avait été professeur à Innsbruck mais s'était vite lassé de son poste. La stérilité du climat intellectuel de cette université, de la ville et de la province lui devint insupportable. Il préféra un emploi au ministère des Finances, à Vienne. Quand il finit par quitter les services du gouvernement, on lui offrit une retraite confortable qu'il refusa pour un poste de professeur à l'université de Vienne.

Quand Böhm-Bawerk ouvrit son séminaire, ce fut un grand jour pour l'histoire de l'université et pour le développement de l'économie. Comme sujet de son premier séminaire, il choisit les fondements de la théorie de la valeur. De son point de vue marxiste, Otto Bauer essaya de disséquer le subjectivisme de la théorie autrichienne de la valeur. Avec les autres membres du séminaire en arrière-plan, la discussion entre Bauer et Böhm-Bawerk dura tout le semestre d'hiver. La brillante intelligence de Bauer était très impressionnante : c'était un adversaire de qualité pour le grand maître dont la critique avait porté une blessure mortelle à l'économie marxiste. Je crois qu'à la fin Bauer dut se résigner lui aussi au fait que la théorie marxiste de la valeur était intenable. Il abandonna son intention d'écrire une réponse à la critique de Böhm-Bawerk à l'encontre de Marx. Le premier volume de la série sur Marx contenait une formidable réplique d'Hilferding à Böhm-Bawerk. Bauer, toute-

fois, admit devant moi qu'Hilferding n'avait jamais vraiment compris la nature du problème !

Je participais régulièrement au séminaire de Böhm-Bawerk jusqu'à ce que j'eus un poste d'enseignant en 1913. Durant les deux derniers semestres d'hiver où je participais encore au séminaire, nous discutions ma théorie de la monnaie et du crédit. Au cours du premier semestre nous étudiâmes mon explication du pouvoir d'achat de la monnaie, et au cours du second ma théorie des cycles économiques. La différence d'opinion qui se fit jour entre ma position et celle de Böhm-Bawerk sera traitée plus tard, au cours du chapitre VI.

Böhm-Bawerk était un brillant animateur de séminaire. Il ne se considérait pas comme un professeur mais comme un président de séance participant également à l'occasion à la discussion. Malheureusement, certains orateurs légers abusaient parfois de l'extraordinaire liberté de parole qu'il donnait à tout un chacun. Le non-sens que présentait Otto Neurath avec une ardente ferveur était particulièrement gênant. Un plus grand usage des responsabilités incombant à la présidence de séance aurait souvent amélioré la situation, mais Böhm-Bawerk n'en voulait pas. Il estimait comme Menger qu'en science tout le monde doit avoir le droit de parler.

L'œuvre de toute sa vie est devant nous, splendidement achevée. Sa critique magistrale des anciens économistes et sa propre théorie nous ont enrichis pour toujours. Et pourtant, il faut dire que Böhm-Bawerk aurait pu produire bien plus encore

si les conditions le lui avaient permis. Il développait lors des exposés de son séminaire et au cours de conversations personnelles des idées qui dépassaient de loin ce qu'il a présenté dans ses écrits. Mais sa constitution physique ne pouvait plus résister au dur labeur nécessaire pour entreprendre de grands ouvrages — ses nerfs le lâchaient. Le séminaire de deux heures lui prenait déjà une partie de sa force. Ce n'est que grâce à des habitudes de vie bien réglées qu'il pouvait rassembler les forces nécessaires à son travail en économie, auquel il consacra toute sa vie. Il trouvait de la détente et du plaisir dans les concerts philharmoniques.

Le soir de la vie de Böhm-Bawerk fut assombri par ses craintes concernant l'avenir de l'Autriche et de sa culture. Il mourut d'une attaque cardiaque quelques semaines après le déclenchement de la guerre. Je reçus la nouvelle un soir, au début de septembre 1914, tandis que j'étais au front comme artilleur, à l'Est de Trampol. Alors que je revenais d'une patrouille, on me tendit un journal qui offrait une nécrologie de Böhm-Bawerk.

V. PREMIERS ÉCRITS SUR LA THÉORIE DE LA MONNAIE

Karl Hellferich, dans son livre *Das Geld* [La monnaie], publié en 1903, affirmait que la théorie de l'utilité marginale des Autrichiens n'avait pas réussi à résoudre le problème de la valeur de la monnaie. J'avais par conséquent décidé d'étudier la justesse de cette accusation et, à partir de 1906, consacrais de nombreux efforts ardents aux problèmes de la banque et de la monnaie. J'étudiais les grands travaux théoriques ainsi que l'histoire des monnaies des pays européens, des États-Unis et des Indes britanniques et, en général, cherchais à frayer mon chemin dans cette abondante littérature. [Tout ceci culmina par l'écriture de trois essais.]

1°. Mon premier effort fut la publication d'un essai dans le volume XVI de la *Zeitschrift für Volkswirtschaft, Sozialpolitik und Verwaltung* sous le titre « *Die wirtschaftspolitischen Motive der österreichischen Valutaregulierung* » (« Les motifs économiques du contrôle des changes autrichien »).

2°. À l'automne 1908, le professeur [anglais] Edgeworth demanda au professeur [autrichien] Philippovitch de donner un article à l'*Economic Journal*. Un tel essai, ne devant pas dépasser dix pages, devait analyser pour le monde anglophone la politique de changes de la Banque centrale austro-hongroise. Philippovitch déclina l'offre et me recommanda comme auteur, ce que j'acceptai.

3°. Je décidai aussi de traiter du sujet plus en profondeur en allemand. Cet essai allemand, intitulé « Das Problem gesetzlicher Aufnahme der Barzahlungen in Österreich-Ungarn » (« Le problème de la reprise légale des paiements en espèces en Autriche-Hongrie ») et qui parut dans le *Jahrbuch* de Schmoller au printemps 1909, entraîna de furieuses protestations de la part des membres les plus puissants du parti autrichien de l'inflation.

Au cours de mes recherches pour les trois essais susnommés, j'en étais venu à reconnaître les pires défauts de l'analyse monétaire dominante. J'étais convaincu du caractère indéfendable de la théorie de la balance des paiements et de la doctrine de « l'élasticité » du crédit bancaire ; mais ces courts essais d'histoire et de politique économiques ne se prêtaient pas à une analyse définitive des questions importantes. Je dus repousser cette tâche au travail théorique que je prévoyais d'effectuer ultérieurement et travailler pendant ce temps au sein de la structure intellectuelle généralement admise.

Je passe ici sur ma critique du traitement de Knapp concernant la politique de changes des banques centrales. Les doctrines de Knapp, qui étaient alors généralement admirées en Allemagne et en Europe de l'Est, ont été oubliées depuis longtemps. Mais quiconque étudie le déclin de la pensée allemande en général et de la pensée économique allemande en particulier trouvera le matériau le plus remarquable et le plus intéressant sur le plan psychologique dans les éléments de la doctrine de Knapp que j'ai critiqués dans la sixième partie

de mon essai « Le problème de la reprise légale des paiements en espèces en Autriche-Hongrie ». Ainsi, par exemple, Knapp parlait de pertes subies par la Banque centrale à cause de la politique de changes et réclamait que l'État lui rembourse ses pertes. Mais un simple coup d'œil au bilan de la banque et à ses déclarations de revenus aurait suffi à constater que les transactions sur le marché des changes généraient des profits considérables, et que l'État y avait sa part.

Mon essai traitait du problème de la reprise *de jure* (légale) du remboursement au comptant [en or] des billets émis par la Banque centrale austro-hongroise. Pendant plusieurs années la banque avait, sans hésitation ni discrimination, répondu *de facto* aux demandes de change de devises étrangères à un taux qui ne dépassait jamais la parité-or légale de la couronne, augmentée de la marge qu'on appelle « point or supérieur » dans les pays à étalon-or. L'Autriche-Hongrie avait en réalité ainsi repris les paiements en or. On débattait dès lors pour savoir si cette situation de fait devait devenir une obligation légale. L'un des aspects qui parlait *en faveur* de ce changement était que les marchés monétaires étrangers seraient disposés à accorder des prêts libellés en couronnes autrichiennes dans des conditions plus favorables, si de tels remboursements des billets en or n'étaient plus laissés à la discrétion de la Banque centrale. La Hongrie en particulier soutenait cet argument. L'attitude négative de la direction de la Banque centrale et de certains cercles autrichiens reflétait, selon la Hongrie,

le désir de la banque de perpétuer la dépendance hongroise vis-à-vis des marchés monétaires viennois et de supprimer toute possibilité de s'approvisionner aux sources d'une monnaie meilleur marché dans d'autres pays de l'Europe occidentale. Il n'y avait aucune bonne raison pour s'opposer à la légalisation de la situation existant déjà dans les faits.

Les adversaires de l'obligation légale du remboursement des paiements en or avançaient une théorie indéfendable pour soutenir leur position. Une banque légalement obligée d'effectuer un paiement en or, disaient-ils, doit ajuster son taux d'escompte aux conditions des marchés mondiaux. Mais la Banque austro-hongroise, affirmaient-ils, se trouve dans une situation plus favorable parce qu'elle n'est pas légalement obligée de rembourser ses billets. La Banque centrale peut faire la différence entre la demande légitime et la demande illégitime. La demande était qualifiée d'illégitime si elle visait à envoyer des fonds à l'étranger afin de tirer avantage des taux d'intérêts étrangers plus élevés. La Banque devrait avoir pour politique de ne jamais répondre à cette demande d'arbitrage des taux d'intérêts : elle ne devrait satisfaire que la demande légitime. Elle pourrait ainsi éviter, ou au moins renvoyer à plus tard, une hausse de ses taux d'intérêt, qui exigent le remboursement légalement obligatoire.

Cette doctrine était totalement erronée. La Banque centrale n'avait jamais fait de distinction entre une demande légitime et une demande illégitime. Depuis 1900, elle avait répondu à toutes les

demandes de paiement. Mais si elle avait suivi le conseil des adversaires de la légalisation, les spéculateurs jouant sur l'arbitrage auraient cherché à acheter des devises étrangères sur le marché libre, ce qui aurait fait monter le taux de change et déprécié la devise autrichienne.

La doctrine n'était ni nouvelle ni particulièrement autrichienne. Ce n'était que la vieille erreur déjà exposée quinze et vingt ans auparavant à propos des avantages de la politique française de prime sur l'or. Mais les Français ne niaient pas qu'une telle politique conduisait à une montée des taux de change. Ils préconisaient cette politique pour la France, qui était alors une grande exportatrice de capitaux, et non pour des pays importateurs comme l'Autriche-Hongrie. Pour un pays débiteur, relâcher ses liens sur les marchés monétaires étrangers ne diminue pas les coûts de ses crédits : cela les augmente.

Je venais de terminer mon essai quand une invitation du vice-président de la Banque centrale me surprit. Au cours de la visite que je lui rendis dans son bureau, Monsieur Waldmayer me dit qu'il avait entendu par le professeur Landesberger que j'avais besoin de matériel pour une étude de la politique de la Banque et qu'il serait ravi de le mettre à ma disposition. Il ajouta qu'on me demanderait alors de présenter mon travail à la direction de la Banque avant qu'il ne soit publié. Je déclinai l'offre poliment mais fermement. Je ne connaissais pas alors le professeur Landesberger, mais savais qu'il était un bon ami du professeur

Philippovitch. Je soupçonnais ce dernier d'avoir montré à Landesberger mon essai ou de lui avoir parlé de son contenu.

Je tirai de ma conversation avec Monsieur Waldmayer l'impression que la direction de la Banque était grandement intéressée à voir les conditions existantes perdurer. Je n'arrivais pas à le comprendre. En fait, je savais qu'une obligation légale de paiement en or aurait réduit le droit de la Banque à investir certaines réserves dans des comptes étrangers et dans des obligations rapportant des intérêts, et que cela aurait réduit ses bénéfices bruts. Cela aurait nui avant tout aux actionnaires et aux deux États [Autriche et Hongrie] se partageant les bénéfices de la Banque. Par l'intermédiaire de modifications des lois fiscales, les deux Secrétaire au Trésor auraient probablement veillé à ce que cette perte fut entièrement ou principalement subie par les actionnaires ; personne ne représentait leurs intérêts, moins que quiconque la direction de la Banque qui avait été nommée conjointement par les deux gouvernements. Quand je quittai le bureau de M. Waldmayer, j'avais l'impression qu'il m'aurait offert une somme conséquente si seulement j'avais été un peu moins récalcitrant. La Banque disposait officiellement de certains fonds destinés à la presse en vue de tels buts.

J'obtins une explication quelques années plus tard quand, en 1912, je publiai un article sur la quatrième reconduction des priviléges de la Banque et fut attaqué par les adversaires des paiements en or. À cette époque, Böhm-Bawerk, qui était Secrétaire

du Trésor, m'apprit les raisons de l'opposition de la Banque centrale à mes idées sur ce sujet. D'après lui, une partie des revenus des obligations investies à l'étranger était mise sur un compte spécial et secret, qui était à la seule discrétion du gouverneur de la Banque centrale. Des fonctionnaires très largement rémunérés, des fonctionnaires du gouvernement qui contrôlaient la Banque et parfois d'autres individus, recevaient des sommes considérables de ces fonds confidentiels. Böhm-Bawerk, lui, n'avait appris l'existence de ces fonds que par hasard, quand le Secrétaire hongrois du Trésor se plaignit que la part revenant aux Autrichiens soit si forte en comparaison de celle revenant aux Hongrois. Toute l'affaire déplut fortement à Böhm-Bawerk et suscita en lui du dégoût vis-à-vis de son poste et pour tout service administratif. Le Secrétaire hongrois, cependant, s'opposa à l'intention de Böhm-Bawerk de supprimer ces fonds. Mais, Böhm-Bawerk termina en disant : « Je considère de mon devoir de vous en informer afin que vous compriez l'arrière-plan des attaques menées contre vous. » Je dus lui promettre de ne pas révéler cette affaire avant d'en entendre parler par d'autres sources. En fait je me suis tu jusqu'à aujourd'hui, bien que quelques années après la guerre l'ancien attaché de presse la Banque me parla de son propre chef de l'usage de ces fonds. Les sommes étaient dans ce cas bien plus modestes que les fameux *Reptilienfonds* de Bismarck, mais elles suffisaient à expliquer la forte opposition de la direction de la

Banque et d'autres hommes à une réforme qui aurait tari cette source.

La plus violente attaque contre mes arguments venait de Waltern Federn, éditeur d'un journal économique, le *Österreichischer Volkswirt* [*L'économiste autrichien*]. Federn avait occupé des postes modestes dans des banques et était devenu journaliste boursier pour plusieurs journaux. Pendant plusieurs années, il avait publié le *Österreichischer Volkswirt*, qui était financé par l'un de ses amis, le directeur de banque Rosenbaum. Federn ne connaissait pas l'économie et n'avait lu aucun livre d'économie, à l'exception de la *Théorie politique de la monnaie* de Knapp. Il avait une connaissance limitée des conditions et des statistiques économiques, n'avait aucun esprit critique et était incapable de penser de manière autonome. On le considérait en général comme un âne, bien que le style coulant de ses écrits fut généralement loué. En plus des aides de Rosenbaum, la principale source de revenu de son journal, qui n'avait alors qu'un petit nombre d'abonnés, venait des « contributions » en argent que les banques et de grandes entreprises versaient aux journaux pour y publier des publicités, des bilans, des déclarations de revenu ainsi que des annonces d'assemblées d'actionnaires. Aucune condition particulière n'était liée à ces contributions. Il est vrai que les éditeurs craignaient une interruption des contributions futures en représailles d'une méchante attaque du périodique vis-à-vis d'une entreprise souscriptrice. Mais il était pos-

sible de publier des critiques modérées sur une entreprise qui versait ce genre de contributions.

Ce n'étaient pas ces contributions qui privaient les journalistes viennois de leur indépendance : c'était leur ignorance qui les enchaînait. La grande époque du journalisme économique viennois était terminée depuis longtemps. Les excellents économistes qui avaient collaboré à la presse — parmi eux Carl Menger — n'avaient pas trouvé de dignes successeurs. Seules les équipes éditoriales de la *Neue Freie Presse* (*Nouvelle presse libre*) et du *Neues Wiener Tagblatt* (*Nouveau quotidien viennois*) disposaient encore d'économistes possédant connaissances et intelligence. Tous les autres rédacteurs étaient ignorants et bornés : ils dépendaient des informations données par des parties intéressées. Les journalistes boursiers obtenaient leurs informations des gens de la Bourse, qui n'étaient dans ces domaines que les porte-parole des grandes banques. Quand un arrêté gouvernemental était voté ou qu'une importante transaction commerciale avait lieu, les journalistes se ruait vers le fonctionnaire ou l'homme d'affaires concerné. Les informations que les journalistes tiraient de lui étaient alors données au public. Le gouvernement n'avait pas besoin de corrompre les journalistes : il lui suffisait de les informer. Car les journalistes ne craignaient rien tant que d'être informés quelques jours plus tard que leurs confrères. Pour éviter cela, ils étaient toujours prêts à présenter le point de vue du gouvernement. Leur ignorance économique leur donnait

l'avantage de pouvoir plaider le cas du gouvernement sans avoir de doutes intellectuels personnels.

Quelque deux ans avant la publication de mon essai, M. Federn avait été initié aux problèmes des changes par les fonctionnaires de la Banque centrale. Dans plusieurs articles de journaux viennois et dans la *Frankfurter Zeitung*, il avait publié ce qu'il avait appris d'eux. Il était très fier de son travail, qu'il considérait comme une grande réalisation journalistique. Ma critique de la politique de la Banque centrale l'avait blessé dans sa vanité et c'était la principale raison expliquant la ferveur fanatique de ses attaques. Bien entendu, son désir de plaire aux fonctionnaires de la Banque centrale et au Trésor jouait aussi un rôle. Mais Federn ne prenait pas parti pour la Banque centrale parce qu'il recevait des paiements secrets de sa part. Je suis convaincu qu'il ne savait pas que de telles aides venaient de fonds secrets illégaux, qu'une obligation légale de paiement en or aurait mis en danger. Des individus pouvaient recevoir de l'argent de la Banque centrale en toute bonne foi car celle-ci utilisait aussi des fonds provenant de sources officielles. Ceux qui ne connaissaient pas le montant total dépensé auprès de la presse et d'autres amis protégés pouvaient penser que les fonds destinés à la presse étaient légaux.

Quand Böhm-Bawerk me révéla le secret des fonds spéciaux de la Banque centrale, je me retrouvai en face d'un nouveau problème. J'étais alors en place depuis plusieurs années. J'avais travaillé pendant plusieurs mois au Trésor et au bureau du

ministère public, ainsi que deux ans à la Cour de justice, et travaillais depuis 1909 pour la Chambre de commerce. J'avais connaissance de la corruption, qui est un symptôme inévitable de l'interventionnisme et savais très bien qu'elle s'étendait jusqu'aux plus hauts postes de l'Etat. Mais c'était la première fois que je me retrouvais lors d'un débat scientifique en face d'adversaires dont les motivations n'étaient pas impartiales. Que devais-je faire ? Après une mûre et longue réflexion, j'en arrivai finalement à une décision claire.

Un économiste doit traiter des doctrines, pas des hommes. Il doit critiquer les idées erronées. Il n'a pas pour rôle de révéler les motivations personnelles conduisant à soutenir des sophismes. Un économiste doit faire face à ses adversaires en faisant l'hypothèse fictive qu'ils ne sont guidés que par des considérations impartiales. Il est sans importance qu'un défenseur d'une idée fausse agisse de bonne ou de mauvaise foi : seul compte le fait de savoir si cette idée est juste ou erronée. Révéler la corruption et informer le public à ce sujet est la tâche d'autres personnes.

Je m'en suis tenu à ces principes tout au long de ma vie. Je connaissais beaucoup de choses, si ce n'est tout, concernant la corruption des interventionnistes et des socialistes que j'affrontais. Mais je ne fis jamais usage de ce savoir, ce qui ne fut pas toujours bien compris par d'autres. Comme les sociaux-démocrates m'attaquaient toujours d'une méchante manière, les gens me fournissaient un grand nombre de renseignements sur les pratiques

corrompues des dirigeants socialistes. Même sans l'aide de ces informateurs, j'étais bien conscient de la décadence morale au sein du parti. Je n'aurais pas eu besoin des informations fournies si j'avais voulu me livrer à ce genre de révélations. On me fit souvent grief de refuser poliment des offres de preuves, recevables par les tribunaux, de détournements de fonds et de fraudes de la part de mes adversaires.

Au cours des crises engendrées par la Guerre des Balkans, durant l'hiver 1912-1913, la banque austro-hongroise essaya véritablement de ne pas répondre à une partie de la demande de devises étrangères. Les conséquences furent naturellement une plus forte demande sur le marché libre et une augmentation du cours des monnaies étrangères. La Banque centrale dut immédiatement revenir à son ancienne politique de vente illimitée et sans conditions de devises étrangères. Elle se considérait extraordinairement intelligente parce qu'elle augmentait légèrement le taux auquel elle souhaitait vendre. Mais elle ne réussissait par ce moyen qu'à obtenir une baisse de la confiance portée à la devise autrichienne et un retrait de sommes considérables de monnaie étrangère investies à court terme en Autriche.

Le but avoué des inflationnistes était de réduire le pouvoir d'achat de la couronne autrichienne par rapport à l'or, aux devises étrangères et aux biens économiques internationaux. Ce point était aisément admis par les adversaires intelligents des paiements en or, comme le professeur Landesber-

ger et comme Richard Riedl, le président de la division douanière du ministère du commerce. Seul quelqu'un de mal informé comme Federn pouvait croire qu'un refus de rembourser les billets n'aurait pas d'effet sur la stabilité des taux de change. Les inflationnistes se réjouissaient d'une légère dévaluation de la couronne, considérée comme le premier pas vers la voie qu'ils appuyaient. La seule chose qu'ils regrettaient, c'était que la Banque centrale revint immédiatement à une politique de remboursement inconditionnel en or. Ce n'était pas sans raison qu'ils me rendaient responsable de ce retour en arrière.

J'étais bien entendu pleinement conscient du fait que l'opinion publique autrichienne était en faveur de l'inflation, et qu'il n'y avait à mes côtés que quelques rares personnes pour soutenir une politique de taux de change stables. Le ministre des Finances était à cette époque un Polonais, le comte Zaleski, qui n'avait jamais été en charge de problèmes financiers avant d'être nommé à son poste pour des raisons purement politiques. Il reconnaissait sans problèmes son ignorance dans le domaine financier. Au cours d'une conversation qui eut lieu chez un ami mutuel, le comte Zaleski me dit : « On m'a dit au Club polonais (de la Chambre des députés) qu'une augmentation des taux de change doit être considérée comme un phénomène plus favorable que défavorable. Une augmentation de dix pour cent serait une bénédiction pour l'agriculture. »

Cette « bénédiction » devait rapidement se produire, et dans une très large mesure !

VI. LA THÉORIE DE LA MONNAIE ET DU CRÉDIT

Après avoir terminé mes deux essais sur la politique de change de la Banque centrale, je comptais entreprendre le développement de ma théorie de la monnaie et du crédit. J'avais à peine écrit les premières pages lorsque, au début janvier 1909, je fus subitement appelé pour m'acquitter d'une obligation militaire inhabituelle. Ce qu'on a appelé la « crise de l'annexion » avait conduit le gouvernement à prendre des mesures spéciales et à accélérer la modernisation de l'artillerie. Je retournai à Vienne en février et rejoignit la Chambre de commerce le 1^{er} avril. Et à nouveau, durant les premiers mois de ma nouvelle activité, je ne pus trouver de temps pour mon travail scientifique. J'étais enfin prêt à commencer en automne. Le manuscrit final fut donné à l'éditeur au début de l'année 1912.

La plus grande difficulté à laquelle je dus faire face lors de la préparation de ce livre était le fait que je voulais n'étudier qu'une partie de la totalité du domaine des problèmes économiques. Or l'économie doit nécessairement être un tout complet et intégré. En économie, il ne peut y avoir de spécialisation. Pour traiter d'une partie il faut le faire sur la base d'une théorie englobant tous les problèmes. Je ne pouvais toutefois utiliser aucune des théories complètes existantes. Les systèmes de Menger et de Böhm-Bawerk ne m'apparaissaient plus comme

totallement satisfaisants. J'étais prêt à aller plus loin sur la voie qu'avait découverte ces vieux maîtres. Mais je ne pouvais faire usage de leur analyse des problèmes avec laquelle la théorie monétaire doit commencer.

Selon l'opinion dominante de l'époque, la théorie de la monnaie pouvait être clairement séparée de l'ensemble des problèmes économiques — elle ne faisait en fait même pas partie de l'économie : il s'agissait en quelque sorte d'une discipline indépendante. Conformément à cette vision des choses, les universités des pays anglo-saxons avaient créé des postes spécifiques de professeurs enseignant dans les domaines monétaires et bancaires. Il était de mon intention de prouver que cette idée était erronée et de remettre la théorie monétaire à la place qui lui convient comme partie intégrante de la science économique.

Si j'avais pu travailler tranquillement et prendre mon temps, j'aurais commencé par une théorie de l'échange direct dans le premier volume et aurait alors poursuivi par la théorie de l'échange indirect. Mais j'ai en fait commencé par l'échange indirect, parce que j'estimais ne pas avoir beaucoup de temps : je savais que nous étions à la veille d'une grande guerre et voulais terminer mon livre avant son déclenchement. J'avais ainsi décidé de ne sortir qu'à l'occasion de certains points du domaine étroit de la théorie strictement monétaire et de repousser à plus tard la préparation d'un travail plus complet. Je pense avoir réussi à accomplir ce que je m'étais fixé.

Je dois ajouter expressément que ma critique de Menger et de Böhm-Bawerk concerne moins ce qu'ils ont dit que ce qu'ils avaient laissé de côté. Je regrettai qu'ils n'aient pas remplacé la description peu satisfaisante du champ de l'économie due à John Stuart Mill par une qui fut meilleure. Je trouvais aussi à redire au fait qu'ils n'avaient pas sévèrement critiqué l'usage inacceptable de l'économie mathématique et qu'ils n'avaient pas réussi à exposer plus clairement leur point de vue. Je trouvais que Böhm-Bawerk en particulier, lors de son débat avec Wieser, n'avait pas réussi à toucher du doigt certains points dont l'importance était cruciale.

L'un des aspects que je ne pouvais passer sous silence, bien qu'il fit partie de la théorie générale de la valeur, était le problème de la mesure hypothétique de la valeur et du problème lié touchant à la valeur totale. Afin de développer la théorie de la monnaie, je devais réfuter l'idée selon laquelle il pouvait exister des choses comme 1° un calcul, ou même une mesure, de la valeur ; 2° le fait que la « valeur » d'un stock complet pourrait être calculée à partir de la « valeur » d'une partie de ce stock ou 3° qu'à l'inverse la « valeur » d'une partie pourrait être obtenue de la « valeur » du tout. Je devais démolir la nature de la « valeur » et démontrer que ce qui existait, c'étaient des actes et des jugements de valeur, mais que le terme de « valeur » n'était acceptable que si on le limitait pour désigner un objet évalué de manière individuelle ou le résultat de ce processus d'évaluation.

J'ai tenté de m'acquitter de cette tâche au cours des premiers chapitres de mon livre et ai essayé de réfuter tout particulièrement les erreurs d'Irving Fisher et de Schumpeter. Le livre de Cuhel me fut à cet égard très utile. Son auteur est oublié aujourd'hui [1940] — son livre est démodé ; mais il n'y a pas de doute que Cuhel finira par occuper à juste titre une place de choix dans l'histoire de notre science.

La théorie de la détermination des changements du pouvoir d'achat de la monnaie part de la théorie de Menger sur les encaisses monétaires. Tout ce qui en découle, j'ai entièrement dû le créer. Comme je n'ai pas l'intention de citer ici un passage de mon livre, je me limiterai à faire une remarque sur la méthode que j'ai utilisée et sur son importance.

À toutes les pages, j'ai utilisé la méthode « pas à pas » qui est paraît-il redécouverte aujourd'hui [1940] sous le nom d'« analyse de processus » ou d'« analyse par périodes ». C'est la seule méthode acceptable, qui rend superflu le débat entre économie à court et à long terme. Elle rend également inutile la distinction entre statique et dynamique. Si aucune situation n'est considérée comme « normale », si nous prenons conscience du fait que l'idée d'un « équilibre statique » est un concept étranger à la vie et à l'action que nous étudions, et qu'elle n'est qu'une construction mentale que nous utilisons afin de comprendre l'action humaine de façon abstraite, à travers l'idée d'une situation sans action, nous devons alors reconnaître que nous étudions toujours un mouvement et jamais un état

d'équilibre. Mais toute l'économie mathématique avec ses belles courbes et équations n'est rien d'autre qu'un gribouillage inutile. Les courbes et les équations doivent être précédées par des considérations non mathématiques : établir des équations n'augmente pas notre connaissance. Comme il n'y a pas de relations constantes dans le domaine de l'action humaine, les équations de la catallactique mathématique ne peuvent pas servir à résoudre des problèmes pratiques, à la manière dont les équations de la mécanique permettent d'en résoudre en utilisant des données et des constantes déterminées de manière empirique.

Dans mon livre sur la monnaie, je n'ai pas dit un mot alimentant la controverse contre l'école mathématique. J'y ai présenté la doctrine correcte et me suis abstenu d'attaquer la méthode des mathématiciens. En réalité, j'ai même résisté à la tentation de disséquer le terme vide de « vitesse ». J'ai réfuté l'économie mathématique en prouvant que la quantité de monnaie et le pouvoir d'achat de l'unité monétaire ne sont pas inversement proportionnels. Cette démonstration montrait que la seule relation constante que l'on croyait exister entre des « quantités économiques » était une variable déterminée dans chaque cas particulier par les données. Je démolissais ainsi l'équation des échanges d'Irving Fisher et de Gustav Cassel.

L'analyse pas à pas doit tenir compte du passage du temps. Dans une telle analyse, le décalage temporel entre la cause et l'effet devient une multitude de différences temporelles entre des conséquences

successives simples. La réflexion sur ces décalages temporels conduit à une théorie précise des conséquences sociales des changements du pouvoir d'achat de la monnaie.

Je vais faire quelques remarques sur la réaction de Böhm-Bawerk concernant ma théorie afin d'expliquer plus précisément mes objections aux doctrines des deux anciens maîtres que sont Menger et Böhm-Bawerk. Et je vais montrer par un exemple concret la différence qui existe entre la nouvelle et l'ancienne École autrichienne. Menger et Böhm-Bawerk faisaient tous les deux l'hypothèse de la neutralité de la monnaie. Ils avaient développé la théorie de l'échange direct et s'en tenaient à l'idée que tous les problèmes économiques théoriques pouvaient être résolus en utilisant le concept imaginaire d'échanges marchands sans utilisation de monnaie. Ma théorie sur le caractère inévitablement non neutre de la monnaie a désormais rendu cette position intenable. Or Böhm-Bawerk refusait de l'admettre. Il ne souleva aucune objection quant à la cohérence de mon analyse pas à pas : il ne niait pas ses résultats — à savoir que les changements du pouvoir d'achat de la monnaie entraînaient des changements de prix qui n'étaient ni simultanés ni même également répartis pour les différents biens et services, et qu'il était erroné d'affirmer que des modifications de la quantité de monnaie conduisaient à des changements simultanés et proportionnels du « niveau » des prix. Mais Böhm-Bawerk soutenait qu'il s'agissait d'un « phénomène de friction ». Selon lui, la vieille doctrine était correcte

« en principe » et gardait toute son importance pour une analyse touchant à une « action purement économique ». Il y aurait dans la vie réelle une résistance et une friction qui conduiraient à s'écartier des résultats auxquels on arrive par la théorie. J'ai essayé en vain de convaincre Böhm-Bawerk du caractère indéfendable de l'usage de métaphores empruntées à la mécanique. Comme on peut le voir dans son découpage en deux points des objectifs de la théorie des prix, Böhm-Bawerk travaillait sous l'influence de l'interprétation de Mill. Je n'aurais pu le convaincre que si j'avais moi-même eu les idées claires sur les problèmes fondamentaux. Mais je subissais encore trop l'influence de Mill. Ce n'est que plusieurs années plus tard que je réussis à réfuter la doctrine de Böhm-Bawerk concernant « l'avantage de l'échange direct ». Mon essai traitant des enseignements de Menger et Böhm-Bawerk se voulait un digne hommage aux deux maîtres.

Dans le chapitre sur la détermination des rapports d'échange entre les différents types de monnaie, je me suis efforcé de reformuler la théorie irréfutable de Ricardo que la « théorie de la balance des paiements » a essayé de remplacer. Gustav Cassel, qui allait introduire peu après la théorie ricardienne sous une forme inadéquate, l'intitula « théorie de la parité des pouvoirs d'achat ». Durant les années 1920 on l'appela théorie de Cassel si on était d'accord, et théorie de Mises si on était en désaccord. Je répète que c'était la théorie de Ricardo, et non celle de Cassel ou la mienne.

Le deuxième grand problème que j'ai traité dans mon livre concerne les moyens fiduciaires. J'ai dû créer ce concept afin de dépasser la confusion régnant autour du terme « crédit ». Si l'on ne distingue nullement entre le « crédit-marchandises » [*Sachkredit*] et le « crédit circulant ou fiduciaire » [*Zirkulationskredit*], on ne pourra jamais obtenir de résultats utiles. Fritz Machlup a fort à propos traduit ces deux concepts distincts par les termes « crédit de transfert » [*transfer credit*] et « crédit créé » [*created credit*]. Ce n'est qu'en faisant cette distinction que l'on peut développer les fondements d'une critique correcte de la doctrine de « l'élasticité » des moyens de paiement bancaires, et que l'on peut ouvrir la voie permettant de comprendre comment la création de crédit fiduciaire explique le phénomène des cycles économiques. Je suis flatté que cette explication ait reçu le nom de « Théorie autrichienne des cycles économiques ».

Dans la dernière partie de mon livre, j'avais entrepris de discuter des problèmes de la banque et des devises, qui étaient alors d'un intérêt général. Je terminais en faisant remarquer que l'opinion dominante en matière bancaire conduirait rapidement à des événements catastrophiques.

Comme il fallait s'y attendre mon livre fut rejeté sommairement par les journaux des sciences sociales allemandes. Je fis peu attention à cela. J'étais convaincu que mes explications l'emporteraient bien vite. C'est avec consternation que je voyais la catastrophe politique et militaire que j'avais prévu se trouver à notre porte.

Les nouveaux livres, bien que considérés comme « démolis » par la critique, peuvent avoir une grande valeur et une grande postérité. Ceux qui ne font que répéter ce que tout le monde veut entendre feraient mieux de garder le silence. Des hommes comme Knapp, Bendixen, Liefmann, Diehl, Adolf Wagner et Bortkiewicz, qui étaient alors célébrés en Allemagne comme des « théoriciens de la monnaie », ne sont plus depuis longtemps considérés comme des économistes.

Le premier économiste à faire l'éloge de mon ouvrage fut Benjamin M. Anderson, dans son livre *The Value of Money*, publié en 1917. Je n'eus l'occasion de voir son livre que deux ans plus tard (naturellement, bien sûr, parce que l'Autriche était en guerre contre les États-Unis).

John Maynard Keynes fit la critique de mon livre dans le premier numéro de l'*Economic Journal* paraissant après le déclenchement de la guerre¹. Il fit quelques louanges : « On ne peut nier au livre un mérite considérable [...] le livre est ‘éclairé au plus haut degré’ possible. » Mais en général il était grandement déçu.

Le livre n'était pour lui « pas constructif » et « pas original » ; il n'y avait « aucune élévation dans le livre ». Et il ajoutait : « On referme par conséquent ce livre avec un sentiment de déception, venant du fait qu'un auteur aussi intelligent, aussi sincère et si largement lu soit, après tout, aussi peu

¹ Cf. *Economic Journal*, Volume XXIV, pages 417-419. (Note de Ludwig von Mises).

utile pour nous offrir une compréhension claire des fondements de ce domaine. » Seize années plus tard, Keynes admit que sa connaissance de la langue allemande était assez faible. « En allemand, écrivit-il, je ne peux comprendre clairement que ce que je sais déjà — de sorte que les idées nouvelles sont susceptibles de me rester cachées par les difficultés de la langue. »¹

Ce n'était pas de ma faute si Keynes n'avait trouvé mon livre ni constructif ni original, et si je ne pouvais pas l'aider à comprendre clairement les problèmes en question.

¹ Cf. *A Treatise on Money*, Londres, 1930, volume I, page 199, note 2. (Note de Ludwig von Mises).

VII. LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

Je ne suis pas obligé de faire ici un compte rendu de la guerre, ni des expériences personnelles que j'ai vécues pendant cette période. Le présent ouvrage ne traite pas des questions militaires, ni des affaires politiques plus qu'il n'est absolument nécessaire.

La guerre était le résultat d'une idéologie qui avait été instituée par tous les instituts d'enseignement de l'Allemagne depuis des centaines d'années. Les professeurs d'économie avaient contribué avec diligence à la préparation intellectuelle de la guerre. Pour convertir ces hommes de courage en « garde intellectuelle de la Maison de Hohenzollern », il n'était pas nécessaire de les former à nouveau. Schmoller avait écrit son fameux « Manifeste des 93 » (le 11 octobre 1914) ; un autre président de département, le professeur Schumacher, qui devait par la suite succéder à Schmoller à Berlin, publia le programme d'annexion des six associations centrales. Sombart écrivit *Händler und Helden* (*Marchants et héros*). Frantz Oppenheimer ne pouvait être surpassé quand il s'agissait de déplorer le manque de culture des Français et des Anglais. Ils n'enseignaient plus depuis longtemps l'économie : ils prêchaient les doctrines de la guerre.

La situation n'était guère meilleure dans l'autre camp. Mais beaucoup préféraient garder le silence.

Pour Edwin Cannan, toutefois, les économistes avaient pour devoir de protester.

Pendant les quinze premiers mois de la guerre, je trouvais rarement le temps de lire un journal. Plus tard, les conditions s'améliorèrent un peu et à la fin de 1917 je n'étais plus au front mais travaillais dans la division économique du ministère de la guerre. Je n'écrivis au cours ces années que deux petits essais. L'un sur la classification des théories monétaires, qui fut ajouté par la suite à la seconde édition de ma *Théorie de la monnaie et du crédit*. J'utilisai l'autre, portant sur les objectifs de la politique commerciale (« *Vom Ziel der Handelspolitik* »), dans *Nation, Staat und Wirtschaft* [*Nation, État et économie*], publié en 1919. Il s'agissait d'un ouvrage scientifique ayant un objectif politique : c'était une tentative destinée à éloigner le public allemand et autrichien du goût qu'il avait pour les idées nationales-socialistes, qui n'avaient alors pas de nom spécial, et pour recommander la reconstruction par le biais d'une politique démocrate-libérale. Mon livre passa inaperçu et fut rarement lu. Mais je sais qu'il le sera dans le futur. Les quelques amis qui le lisent aujourd'hui [1940] n'ont pas de doute là-dessus.

Je publiai vers la fin de la guerre un petit essai sur la théorie quantitative dans le journal de l'Association des banques et banquiers autrichiens, publication non destinée au public. Mon traitement du problème de l'inflation n'avait pas été approuvé par le responsable de publication. Mon fade essai universitaire fut rejeté et je dus le revoir avant de

pouvoir le publier. Immédiatement, le numéro suivant comportait des réponses critiques dont l'une, autant que je m'en souvienne, venait du directeur de banque Rosenbaum, celui qui finançait le *Volkswirt* de Federn.

Le Commandement en chef de l'armée organisa au cours de l'été 1918 un cours pour les officiers devant donner des instructions patriotiques aux troupes. Je donnai une conférence sur « Coûts de guerre et emprunts de guerre » dans laquelle j'essayais aussi de m'opposer aux tendances inflationnistes. Cette conférence fut publiée à partir de notes sténographiées, sans que j'eus la possibilité de relire les épreuves.

Mon expérience de l'époque de la guerre orienta mon attention vers un problème qui m'apparaissait chaque jour comme plus important. En réalité, je devrais l'appeler le problème premier, fondamental, de la civilisation.

Seuls ceux qui comprennent parfaitement la théorie économique peuvent appréhender les grandes questions de politique économique et sociale. Seuls ceux qui maîtrisent les problèmes les plus ardues de l'économie peuvent dire si le capitalisme, le socialisme ou l'interventionnisme constituent des systèmes viables de coopération sociale. Les décisions politiques ne sont cependant pas prises par les économistes mais par l'opinion publique, c'est-à-dire par le peuple. La majorité détermine ce qu'il faut faire. Ceci est vrai de tous les systèmes de gouvernement. Même les monarques absous et les dicta-

teurs ne peuvent régner que comme le demande l'opinion publique.

Il se trouve des écoles de pensée qui ne veulent tout simplement pas voir ces problèmes. Le marxisme orthodoxe croit que le processus dialectique du développement historique guide inconsciemment l'Homme vers son inévitable chemin, c'est-à-dire vers le bonheur. Un autre type de marxisme croit que la classe ne peut jamais se tromper. Le mysticisme racial dit la même chose concernant la race : les caractéristiques de cette dernière savent trouver la bonne solution. Le mysticisme religieux, même quand il se présente sous une apparence temporelle, par exemple dans le principe du Führer, dépend de Dieu : Il n'abandonnera pas Ses enfants mais les sauvera par la révélation ou en leur envoyant un saint pasteur. Or notre expérience jette le discrédit sur toutes ces échappatoires. Elle montre qu'il existe différentes doctrines et idées, même au sein des diverses classes, races et nations ; que des hommes différents luttent pour le pouvoir avec différents programmes ; que différentes Églises enseignent leur Parole de Dieu et qu'elles ne sont pas d'accord entre elles. Il faudrait être aveugle pour affirmer qu'en en appelant 1° à la dialectique de l'Histoire, 2° à une infaillible conscience de classe, 3° aux caractéristiques raciales ou nationales, 4° à la Parole Divine ou 5° à un ordre d'un Führer, on puisse répondre de façon convaincante à certaines questions comme par exemple de savoir si l'accroissement du crédit peut véritablement réduire de manière permanente les taux d'intérêt.

Les libéraux du dix-huitième siècle étaient pleins d'un optimisme sans limites. Pour eux, l'humanité allait devenir rationnelle, permettant à l'idée juste de finalement émerger. La lumière allait remplacer les ténèbres. Tous les efforts des défenseurs des ténèbres pour laisser les gens dans l'ignorance, afin de les dominer plus facilement, ne pouvaient pas empêcher le progrès. Ainsi éclairé par la raison, l'humanité se dirigeait vers une perfection toujours plus grande. La démocratie, avec sa liberté de pensée, de parole et de la presse assurerait le succès de la bonne doctrine. Laissons les masses décider : elles choisiront sagement.

Plus personne n'accepte désormais cet optimisme. Le conflit entre les doctrines économiques nous demande une bien plus grande faculté de jugement que ne le faisaient les problèmes auxquels étaient confrontées les Lumières, à savoir 1° le problème de la superstition face aux sciences de la nature, 2° la tyrannie face à la liberté et 3° le privilège face à l'égalité devant la loi.

Le peuple doit décider. Il est vrai que les économistes ont le devoir d'informer leurs semblables. Mais que se passe-t-il si ces économistes ne sont pas à la hauteur de la tâche dialectique et sont écartés par les démagogues ? Ou si les masses manquent de l'intelligence nécessaire pour comprendre les enseignements des économistes ? La tentative de guider le peuple sur la bonne voie n'est-elle pas sans espoir, particulièrement si nous voulons bien voir que des hommes comme John Maynard Keynes, Bertrand Russel, Harold Laski et Albert

Einstein n'arrivent pas à comprendre les problèmes économiques ?

Nous n'arriverons pas à comprendre ce qui est en jeu si nous attendons de l'aide d'un nouveau système électoral ou d'une amélioration de l'enseignement public. Certaines propositions techniques de changements du système électoral retirent même à certains le droit de participer à l'élection d'une assemblée et d'un gouvernement. Mais ce ne serait en aucun cas une solution. Si les masses s'opposent à un gouvernement formé par une minorité, ce dernier ne pourra pas survivre indéfiniment. S'il refuse de céder à l'opinion publique, il sera renversé par la révolution. La préférence pour la démocratie se justifie par le fait qu'elle facilite la poursuite pacifique de la coopération sociale dans l'État. Ce n'est pas un problème propre à la démocratie : c'est un problème qui existe dans toutes les circonstances et pour toute forme concevable de gouvernement.

On a pu dire que le problème résidait dans l'éducation et l'information du peuple. Mais ce serait se leurrer fortement que de croire que davantage d'écoles et de conférences, ou une popularité plus grande des livres et des journaux pourraient conduire la bonne doctrine à la victoire. En fait, les fausses doctrines peuvent recruter leurs partisans de la même manière. Le mal vient précisément des mauvaises dispositions intellectuelles du peuple à choisir les moyens conduisant aux objectifs désirés. Le fait qu'on puisse faire accepter aux gens des décisions superficielles démontre qu'ils sont inca-

pables d'un jugement indépendant. Voilà précisément le grand danger.

J'étais ainsi arrivé à ce pessimisme désespéré qui a accablé pendant longtemps les meilleurs esprits d'Europe. Nous savons aujourd'hui des lettres de Jacob Burckhardt que ce grand historien n'avait, lui non plus, pas d'illusions sur l'avenir de la civilisation européenne. Ce pessimisme avait brisé les forces de Carl Menger et avait assombri la vie de Max Weber. (Dans les derniers mois de la guerre Weber enseigna pour un semestre à l'Université de Vienne, et nous devîmes bons amis).

La façon dont nous modifions notre vie suite à la connaissance d'une catastrophe inévitable est une question de tempérament. Au lycée, j'avais choisi comme devise un vers de Virgile : « *Tu ne cede malis sed contra audentior ito* » (Ne cède pas au mal mais oppose-toi toujours à lui avec courage). Je me remémorai cette maxime durant les heures les plus sombres de la guerre. Je fus à plusieurs reprises confronté à des situations où les délibérations rationnelles ne semblaient pas offrir de solution. Mais alors quelque chose d'inattendu se produisit et apporta la délivrance. Je ne perdrais pas le courage, même dans ces conditions. Je ferais tout ce qu'un économiste peut faire. Je ne me lasserais pas d'enseigner ce que je sais être juste. Et c'est ainsi que je décidai d'écrire le livre sur le socialisme que j'avais envisagé avant la guerre. J'allais réaliser mon vieux projet.

VIII. À LA CHAMBRE DE COMMERCE

Avant d'entreprendre la description de mes efforts scientifiques, je dois revenir sur mon activité quotidienne. De 1909 à 1938, je fus au service de la Chambre de commerce et d'industrie de la Basse-Autriche. En 1920 le nom de cette institution fut modifié et elle devint la Chambre de commerce, de l'artisanat et de l'industrie de Vienne.

En Autriche, les Chambres étaient des corps parlementaires formés par l'ensemble de tous les hommes d'affaires et financés au moyen d'une taxe professionnelle collectée par les services fiscaux et transférée ensuite aux chambres. Elles avaient été créées en 1848, l'année de la Révolution, afin de conseiller le Parlement et le gouvernement dans les domaines économiques et de remplir certaines fonctions administratives. Elles restèrent relativement peu importantes jusqu'à la fin des années 1870. Elles luttèrent en vain durant les années 1880 et 1890 contre des propositions de changement découlant de l'idéologie des guildes, changements réclamés et votés par le Parti chrétien-social. Durant cette période le centre du pouvoir résidait dans l'Assemblée générale et dans les comités de la Chambre. Le bureau de la Chambre de commerce ne faisait que rendre des services d'homme à tout faire.

La percée du principe interventionniste entraîna un changement radical. Les secrétaires et fonction-

naires des départements, ainsi que les membres du Parlement ne connaissaient rien en économie. La plupart n'avaient aucune idée des conséquences des mesures qu'ils prenaient et étaient même incapables de formuler des lois, des décrets et des règlements de manière à ce que les bureaux en charge de leur mise en application sachent ce qu'ils avaient à faire. Il était évident que la Chambre avait besoin de conseils pertinents et d'une coopération continue de la part de ceux qui connaissaient la situation et étaient capables de faire des recherches. La presse, le Parlement et l'Empereur rejetaient la responsabilité des erreurs quotidiennes et de leurs conséquences néfastes sur les secrétaires, qui à leur tour en rendaient responsables les fonctionnaires départementaux. Pour échapper à cette responsabilité, les employés recherchaient le conseil d'hommes bien informés.

Les secrétaires de la Chambre de Vienne, Rudolf Maresh et Richard Riedl, savaient comment utiliser cette situation favorable pour accroître l'influence de leur secrétariat. Le Président de la Chambre de l'époque, le baron Mauthner, était un homme clairvoyant qui jouait un rôle éminent à la Chambre des députés comme chef de file d'un groupe qui portait son nom, le groupe Mauthner. Il était d'accord pour développer le secrétariat et plusieurs jeunes économistes rejoignirent l'équipe. Le plus éminent d'eux était mon ami Victor Graetz, homme de fort caractère et inhabituellement doué. Mais il souffrait, précisément en raison de sa clairvoyance, de ce pessimisme qui devait frapper durant cette

période tous les hommes bien au courant de la situation. Le succès de cette nouvelle direction de la Chambre était formidable : le secrétariat de la Chambre de Vienne devint en peu de temps un facteur important dans la politique économique. Son importance s'accrut encore quand il créa sous le titre de *Handelspolitische Zentralstelle* (Centre de politique commerciale) une organisation au sein de laquelle participaient toutes les Chambres austro-allemandes. Il est vrai que de nombreuses Chambres provinciales étaient d'importance relativement faible car leurs secrétaires étaient inefficaces. Mais les secrétariats de Prague, Brno, Reichenberg, Cracovie et Trieste possédaient des hommes dont la coopération avait beaucoup de valeur.

En 1909 la question de la poursuite des affaires à la Chambre de Vienne se posa. M. Maresh avait pris sa retraite quelques années plus tôt et, en 1909, M. Riedl fut nommé chef de division au ministère du commerce. Plusieurs jeunes fonctionnaires avaient quitté la Chambre pour l'industrie et mon ami Graetz était parti prendre la direction d'une grande entreprise. Il me recommanda pour lui succéder.

La Chambre était la seule à m'offrir un endroit où je pouvais travailler en Autriche. Les postes de professeur d'université m'étaient fermés vu que les universités cherchaient des interventionnistes et des socialistes. Seuls ceux appartenant à l'un des partis politiques — parti chrétien-social, parti nationaliste allemand ou parti social-démocrate — pouvaient espérer une nomination. Je n'ambitionnais pas non

plus un poste dans les services du gouvernement. Après la guerre, ma réputation comme expert à la fois dans les domaines monétaire et bancaire était tellement reconnue que plusieurs grandes banques me proposèrent un poste à leur Conseil. Mais j'avais toujours décliné l'offre jusqu'en 1921 pour la raison que ces banques refusaient de me donner l'assurance que mes conseils seraient suivis. Après 1921, je refusais les offres parce que je considérais toutes les banques comme insolubles et irrémédiablement perdues. Les événements me donnèrent raison.

À la Chambre je m'étais créé mon propre poste. Je ne fus officiellement jamais plus qu'un employé du secrétariat : j'avais toujours un supérieur officiel sous les ordres duquel je travaillais, avec quelques collègues. Je n'ai jamais eu le désir d'assurer un poste de direction et de perdre une partie de ma force productive dans la routine administrative. Ma situation était incomparablement plus importante que celle de tout autre fonctionnaire de la Chambre ou de tout Autrichien qui ne présidait pas l'un des grands partis politiques. J'étais l'économiste du pays.

Ce qui ne veut pas dire que mes recommandations étaient suivies ou que mes avertissements étaient écoutés. Soutenus seulement par certains amis, je menais une lutte désespérée. Tout ce que je réussis à faire, ce fut de repousser la catastrophe. Le fait que le bolchevisme ne s'empara pas du pouvoir au cours de l'hiver 1918-1919 et que l'effondrement de l'industrie et des banques ne se pro-

duisit pas en 1921 mais en 1931 était en grande partie le résultat de mes efforts. On ne pouvait obtenir plus, ou tout au moins je ne le pouvais pas.

Toutes les opérations de la Chambre ne rencontraient pas mon approbation. Je ne participais pas au travail purement administratif. Toute ma force se concentrat sur les questions politico-économiques critiques.

On me reprochait parfois d'être trop brutal et trop intransigeant dans mes remarques et l'on me disait que j'aurais obtenu plus de résultats si j'avais montré plus de bonne volonté à accepter un compromis. Gustav Weiss von Wellenstein, secrétaire général de l'Association centrale de l'industrie autrichienne et vieil ami à moi, me faisait souvent ce reproche. Cette critique était injustifiée. Je ne pouvais être efficace qu'en présentant la situation aussi fidèlement que je la voyais. Quand je me remémore aujourd'hui mon activité à la Chambre, je regrette uniquement ma volonté de compromis, pas mon intransigeance. J'étais prêt à céder sur des sujets peu importants si je pouvais l'emporter concernant d'autres questions plus cruciales. J'ai même quelquefois accepté des compromis intellectuels en signant des rapports comprenant des phrases qui ne reflétaient pas ma position. C'était la seule façon d'obtenir l'approbation de l'assemblée générale de la Chambre ou l'assentiment du peuple sur des sujets que je considérais comme très importants. Si quelqu'un étudie un jour les comptes rendus de travaux et les rapports sur l'industrie publiés et figurant dans les archives de la Chambre, il aura

confirmation de ces propos. Je ne considère pas les rapports, avis et requêtes où mon nom figure comme rapporteur comme *mon* travail, mais comme l'expression de l'opinion de l'institution pour laquelle je travaillais. J'ai toujours établi une distinction nette entre mes activités politiques et scientifiques. En science, transiger c'est trahir la vérité. En politique, c'est inévitable parce que l'on ne peut obtenir de résultats qu'en acceptant des compromis entre des opinions incompatibles. La science est une création d'individus : elle n'est jamais l'aboutissement de la coopération entre plusieurs personnes. L'essence de la politique se trouve, elle, dans la coopération et nécessite souvent de transiger.

Dans l'Autriche de la période d'après-guerre j'étais la conscience économique. Seules quelques personnes m'aidaient et tous les partis politiques se méfiaient de moi. Et pourtant tous les secrétaires et dirigeants de partis recherchaient mon avis et mon conseil. Je n'ai jamais essayé de leur imposer mes idées. Je ne suis jamais allé voir un politicien ou un homme d'État. A moins d'y être officiellement invité, je n'ai jamais fréquenté les couloirs du Parlement ou des services du gouvernement. Les secrétaires et les dirigeants des partis venaient me voir dans mon bureau à la Chambre plus souvent que je ne me rendais dans les leurs.

J'appréciais la coopération de mes collègues à la Chambre. Certains étaient des hommes d'une grande intelligence et très bien informés, qui encourageaient fortement mes tentatives.

Mon activité à la Chambre élargissait grandement mon horizon. Je voyais beaucoup de choses. Si je dispose aujourd’hui [1940] de la matière pour étudier l’histoire économique et sociale du déclin de la culture autrichienne, c’est en grande partie le résultat des recherches que j’ai menées en travaillant pour la Chambre. J’ai recueilli beaucoup d’informations de mes pérégrinations, qui me firent visiter toutes les régions de l’ancienne Autriche-Hongrie. De 1912 à 1914, j’étudiais la situation industrielle en liaison avec la reprise de l’union douanière et des relations commerciales avec la Hongrie et avec l’adoption de nouveaux tarifs douaniers et de nouveaux traités sur le commerce.

Toutefois mes efforts à la Chambre ne portaient pas principalement sur les problèmes commerciaux mais plutôt sur la finance, la monnaie, le crédit et la politique fiscale. J’avais sans cesse des tâches spécifiques. Entre l’armistice de 1918 et la signature du Traité de Saint-Germain [le 10 septembre 1919] j’étais l’expert en matière financière pour ce qui touchait aux affaires étrangères. Plus tard, quand les termes du traité de paix furent appliqués, j’eus la responsabilité du bureau s’occupant de la dette d’avant-guerre. À ce poste, je devais fréquemment négocier avec les représentants de nos anciens ennemis. J’étais délégué autrichien à la Chambre de commerce internationale et membre de nombreux comités et commissions internationaux, qui avaient pour impossible rôle de faciliter les échanges pacifiques des biens et des services

dans un monde animé par la haine nationale et se préparant au génocide.

J'avais fondé en 1926 l'Institut autrichien de recherches sur les cycles économiques. Avec Dollfuss et Palla, le secrétaire de la Chambre du travail, j'appartenais au comité éditorial de la Commission économique qui publia en 1930, en collaboration avec le professeur Richard Schüller, un rapport sur les difficultés économiques de l'Autriche [« Bericht über die wirtschaftlichen Schwierigkeiten Österreichs »].

Je n'ai pas besoin d'en dire plus sur les diverses activités qui occupaient mon temps à la Chambre. C'était un travail difficile, consistant souvent en de nombreuses vétilles inutiles. Mais ceci n'est pas intéressant. Laissez-moi maintenant vous parler des objectifs politiques qui guidaient mon travail.

Mon activité politique durant les années 1918-1934 peut se diviser en quatre parties :

Empêcher la prise du pouvoir par les Bolcheviks ;

Arrêter l'inflation ;

Éviter la crise bancaire ;

Lutter contre l'arrivée au pouvoir de l'Allemagne ;

Empêcher la prise du pouvoir par les Bolcheviks

Durant la première période, de l'effondrement de la monarchie en automne 1918 jusqu'à l'automne 1919, le but le plus important que je m'étais fixé était d'empêcher la prise du pouvoir

par les Bolcheviks. J'ai déjà signalé que j'y avais réussi par mon influence sur Otto Bauer. C'est uniquement grâce à mes efforts que le bolchevisme n'a pas gagné à Vienne. Seules quelques personnes me soutenaient dans mes efforts et leur aide était plutôt inefficace. Moi seul ai réussi à éloigner Bauer de la recherche d'une union avec Moscou. Les jeunes gens radicaux qui rejetaient l'autorité de Bauer et étaient pressés d'avancer seuls et contre la volonté des dirigeants du Parti étaient tellement inexpérimentés, incapables et divisés par une rivalité mutuelle qu'ils ne purent même pas former une organisation communiste à moitié viable. Les événements étaient entre les mains des dirigeants de l'ancien Parti social-démocrate, où Bauer avait le dernier mot.

Arrêter l'inflation

Quand ce danger fut passé, j'orientai tous mes efforts en vue d'arrêter l'inflation. Je trouvai dans cette lutte un excellent camarade. Wilhelm Rosenberg avait été l'un des étudiants de Carl Menger et était resté fidèle à son vieux maître. Il avait une fine intelligence et était un excellent économiste et un brillant juriste. Il avait tellement brillé en tant qu'avocat que ses conseils étaient recherchés pour toutes les questions délicates concernant l'industrie et la finance. Il jouissait du plus haut respect, étant reconnu comme « expert » des questions financières, et il était disposé à utiliser ce prestige dans la lutte contre l'inflation.

Nous nous battîmes trois années avant d'atteindre notre but — la restauration d'un budget équilibré et la cessation de tout accroissement des billets de banques. C'est uniquement grâce à nous que la couronne autrichienne se stabilisa finalement à un cours de 14 400 couronnes de papier pour une couronne d'or, et non à des cours plus hauts. Mais ce n'était pas le résultat que nous cherchions en réalité.

S'il n'y avait pas eu notre agitation passionnée pour lutter contre la continuation de la politique de déficit et d'inflation, la couronne serait tombée à un millionième ou un milliardième de sa parité-or de 1892. Il aurait probablement été impossible à toute administration de maintenir l'ordre public. Des troupes étrangères seraient venues occuper le pays et des puissances étrangères auraient construit un nouvel État. Cette catastrophe fut évitée. C'est une administration autrichienne qui supprima les déficits et stabilisa la couronne. La devise autrichienne ne s'effondra pas comme la devise allemande de 1923. L'implosion ne se produisit pas. Le pays avait néanmoins dû souffrir pendant de nombreuses années en raison des conséquences destructrices de l'inflation permanente. Ses systèmes bancaire, de crédit et d'assurance avaient subi des blessures qui ne pouvaient plus se cicatriser. On ne pouvait plus empêcher la consommation du capital. Nous avions rencontré une trop grande résistance : notre victoire arrivait trop tard. Elle repoussa de plusieurs années l'effondrement final mais ne pouvait plus sauver l'Autriche.

Rosenberg et moi-même ne nous faisions aucune illusion à ce sujet. Nous savions ce que la stabilisation voulait véritablement dire. Mon ami succomba au pessimisme et au désespoir, sort de tous les Autrichiens éclairés. Ce n'était pas seulement le chagrin d'avoir perdu son fils unique mais aussi le fait de savoir que tout son travail et tous ses efforts étaient sans espoir de succès qui le poussèrent vers la mort.

Éviter la crise bancaire

Notre succès dans la bataille pour un budget équilibré avait été retardé parce que nous avions rencontré une grande opposition quand il s'était agi de convaincre le Parti chrétien-social de la nécessité d'éliminer les subventions que l'État accordait pour faire baisser le prix des denrées alimentaires. Une telle baisse ne représentait qu'une faible part du budget des consommateurs mais empêchait de rétablir l'équilibre du budget gouvernemental. Avec l'aide de Weiss-Wellenstein, nous étions arrivés à persuader la grande industrie de faire des concessions aux syndicats dans le cas où les subventions aux denrées alimentaires cesseraient. Le fait que les syndicats s'étaient mis d'accord avec notre plan dans le dos de la direction du Parti social-démocrate était un sérieux coup porté aux dirigeants du Parti. Otto Bauer prit des mesures désespérées pour interrompre les négociations : le 1^{er} décembre 1921, des « organisateurs », c'est-à-dire les troupes du Parti social-démocrate, envahirent la ville, se met-

tant à piller et à détruire les petits commerces. Ayant choisi de rester politiquement « neutre », la police n'était pas intervenue. Mais les jours suivants l'opinion publique prit position contre de tels procédés. Les sociaux-démocrates durent se retirer et les négociations avec les syndicats purent continuer.

Nous ne devons pas sous-estimer le mérite qui revenait au chef du Parti chrétien-social, le professeur Seipel, durant ces jours-là. Son ignorance des affaires économiques était de celle que seul un ecclésiastique pouvait avoir. Il considérait l'inflation comme un mal mais était sinon plutôt peu au courant en matière de politique financière. Rosenberg et moi nous sentions obligés de l'informer qu'une stabilisation de la monnaie révèlerait rapidement les conséquences de l'inflation, sous la forme d'une « crise de stabilisation ». Et nous lui expliquâmes que l'opinion publique rendrait le stabilisateur responsable de la dépression qui suivrait le boom inflationniste. Le Parti chrétien-social ne pouvait espérer aucune gratitude, uniquement des sujets de plainte !

Le professeur Seipel appréciait grandement notre sincérité. Une mesure utile et nécessaire doit être prise, pensait-il, même si cela nuit au Parti. L'homme d'État se différencie du démagogue en ce qu'il préfère ce qui est juste à ce qui apporte des applaudissements. Il n'y avait pas beaucoup de politiciens en Autriche qui pensaient de cette façon. J'avais le plus grand respect pour le grand et honnête personnage qu'était ce noble prêtre dont la

vision du monde et la conception de la vie me restaient étrangères. C'était une grande personnalité.

L'ignorance de Seipel sur l'état du monde faisait malheureusement beaucoup de tort à son parti. Il ne voyait tout simplement pas la corruption des membres des partis chrétien-social et national allemand qui étaient ses collègues. Il n'apercevait pas que les collaborateurs de son parti ne recherchaient que l'enrichissement personnel.

Ces camarades de parti, en particulier le député et avocat Victor Kienböck, qui allait devenir plus tard ministre des Finances puis président de la Banque nationale, avaient introduit Seipel auprès de Gottfried Kunwald. M. Kundwald, qui était le fils d'un éminent avocat viennois, était un handicapé de naissance. Il ne pouvait effectuer que quelques pas et encore avec le plus grand effort : il devait boitiller de pièce en pièce, ce qui impliquait qu'il avait sans cesse besoin de soins et d'une attention constante. Deux hommes forts l'accompagnaient toujours, le soulevant pour l'installer et le sortir de sa voiture, le portant en haut ou en bas des marches. Mais malgré ces handicaps Kunwald avait terminé avec courage ses études et obtenu un diplôme de docteur en Droit. L'admission au barreau lui était impossible car sa condition physique ne lui permettait pas d'achever l'année exigée de pratique au tribunal. Mais il travaillait au bureau d'avocats fondé par son père et repris par son beau-frère. Excellent juriste et bien informé, il avait une large clientèle.

M. Kunwald avait beaucoup lu mais était incapable de penser en termes économiques. Il ne voyait les problèmes économiques qu'aux travers des yeux d'un juriste qui devait préparer des contrats. C'était un ennemi de l'inflation parce qu'en tant que juriste il voyait le tort que cela faisait à l'économie. Quand Rosenberg et moi lançâmes notre combat contre l'inflation, il souhaita nous aider, à sa façon.

Il jouissait d'une confiance illimitée auprès de plusieurs politiciens et banquiers chrétiens-sociaux qu'il avait conseillés sur des sujets juridiques délicats. Les transactions de ces amis de Kunwald n'étaient pas toujours au-delà de tout reproche. Utilisant sans vergogne leur position sociale et moyennant commission, ces politiciens chrétiens-sociaux procuraient toutes sortes de commandes, aidaient à l'obtention de contrats étatiques et exerçaient leur influence sur tous les services de l'État. Ils avaient ainsi grandement profité de la période d'inflation et craignaient désormais qu'une stabilisation ne compromette leurs intérêts. Mais Kunwald les informa que de toute façon le boom inflationniste finirait par se terminer et leur fit savoir qu'il leur trouverait de nouvelles occasions de profit après la stabilisation.

Quand Rosenberg et moi réussîmes à convaincre le professeur Seipel et son parti sur la question de la stabilisation monétaire, ils choisirent Kunwald comme responsable pour prendre les mesures nécessaires. Il se révéla le plus capable et se montra totalement à la hauteur de la tâche. Nous pouvions

en général travailler plutôt bien avec lui. Durant notre combat pour la stabilisation, il avait autour de lui un cercle de banquiers, de fonctionnaires du gouvernement et de politiciens chrétiens-sociaux avec lesquels il dirigeait un genre de séminaire politique et financier. Mais plusieurs années plus tard, alors qu'il continuait cette activité, son influence devint dommageable. Il passait beaucoup de temps à réfuter ou à affaiblir ma critique de la politique interventionniste en vigueur. L'interventionnisme n'était selon lui pas aussi mauvais que je le présentais : l'Autriche faisait des progrès économiques et il était selon lui absurde de croire que les politiques interventionnistes ne pouvaient conduire à rien d'autre qu'à la consommation du capital.

Je sais, sans avoir de doute à ce sujet, que Kunwald n'était pas de bonne foi quand il faisait preuve d'optimisme. Il voyait la véritable situation des banques et des grandes entreprises et faisait parfois des remarques qui n'étaient pas moins pessimistes que les miennes. Mais il était convaincu que montrer toute la vérité sur les circonstances existantes diminuerait son influence auprès des secrétaires, au travers desquels il assurait des autorisations et d'autres faveurs en faveur de ses clients, et mettrait en péril son revenu en tant qu'avocat et agent financier.

Il était extraordinairement difficile de neutraliser l'influence défavorable de Kunwald. Il était impossible de parler librement de ces choses en public car la réputation de l'économie autrichienne, lui permettant d'emprunter, devait être protégée avec

soin. Il aurait été de fait très facile de présenter les faits de telle façon que tout le monde aurait vu la nécessité d'arrêter la politique de consommation du capital, mais une telle action aurait ébranlé les crédits étrangers des banques, rendant ainsi la faillite instantanée inévitable. J'étais par conséquent forcé de rester extraordinairement mesuré dans mes efforts pour changer les politiques économiques de peur d'effrayer le peuple et de mettre en danger le crédit des banques et de l'industrie. Cette contrainte dicta ma conduite durant la troisième période de la stabilisation de la couronne en 1922 jusqu'à l'effondrement du *Kreditanstalt* [Établissement de crédit] au printemps 1931. Plus la situation empirait à cause de la poursuite de la politique désastreuse, plus grand était le danger d'une crise du crédit et plus il était important de ne pas troubler la tranquillité des marchés étrangers. Après l'effondrement du *Bodenkreditanstalt* [Établissement de crédit foncier] en 1929, j'insistais moi-même pour que des présentations graphiques des progrès faits par l'industrie en Autriche après 1922 fussent montrés lors d'une réunion à Londres. Il était clair pour moi et pour Friedrich von Hayek, qui en tant que directeur de l'Institut de recherches sur les cycles économiques avait préparé les tableaux, que ces progrès étaient plutôt douteux. Cependant, en utilisant uniquement des données statistiquement acceptables, les tableaux montraient un progrès selon la vision mercantiliste dominante. Je ne voyais par conséquent pas de mal à les montrer à l'étranger.

Malgré toutes les précautions dues à la situation précaire du crédit, je n'ai jamais embelli la description de la situation, ni accepté de supprimer ou même de falsifier des données statistiques. Pour la commission économique susnommée, je fis préparer par l'Institut une étude sur la consommation du capital. Quand le comité éditorial envisagea de publier les résultats de ces recherches dans son rapport, les banques émirent des objections. Je savais déjà que la grande crise bancaire était à portée de main et essayais par conséquent d'éviter tout ce qui pouvait accélérer sa venue. Les objections des banques étaient sans fondement mais je n'en acceptais la publication qu'à la condition que ce ne soit ni la commission économique ni l'Institut qui publient les résultats : ils furent donc publiés par le directeur de l'Institut, Oskar Morgenstern, sous son propre nom.

Mon travail, durant cette troisième période de mon activité politique dans l'Autriche d'après-guerre, fut encore plus routinier qu'au cours des périodes précédentes. C'était un travail petit et minutieux dans une lutte quotidienne contre l'ignorance, l'incapacité, l'indolence, la malveillance et la corruption. Je n'étais pas seul dans ce combat. Des amis chers étaient à mes côtés, tout particulièrement Siegfried Strakosch von Feldringen, Gustav Weiss von Wellenstein et Victor Graetz. L'aide que j'obtins de mon assistante, Therese Wolf-Thieberger, fut particulièrement précieuse pour mon travail à la Chambre. Son extraordinaire intelligence, sa

bonne humeur au travail et son courage personnel m'aiderent dans de nombreuses heures sombres.

Lutter contre l'arrivée au pouvoir de l'Allemagne

Pendant toutes ces années le slogan de « l'incapacité » de l'Autriche exerçait une influence pernicieuse. En Autriche et à l'étranger tout le monde était convaincu que l'Autriche n'était pas « capable de survivre ». On pensait qu'un « petit » pays ne pouvait pas rester indépendant, particulièrement s'il devait importer des matières premières importantes. Par conséquent, l'Autriche devait chercher à se fondre dans une unité économique plus grande, comme l'Empire allemand.

Hors de l'Autriche, même les cercles qui avaient ajouté l'interdiction de l'annexion au Traité de Saint-Germain le croyaient aussi. Ils recommandaient des priviléges économiques spéciaux afin de faciliter l'indépendance de l'Autriche. Le prêt international lié à la politique de stabilisation de la couronne par Seipel en 1922 fut accordé pour cette raison. Ce n'était pas un prêt étranger dont l'Autriche avait alors besoin : c'était d'un commissaire aux Finances étranger. Le gouvernement cherchait l'occasion de faire endosser à un étranger la responsabilité, et donc la réprobation en découlant, de l'arrêt de l'augmentation des dépenses. La Société des Nations nomma comme commissaire aux Finances un Hollandais ignorant, sans tact et arrogant, nommé Zimmermann. Un fonctionnaire du ministère des Finances, Hans Patzauer, menait les

affaires en son nom. M. Patzauer, homme très doué, de caractère ferme et très bien informé, remplissait très bien ses obligations. Il mourut à moins de cinquante ans peu après la fin de la mission de Zimmermann. On put clairement voir combien véritablement essentielle fut cette tutelle financière de l'État autrichien quand, quelques heures après qu'elle prit fin, le gouvernement décida de garantir les obligations de la *Zentralbank Deutscher Sparkassen*, une banque insolvable.

Hormis l'octroi de ce prêt par la Société des Nations et d'un autre en 1932, les puissances occidentales ne firent rien pour aider l'Autriche. Quand les nazis rendirent difficile l'exportation de bois autrichien vers l'Allemagne, il fut demandé en vain au gouvernement français de baisser ses tarifs douaniers sur les exportations de bois vers la France.

Aux yeux des nationalistes allemands, qui depuis l'effondrement de la monarchie s'appelaient eux-mêmes le parti de la « Grande Allemagne », la fiction de l'incapacité de survie de l'Autriche était un argument de poids en faveur de l'annexion. Pour le Parti chrétien-social, qui n'était qu'en apparence en faveur de l'annexion mais faisait en réalité tout pour l'empêcher, cette légende était une excuse pratique pour saboter toutes les tentatives de politique économique raisonnable. Nous étions de toute façon incapables de survivre quoi qu'il arrive, disaient-ils : il était par conséquent inutile de rechercher une politique économique pouvant donner la vitalité au pays. Ils considéraient en fait presque comme anti-patriotique de proposer des réformes

pouvant améliorer la situation économique. La théorie de l'incapacité de l'Autriche à survivre était regardée comme la carte la plus importante de notre politique étrangère. Ils pensaient qu'avec cette théorie ils pouvaient obtenir un grand nombre de faveurs de la part des puissances occidentales. Quiconque critiquait ouvertement l'idée de l'incapacité de survivre, à l'instar de Friedrich Otto Herz, était de ce fait considéré comme un traître.

Il n'est pas nécessaire de démontrer que cette doctrine de l'incapacité des petits pays à survivre est en réalité intenable. Mais je voudrais souligner combien contradictoire était le recours à cette doctrine de la part des protectionnistes qui arrivèrent au pouvoir. L'industrie de l'Autriche d'après-guerre [après de lourdes pertes territoriales] souffrait moins de la dissolution de l'union douanière de la vieille monarchie que n'en souffrait l'industrie des Sudètes [Tchécoslovaquie]. Après 1918, plusieurs industries autrichiennes, libérées de la pression de la concurrence des Sudètes, purent augmenter leur production. D'autres industries, comme par exemple de nombreuses branches de l'industrie textile, ne naquirent en Autriche qu'à cette époque. Dans l'ancienne union douanière, l'agriculture autrichienne était en position délicate vis-à-vis de l'agriculture hongroise. Désormais, du fait de la politique de prohibition commerciale, l'Autriche put accroître fortement sa production. Le fait que l'Autriche devait importer du charbon n'était pas un inconvénient en raison des prix à la baisse du marché du charbon. Par-dessus tout, il faudrait

garder à l'esprit que durant la Grande Dépression commencée en 1929, les prix des matières premières chutaient plus vite et plus fortement que ceux des produits manufacturés. La dépression touchait les pays agricoles et producteurs de matières premières plus directement que les pays industriels. Il n'était donc pas justifié pour l'Autriche de se plaindre de la chute du prix des matières premières.

La nouvelle Autriche souffrait également moins sur le plan financier de la dissolution de l'ancien empire que les autres parties. Dans l'ancien Empire, le gouvernement utilisait une partie des impôts autrichiens pour couvrir les frais d'administration de ses autres régions. Auparavant l'ancienne Autriche de l'Empire ne vivait pas des revenus des autres régions, par exemple ceux de la Dalmatie ou de la Galicie, mais subventionnait au contraire ces dernières.

On a dit que l'Autriche devait contribuer pour une part disproportionnée aux coûts de l'administration héritée de l'ancien empire. Ce point est également faux. La nouvelle Autriche hérita d'un faible nombre de fonctionnaires, pour la plupart employés des chemins de fer publics, qui avaient travaillé dans d'autres régions de la monarchie. Leur nombre exact ne pouvait pas être établi car les fonctionnaires empêchaient toute tentative visant à le connaître. Mais il ne peut y avoir de doute que bien moins de mille fonctionnaires étaient concernés. Au même moment plusieurs milliers — et même des dizaines de milliers — de nouveaux em-

ployés étaient recrutés dans la nouvelle Autriche, particulièrement dans les chemins de fer. Le sur-nombre des fonctionnaires d'État dans la nouvelle Autriche n'avait rien à voir avec l'héritage de l'ancien Empire.

On ne peut pas surestimer l'effet paralysant de l'expression « incapacité de survivre ». À chaque fois qu'une proposition de réforme était faite, elle était immédiatement rejetée sur la base de ce slogan. L'inefficacité notoire, le calamiteux « on ne peut rien y faire » (*da lasst sich nix machen*), trouvaient leur justification commune dans ce principe.

La situation me faisait parfois vaciller dans ma position sur le programme d'annexion. Je n'étais pas aveugle devant le danger pour la culture autrichienne d'une union avec l'Empire allemand. Mais il y avait des moments où je me demandais si l'annexion n'était pas un moindre mal, par rapport à la poursuite d'une politique devant inévitablement conduire à la catastrophe.

Depuis la réforme monétaire de 1922, l'Autriche était officiellement dirigée par une coalition du Parti chrétien-social et du Parti pangermaniste. Les sociaux-démocrates formaient le parti d'opposition, faisant porter la responsabilité de tous les défauts du système en place aux partis « bourgeois ». En réalité la situation était bien différente. Le centre du pouvoir exécutif se trouvait dans les mains des gouvernements locaux des États constituant l'Autriche, gouvernements qui étaient élus par les assemblées de ces États. Le pouvoir du nouvel État central, à savoir le nouveau Parlement fédéral et le

nouveau gouvernement fédéral, était plutôt limité. Dans l'État le plus important, le plus peuplé et le plus riche, celui de Vienne, le Parti social-démocrate régnait de manière autocratique. Il utilisait ce pouvoir pour mener une guerre de destruction impitoyable contre l'ordre capitaliste. Le deuxième État le plus important, la Basse-Autriche, était dirigé par une coalition du parti social-démocrate et du parti chrétien-social, les pangermanistes formant l'opposition. Dans le troisième État par ordre d'importance, la Styrie, les sociaux-démocrates participaient encore au gouvernement local. Ce n'est que dans les États plus petits, financièrement pauvres et moins peuplés, que les sociaux-démocrates se trouvaient dans l'opposition.

Le véritable pouvoir du Parti social-démocrate ne résidait toutefois pas dans sa représentation parlementaire ou dans sa participation au gouvernement, mais bien plutôt dans le dispositif inspirant la terreur qu'il avait instauré. Le parti régnait sur tous les syndicats, et particulièrement sur ceux des employés des chemins de fer, des postes, des télégraphes et du téléphone. Par la grève, le parti pouvait à tout instant paralyser totalement la vie économique. Dès que le Parti désapprouvait une position du gouvernement fédéral, il menaçait la production de biens nécessaires à la survie du pays, ce qui conduisait le gouvernement à céder.

Encore plus important était le fait que le parti social-démocrate avait à sa disposition avec fusils et mitrailleuses — et même une artillerie légère et d'amples munitions — une armée au moins trois

fois plus nombreuses que les troupes gouvernementales, telles que les Forces fédérales, la police locale et la police d'État. Les Forces fédérales ne possédaient ni chars, ni artillerie lourde, ni avions, tout cela étant interdit par le traité de paix, dont les dispositions de désarmement étaient contrôlées de manière stricte par les attachés militaires des puissances occidentales. Ces derniers étaient beaucoup plus indulgents avec les sociaux-démocrates. Durant les mois qui suivirent l'armistice et la ratification du traité de paix, ils permirent aux sociaux-démocrates de retirer dans les réserves de l'ancienne armée autant de matériel de guerre et de munitions qu'ils le voulaient. Par la suite, les sociaux-démocrates furent autorisés à acquérir des stocks d'armes et de munitions en provenance de Tchécoslovaquie. L'armée sociale-démocrate, officiellement intitulée les « organisateurs », organisaient des marches et des exercices de terrain auxquels le gouvernement était incapable de s'opposer. Sans être contredit, la Parti affirmait son « droit à la rue ».

Les sociaux-démocrates avaient auparavant obtenu ce droit par la force dans l'ancien Empire. Durant les troubles qui conduisirent en 1907 à l'adoption du suffrage universel et direct pour l'élection du Parlement autrichien, le Parti social-démocrate avait essayé d'intimider et de mettre à ses pieds le Parlement et le gouvernement au moyen de la terreur. La constitution autrichienne avait expressément interdit les réunions publiques en plein air pendant les sessions et à proximité du

Parlement, ce qui devait garantir que les décisions pouvaient être prises sans égard à la colère du peuple de la capitale. De toute façon, avant 1907 la ville de Vienne avait plus de délégués au Parlement qu'une représentation proportionnelle à la taille de sa population ne lui en aurait donné. Néanmoins, les sociaux-démocrates ne tinrent pas compte de cette interdiction de l'intimidation et le gouvernement impérial les laissa faire. Le 28 novembre 1905, Vienne fut totalement paralysée et 250 000 travailleurs marchaient sur la Ringstrasse, juste à côté du Parlement, sur le mode militaire par rang de huit, sous la direction des cadres du Parti. Je rencontrais ce soir là par hasard Otto Bauer dans un café. Il était assez grisé par le succès de cette manifestation et affirmait avec satisfaction que le Parti social-démocrate avait obtenu « l'autonomie de la rue » qu'il saurait défendre à tout jamais. Étant d'un avis différent je lui demandai : « Que se passera-t-il si un jour un autre parti obtenait l'autonomie de la rue avec des forces organisées ? Cela ne conduirait-il pas à la guerre civile ? » La réponse de Bauer était caractéristique :

« Seul un bourgeois peut poser cette question, un bourgeois qui ne comprend pas que l'avenir nous appartient, à nous [les socialistes] et à nous seuls. D'où viendrait un parti qui oserait se confronter au prolétariat organisé ? Une fois que nous serons au pouvoir il n'y aura plus de résistance. »

Le marxisme rendait les sociaux-démocrates aveugles et stupides. Durant les premières années

de la république autrichienne, j'entendis une fois le maire social-démocrate Seitz remarquer :

« La loi du Parti social-démocrate est désormais assurée pour toujours à Vienne. L'enfant acquiert déjà au jardin d'enfant une conscience prolétarienne. L'école enseigne la social-démocratie et les syndicats complètent cette éducation. Le Viennois naît, vit et meurt dans la social-démocratie. »

Je provoquai le mécontentement de tous les présents en me contentant de répondre par une maxime viennoise : « Des gens importants ont bien dû déjà mourir » [Es sollen auch schon vierstöckige Hausherren gestorben sein].

La terreur engendrée par les sociaux-démocrates obligeait les autres Autrichiens à mettre sur pied leur défense. Des tentatives furent faites dès l'hiver 1918-1919. Après plusieurs échecs la « Garde nationale » connut un certain succès. Mais son soutien financier et le nombre de ses membres demeuraient assez modestes avant 1934, et les rivalités entre ses dirigeants diminuaient sa force.

Je regardais avec horreur ce développement bel et bien inévitable. Il était évident que l'Autriche se dirigeait vers la guerre civile. Je ne pouvais l'empêcher. Même mes meilleurs amis pensaient qu'on ne pouvait s'opposer à la force [effective et menaçante] du Parti social-démocrate que par la violence.

La création de la Garde nationale introduisit un nouveau type d'individu en politique. Des aventuriers sans éducation et des desperados à l'horizon étroit devinrent les chefs parce qu'ils étaient bons

dans les manœuvres et avaient une grosse voix pour donner des ordres. Leur bible était le manuel des armes, leur mot d'ordre « l'autorité ». Ces aventuriers — petits *Duces* et *Führers* — identifiaient la démocratie à la social-démocratie et la considérait comme « le pire de tous les maux ». Ils s'accrochaient au slogan de « l'État corporatif ». Leur idéal social était un État militaire où eux seuls seraient aux commandes.

La troisième phase de mon activité à la Chambre prit fin avec l'effondrement du *Kreditanstalt* en mai 1931. Il ne restait désormais qu'un champ d'action limité. Je m'opposai de toutes les forces dont je disposais à la politique inflationniste que le gouvernement avait reprise. Le fait que l'inflation ne dépassa pas 175 shillings autrichiens (en partant de 139) pour 100 francs suisses et que très vite une nouvelle stabilisation fut obtenue à ce cours était dû à moi et à moi seul.

Mais la bataille en faveur de l'Autriche restait perdue. Même si j'avais connu le plein succès, l'Autriche n'aurait pas pu être sauvée. L'ennemi qui allait la détruire venait de l'étranger. L'Autriche ne pouvait plus résister longtemps à l'assaut des nationaux-socialistes qui allaient envahir toute l'Europe.

Les problèmes de l'Autriche n'étaient plus avant tout intérieurs. Son destin se trouvait dans les mains de l'Europe occidentale. Quiconque voulait travailler en faveur de l'Autriche devait le faire à l'étranger. Quand on m'offrit durant le printemps 1934 la chaire de relations internationales à

l’Institut Universitaire des Hautes Études Internationales, j’acceptai avec joie. Je conservais mon poste à la Chambre de commerce et retournais parfois à Vienne afin de continuer mon ancienne activité. Mais j’étais déterminé à ne pas revenir habiter à Vienne avant la destruction du Reich nazi. Je parlerai de mon activité politique entre 1934 et 1938 dans les chapitres suivants.

Pendant seize années j’avais mené une bataille à la Chambre de commerce dans laquelle je n’avais rien obtenu d’autre qu’un simple délai de la catastrophe. J’avais fait de lourds sacrifices personnels bien que j’eus prévu que le succès m’échapperait. Mais je ne regrette pas d’avoir tenté l’impossible. Je ne pouvais pas agir autrement. Je me suis battu parce que je ne pouvais pas faire autre chose.

IX. MES ACTIVITÉS D'ENSEIGNEMENT À VIENNE

Pour moi aucun métier ne me semblait plus attirant que celui d'enseignant à l'université. Je compris assez vite qu'en tant que libéral classique on me refuserait toujours un plein poste de professeur dans une université d'un pays germanophone. Je ne le regrettai que parce que cela m'obligeait à gagner ma vie avec un travail non universitaire. Une situation de *Privatdozent* [maître de conférences non rémunéré] me semblait être une bonne occasion d'effectuer un enseignement salutaire.

J'avais été admis en 1913 comme *Privatdozent* à la faculté de Droit de l'Université de Vienne et reçus le titre de professeur associé au printemps 1918. Je n'avancais pas plus loin dans ma carrière universitaire. Je suis certain qu'en 1938 les nazis m'avaient rayé de la liste des chargés d'enseignement, bien qu'ils ne prirent pas la peine de m'en informer.

Durant les premières années de mon activité universitaire, je fis quelques cours. Je me limitais par la suite à conduire un séminaire de deux heures portant sur les problèmes de théorie économique. Le succès de cet enseignement grandissait d'année en année. Presque tous les étudiants qui suivaient sérieusement des cours d'économie assistaient à mon séminaire. Il est vrai que cela ne représentait qu'un faible pourcentage des nombreuses centaines d'étudiants qui obtenaient chaque année des di-

plômes de docteur en Droit ou en sciences sociales. Mais mes séminaires étaient bondés. Un séminaire ne réunissait d'habitude pas plus de vingt à vingt-cinq membres ; j'en avais régulièrement quarante à cinquante.

Après la retraite de Wieser et le départ de Grünberg pour Francfort, les trois postes de professeurs d'économie était tenus par Othmar Spann, Hans Mayer et le comte Ferdinand Degenfeld-Schonburg. Spann connaissait à peine l'économie moderne : il n'enseignait pas l'économie mais prêchait « l'universalisme », c'est-à-dire le national-socialisme. Degenfeld n'avait pas la moindre notion des problèmes économiques : le niveau de ses cours aurait été à peine suffisant pour une école de commerce de bas niveau. Mayer était l'élève préféré de Wieser. Il connaissait les travaux de Wieser et aussi ceux de Böhm-Bawerk et de Menger. Il était dépourvu quant à lui de toute faculté critique, ne manifesta jamais d'idées originales et ne comprit au fond jamais en quoi consistait l'économie. La prise de conscience de sa stérilité et de son incapacité l'avait sérieusement déprimé, le rendant instable et méchant. Il occupait son temps à mener une lutte ouverte contre le professeur Spann et des intrigues malveillantes contre moi. Ses cours étaient misérables et son séminaire ne valait guère mieux. Je n'ai pas à être fier du fait que les étudiants, jeunes docteurs et nombreux étrangers qui étudiaient à Vienne pour un ou deux semestres, préféraient mon enseignement.

Les professeurs Spann et Mayer étaient jaloux de mon succès et cherchaient à m'aliéner mes étudiants. Lors d'examens importants mes étudiants me racontaient qu'il y avait une discrimination à leur encontre, ce que je ne pouvais pas prouver. Mais j'ai toujours dit aux participants de mon séminaire que je n'attachais pas grande importance à leur inscription officielle. Ils profitaient souvent de cette permission. Parmi les quarante à cinquante présents, seuls huit à dix s'étaient habuellement inscrits. Les professeurs rendaient également la vie difficile aux candidats doctorants qui souhaitaient rédiger leur thèse sous ma direction ; et ceux qui cherchaient à obtenir un poste universitaire devaient prendre soin à ne pas être répertoriés comme mes étudiants.

Les étudiants inscrits à mon séminaire n'avaient pas accès à la bibliothèque du département d'économie s'ils n'étaient pas également inscrits au séminaire de l'un des trois professeurs. De telles mesures rataient complètement leur but : j'avais réuni une excellente bibliothèque à la Chambre de commerce, qui était, particulièrement pour la littérature anglo-saxonne moderne, incomparablement meilleure que celle du département d'économie de l'Université.

De telles affaires ne me perturbaient pas. Un sujet bien plus sérieux était que le niveau général de l'enseignement à l'Université de Vienne était si bas. L'éclat qui avait laissé sa marque sur l'Université durant mes années estudiantines était perdu depuis longtemps. De nombreux professeurs ne méritaient

même pas d'être qualifiés d'instruits. L'École de Droit et l'École des Beaux-Arts étaient imprégnées d'un esprit étranger à la culture et à la science. On m'invita quelquefois durant la première moitié des années 1920 à des réunions entre professeurs importants, dont le sujet était l'augmentation de la dotation budgétaire de l'État. On m'invitait parce que l'on comptait sur mon soutien du côté du Conseiller financier M. Patzauer, et de l'associé du commissaire Zimmermann. Au cours de l'une de ces discussions, on lut une lettre d'un ami étranger de la culture viennoise, dans laquelle apparaissaient les termes « pragmatisme », « bélaviorisme » et « renaissance ». Il était alors manifeste que personne n'avait jamais entendu ces mots. Une autre fois il était clair que le nom de Benedetto Croce était inconnu de tous et que celui d'Henri Bergson l'était de la plupart. Parmi les participants à ces discussions figuraient le président de l'Académie des sciences, Oswald Redlich, qui était professeur d'histoire médiévale et le comte Wenzel Gleisbach, professeur de Droit pénal.

On peut ainsi imaginer le niveau d'éducation moyen des étudiants. Lors des examens de sciences sociales, j'étais examinateur en économie et en finance. L'ignorance que montraient les candidats était accablante. Mais il était encore pire que les membres du jury d'examen ne fussent pas affligés par cet échec. Je me souviens avoir eu du mal à convaincre le jury de recaler un candidat qui croyait 1° que Marx avait vécu au dix-huitième siècle, 2° que l'impôt sur la bière était un impôt

direct, et qui, lors de son examen de Droit public, révéla 3° qu'il n'avait aucune idée de ce qu'était le concept de « responsabilité ministérielle des membres du Cabinet. » Il est vrai que j'appris plus tard qu'une telle ignorance se retrouvait également aux plus hauts postes. Le Président de l'Autriche, Miklas, qui avait enseigné l'Histoire à l'école secondaire, eut un jour une discussion avec moi et le président de la Banque centrale, le professeur Richard Reisch, à propos de la clause de la nation la plus favorisée. Durant cette conversation je mentionnai le Traité de Francfort. Le Président Miklas demanda alors quand et entre quels pays ce traité de paix avait été signé.

Il y avait en Autriche un gouffre infranchissable entre un très petit nombre d'intellectuels viennois d'une part, et les masses de personnes prétendument cultivées de l'autre. Le système d'éducation était tellement inadéquat qu'on ne pouvait pas réellement communiquer un savoir aux jeunes gens. La majorité des docteurs en Droit, en sciences sociales et en philosophie étaient incapables de penser et se détournaient de la lecture de livres sérieux. Sur une centaine d'avocats viennois, pas plus de dix pouvaient lire un journal en français ou en anglais. La situation était encore pire en dehors de Vienne et avec les juristes du service public.

En tant qu'employé à la Chambre de commerce, j'avais dû tenir compte de ces circonstances. Comme enseignant je ne rencontrais que quelques-uns des plus doués. Même de 1906 à 1912, quand j'enseignais l'économie en dernière année de l'École

de commerce pour filles de Vienne et durant l'année universitaire 1918-1919 à l'École d'exportation de Vienne (devenue plus tard Institut pour le commerce mondial) où je donnais un cours à des officiers cherchant à retourner à la vie civile, j'avais dans l'ensemble des étudiants meilleurs que la moyenne.

Mon principal effort d'enseignement se concentrat sur mon *Privatseminar*. À partir de 1920, plusieurs jeunes gens se rassemblaient autour de moi toutes les deux semaines. Mon bureau à la Chambre de commerce était assez spacieux pour recevoir vingt à vingt-cinq personnes. Nous nous rencontrions habituellement à sept heures du soir et finissions à dix heures et demie. Lors de ces réunions, nous discutions de manière informelle de tous les problèmes importants de l'économie, de la philosophie sociale, de la sociologie, de la logique et de l'épistémologie des sciences de l'action humaine. Dans ce cercle la jeune École économique autrichienne continuait à vivre ; dans ce cercle la culture viennoise produisait l'une de ses dernières fleurs. Je n'y étais ni un enseignant ni un directeur de séminaire. J'étais simplement le *primus inter pares* (premier parmi ses pairs), bénéficiant moi-même plus que je ne donnais.

Tous ceux qui appartenaient à ce cercle venaient volontairement, uniquement attirés par leur soif de connaissances. Ils venaient comme élèves, mais devinrent mes amis aux cours des ans. Plusieurs de mes contemporains rejoignirent le cercle plus tard. Les savants étrangers en visite à Vienne étaient des

invités bienvenus et participaient activement aux débats.

Mon *Privatseminar* n'avait pas de fonction ou de rôle officiel. Il n'était lié ni à l'Université ni à la Chambre. C'était et resta toujours le cercle de mes amis bien plus jeunes. Ceux qui n'en étaient pas ne savaient rien de nos réunions ; ils voyaient simplement les ouvrages publiés par les participants.

Nous ne formions ni une école, ni une congrégation, ni une secte. Nous nous aidions mutuellement plus au travers de la contradiction que de l'accord. Mais nous étions d'accord et unis sur un point : faire avancer les sciences de l'action humaine. Chacun suivait son propre chemin, selon sa propre méthode. Nous n'organisions ou n'entreprenions jamais quoi que ce soit ressemblant à l'éccœurante « activité » des scientifiques de l'Allemagne impériale et de l'après-guerre. Nous ne songeâmes jamais à publier un journal ou un recueil d'essais. Chacun travaillait de son côté, comme il sied à un penseur. Et pourtant, chacun de nous travaillait pour le cercle, ne cherchant pas d'autre récompense que la simple reconnaissance, et non les applaudissements, de ses amis. Il y avait de la grandeur dans cet échange d'idées sans prétention : nous y trouvions tous bonheur et satisfaction.

Il y avait à côté de ce *Privatseminar* encore une autre association d'amis de la recherche économique. Depuis le 12 mars 1908, Karl Pribam, Emil Perels, Else Cronbach et moi-même avions organisé des réunions régulières pour débattre des problèmes économiques et des questions fondamen-

tales de sciences connexes. Le cercle grandit vite : la belle salle de conférences de l'Association centrale pour la réforme du logement fournissait un cadre plein de dignité. Pendant la guerre, quand j'étais absent de Vienne, l'admission de nouveaux membres fut traitée de façon plutôt négligente, ce qui nuisit au caractère opportun des débats. Immédiatement après la guerre je cherchai à faire revivre ce groupe. Mais afin d'éviter tout conflit avec les autorités nous dûmes monter une association officielle, que nous appelâmes la « Société économique ». À nouveau nous rencontrâmes rapidement des difficultés lorsque nous découvrîmes qu'une coopération avec le professeur Spann était impossible. Après un temps, nous réussîmes à nous débarrasser de lui et la Société put reprendre son activité.

Quiconque faisait la preuve d'un véritable intérêt pour les problèmes économiques pouvait être élu membre de la Société. À intervalles irréguliers, nous organisions des soirées de réunion dans la salle de conférences de l'Association bancaire. Les membres de la Société ou des invités extérieurs donnaient des conférences toujours suivies d'un débat animé. Les participants à mon *Privatseminar* formaient le noyau de la Société ; mais il y avait aussi plusieurs autres excellents économistes, comme Richard Schüller, Siegfried Strakosh von Feldringen, Victor Graetz et de nombreux autres.

Comme la Société économique ne voulait pas agacer les professeurs d'Université, elle se sentit obligée de nommer Hans Mayer à sa présidence.

J'en étais le vice-président. En 1934, lorsque je partis pour Genève et ne revenais que pour de brèves visites, la Société commença lentement à s'éteindre.

Le 19 mars 1938, Hans Mayer écrivit à tous les membres les mots suivants :

Étant donné le changement de situation en Autriche allemande, je vous informe que d'après les lois désormais également en vigueur dans cet État, les membres non aryens ne font plus partie de la Société.

Ce fut la dernière nouvelle que l'on put entendre de la Société économique.

Les participants réguliers à mon *Privatseminar* étaient :

Ludwig Dettelheim-Gabillon
Victor Bloch
Stephanie Braun-Browne
Friedrich Engel von Janosi
Walter Froehlich
Gottfried von Haberler
Friedrich A. von Hayek
Marianne von Herzfeld
Felix Kaufmann
Rudolf Klein
Helene Lieser-Berger
Rudolf Loebel
Gertrud Lovasy
Fritz Machlup
Ilse Mintz-Schüller
Oskar Morgenstern
Elly Offenheimer-Spiro

Adolf G. Redlich-Redley
Paul N. Rosenstein-Rodan
Karol Schlesinger
Fritz Schreier
Alfred Schütz
Richard von Strigl
Erich Voegelin
Robert Wälder
Emanuel Winternitz

X. LE TRAVAIL SCIENTIFIQUE EN ALLEMAGNE

À la tête de la *Verein für Sozialpolitik* se trouvait dans les dernières années le professeur Eckert, un aimable Rhénan. La convention de cette organisation de 1909 se tint à Vienne et celle de 1911 à Nuremberg. Je participai aux deux en observateur. À la convention de 1919, à Regensburg, je fus élu membre du Comité, ce qui ne voulait pas dire grand-chose car c'était un honneur habituel, accordé à tous les collaborateurs aux publications de l'Association. Mais au fur et à mesure des années, ma situation au sein de l'Association gagna en importance. Contrairement à sa politique d'avant la Première Guerre mondiale, l'Association recherchait des représentants dans toutes les écoles de pensée. Et comme j'étais considéré comme un représentant de l'École autrichienne, l'activité au sein de l'Association m'occupait de plus en plus. Je fus finalement élu au conseil d'administration de l'Association. Je participai à la préparation des publications sur la question du cartel. La préparation et la direction des débats sur le problème de la valeur en économie, qui se déroulèrent en 1932 à Dresde, étaient principalement mon œuvre.

Je fus élu membre de l'Association allemande de sociologie en 1924 ou 1925 (je pense). Je me retirai en 1933 des deux organisations.

L'impression que je retirais des professeurs d'université allemands des « aspects économiques de la science politique » et en sociologie n'était pas favorable. Il est vrai qu'il se trouvait un certain nombre d'hommes sincères et instruits, qui désiraient véritablement faire de la recherche scientifique. Mais la plupart ne le souhaitaient pas.

On ne doit pas reprocher à ces hommes de ne pas avoir été des économistes. Ils étaient après tout les élèves de Schmoller, Wagner, Bücher et Brentano. Ils ne connaissaient pas la littérature économique, n'avaient aucune idée des problèmes économiques, et soupçonnaient tout économiste d'être un ennemi de l'État, un anti-Allemand et un défenseur des intérêts de l'industrie et du libre-échange. À chaque fois qu'ils examinaient un essai économique, ils étaient déterminés à y trouver des défauts et des erreurs. C'étaient des dilettantes dans tout ce qu'ils faisaient. Ils prétendaient être historiens mais regardaient à peine les sciences associées, qui sont les outils les plus importants de l'historien. L'esprit de la recherche scientifique leur était étranger. Ils n'étaient pas au courant des problèmes mathématiques fondamentaux liés à l'utilisation des statistiques. C'étaient des profanes dans les domaines de la jurisprudence, de la technologie, de la banque et des techniques commerciales. Ils publiaient avec une stupéfiante insouciance des livres et des essais sur des choses auxquelles ils ne comprenaient rien.

Bien plus sérieux était le fait qu'ils étaient toujours prêts à se mettre dans le sens du vent. En

1918, la plupart d'entre eux sympathisaient avec les sociaux-démocrates ; en 1933 ils rejoignirent les nazis. Si le bolchevisme était arrivé au pouvoir, ils seraient devenus communistes.

Werner Sombart était le grand maître de cette bande. Il était connu comme pionnier en histoire économique, en théorie économique et en sociologie. Et il jouissait d'une réputation d'homme indépendant parce qu'il avait une fois suscité la colère de l'Empereur Guillaume. Le professeur Sombart méritait vraiment la reconnaissance de ses collègues parce qu'il réunissait, et au plus haut degré, tous leurs défauts dans sa personne. Il n'eut jamais d'autre ambition que d'attirer l'attention sur lui et de gagner de l'argent. Son imposant travail sur le capitalisme moderne est une monstruosité historique. Il cherchait sans cesse les applaudissements du public. Il écrivait des choses paradoxales parce qu'il pouvait alors compter sur le succès. Il était très doué mais n'essaya jamais de réfléchir et de travailler sérieusement. Il était atteint de la maladie professionnelle des professeurs allemands — l'illusion de la grandeur — dans des proportions éléphantesques. Quand être marxisme était la mode, il professait le marxisme ; quand Hitler arriva au pouvoir, il écrivit que le Führer recevait ses ordres de Dieu !

Le professeur Sombart ne manifestait pas le moindre intérêt à l'égard de l'économie. Autour de 1922, quand Weiss-Wellenstein lui demanda en ma présence de donner une conférence sur l'inflation, il déclina l'offre par ces mots : « C'est un problème

de technique bancaire qui ne m'intéresse pas, parce qu'il n'a rien à voir avec l'économie. » Il avait prévu de donner à son livre *Die drei Nationalökonomien*, [Les Trois systèmes d'économie politique] un autre titre : *Das Ende der Nationalökonomien* [La Fin de l'économie politique]. Il m'expliqua que c'était uniquement par égard pour ses collègues, qui gagnaient leur vie en enseignant l'économie, qu'il s'était abstenu de le faire.

Et pourtant, il était bien plus stimulant de parler à Sombart qu'à la plupart des autres professeurs. Lui au moins n'était pas stupide et obtus.

Plusieurs professeurs affirmaient être des « spécialistes de la théorie ». Parmi eux Messieurs Gottl et Oppenheimer étaient des monomaniaques mégalomanes ; Diehl était un ignare à l'esprit étroit et Spiethoff était un homme qui n'avait jamais été capable de publier un livre.

Pendant ces années la présidence de l'Association de politique sociale était assurée par la professeur Eckart, aimable Rhénan qui, sauf quelques contributions à l'histoire du commerce maritime intérieur allemand, n'avait rien produit d'importance. Son concurrent était Bernhard Harms, qui avait popularisé l'expression « économie mondiale » en Allemagne. Comme il avait un besoin maladif de présider une association, il fonda la « Société List ».

Mes relations avec ces hommes me firent comprendre que le peuple allemand ne pouvait plus être sauvé. Car ces niais sans caractère étaient les meilleurs de l'élite de la société. Dans les universités ils

enseignaient un domaine qui était de la plus haute importance quant à l'éducation politique. Les masses populaires et les classes instruites les considéraient avec le plus grand respect comme les aristocrates intellectuels des sciences. Que pouvait devenir la jeunesse avec de tels professeurs ?

En 1918, à Vienne, Max Weber me dit : « Vous n'aimez pas l'Association de politique sociale ; je l'aime encore moins. Mais c'est un fait qu'elle est l'unique association réunissant des gens de notre discipline. Il est inutile pour nous de la critiquer du dehors. Nous devons travailler au sein de cette association et éliminer ses défauts. J'essaie de le faire à ma façon et vous devez le faire à la vôtre. » Je suivis le conseil de Weber mais savais que ce serait en vain. En tant qu'Autrichien, que *Privatdozent* sans chaire, que « théoricien », j'étais toujours en marge au sein de l'Association. J'étais traité avec la plus grande courtoisie mais les autres membres me considéraient toujours comme un étranger.

Max Weber, lui non plus, n'aurait pas pu changer la situation. La mort précoce de ce génie fut un coup sérieux pour l'Allemagne. Si Weber avait vécu plus longtemps, la nation allemande aurait pu aujourd'hui montrer cet exemple « d'Aryen » que le nazisme ne pouvait pas faire plier. Mais même ce grand esprit n'aurait pas pu changer le destin.

J'ai aussi rencontré dans ces deux associations allemandes des hommes dont la compagnie m'enrichissait beaucoup. Je me rappelle tout particulièrement Max Scheler, le philosophe et sociologue. Il y avait Leopold von Wiese, sociologue de Co-

logne, Albert Hahn de Francfort et Moriz Bonn. En 1926, à la Convention de Vienne de l'Association allemande de sociologie, je fis la connaissance de Walter Sulzbach et de sa femme, Maria Sulzbach-Fuehrt, et nous devînmes les meilleurs amis du monde. Je dois aussi mentionner d'autres noms, comme ceux de Wilhelm Röpke, Alexander Rüstow, Goetz Briefs, Georg Halm et Richard Passow. L'historien sincère Eberhard Gothein ainsi que le brillant et honnête Ludwig Pohle sont eux malheureusement déjà morts.

Il fut par deux fois question de moi pour un poste dans une université allemande. En 1925 à l'Université de Kiel et en 1928 (ou était-ce en 1927 ?) à l'École de commerce de Berlin. Dans les deux cas les étatistes et les socialistes menèrent une campagne passionnée contre moi et le poste ne devint pas réalité. Je n'attendais pas qu'il en soit autrement. Je ne convenais pas pour enseigner la science policière de la Prusse royale.

XI. POURSUITE DES RECHERCHES SUR L'ÉCHANGE INDIRECT

Il y avait dans *La Théorie de la monnaie et du crédit* diverses analyses qui ne m'avaient pas satisfait. J'avais le sentiment qu'il était nécessaire d'éliminer ces insuffisances.

Ni la critique que mon livre avait suscitée ni les ouvrages des autres auteurs publiés sur les problèmes de l'échange indirect depuis 1911 ne pouvaient le moins du monde ébranler ma thèse. Je suis grandement redevable à la stimulation que m'ont procurée les travaux de B.M Anderson, T.E. Gregory, D.H. Robertson, Albert Hahn, Friedrich von Hayek et Fritz Machlup. Ils m'ont conduit à réexaminer ma théorie et à en améliorer la présentation. Mais même quand ils s'opposaient à mon raisonnement, ils confirmaient plutôt qu'ils ne contredisaient l'essentiel de ma théorie. J'apprenais véritablement quelque chose des écrits de ces auteurs et ils me réconfortaient par-dessus tout en montrant que je n'étais pas le seul économiste et que je ne travaillais pas seulement pour les bibliothèques.

Pour le reste, les publications portant sur les problèmes de la monnaie et du crédit au cours des trente dernières années [1910-1940] étaient plutôt insignifiantes. Le déclin de la pensée scientifique était frappant. Nous pouvons dire que certains travaux de cette période étaient en gros acceptables,

bien que certains détails se révélaient intenables et que la présentation était de qualité inférieure. La très grande majorité des livres et des essais étaient sans valeur.

Ce jugement sévère vise particulièrement les travaux prétendant montrer des « sophismes » que la théorie « orthodoxe » serait incapable d'expliquer ou qui la contredirait directement. Leurs auteurs considèrent généralement ces sophismes comme nouveaux et sans précédent parce que leur connaissance de l'histoire de la monnaie et de la banque est défectueuse. Ils sont incapables d'expliquer les faits en utilisant la théorie « orthodoxe » parce qu'ils ne connaissent pas cette dernière et n'arrivent pas à réfléchir sur le plan théorique.

Selon moi, ce serait une activité quotidienne importante que de lire attentivement la littérature portant sur les problèmes économiques et de s'opposer immédiatement par une critique méticuleuse à toutes les affirmations insignifiantes et même absurdes. Certes, cela n'empêcherait pas la répétition des vieilles erreurs mais serait rendre un grand service au public intéressé aux questions économiques. Je discutais fréquemment du financement d'un tel journal avec des amis, mais il était impossible de trouver quelqu'un qui l'aurait publié sans avoir l'assurance d'aides financières substantielles.

Au passage, je suis de l'avis que la réfutation des erreurs courantes est un excellent sujet d'étude pour les thèses de doctorat des jeunes disciples de notre science. En réalité, être capable de reconnaître des sophismes et pouvoir les réfuter de ma-

nière sévère est la première condition requise pour se dire économiste. J'ai à l'occasion invité à faire de telles thèses. L'une d'elles, que je voudrais mentionner ici parce que les conditions difficiles de l'Autriche en 1920 empêchèrent sa publication, est la thèse soutenue par Helene Lieser, qui lui valut d'être la première femme à obtenir un doctorat en sciences sociales dans une université autrichienne. La dissertation portait sur les programmes de réforme monétaire proposés en Autriche au cours des années de la dépréciation des billets de banques. Helene Lieser démontrait que la plupart des propositions de réforme des pays européens autour de 1920 n'étaient pas aussi originales que le disaient leurs auteurs.

Lors des discussions de mon séminaire, je saisissais toute occasion de réfuter des sophismes populaires. Je regrette en un sens d'avoir dépensé tant d'efforts écrits dans une nouvelle réfutation de sophismes déjà démolis une centaine de fois auparavant. Je regrette d'avoir dépensé trop de ma force en une lutte contre la pseudo-économie. À des moments de tranquille réflexion, je me répétais ma résolution de me laisser guider par le passage de Spinoza : *Veritas norma sui et falsi est* [La vérité est son propre critère et celui de l'erreur]. Mais mon caractère me conduisait encore et toujours à m'impliquer.

Je publiai durant l'inflation plusieurs articles destinés à expliquer 1° la nature de la dépréciation monétaire et 2° à réfuter la théorie des taux de change par la balance des paiements. En plus de

l'article sur la théorie quantitative déjà cité, j'écrivis « *Zahlungsbilanz und Devisenkurse* » [La balance des paiements et les taux de change] pour la *Mitteilungen des Vereins Österreichischer Banken und Bankiers* [Comptes-rendus de l'Association des banques et banquiers autrichiens] qui était devenue un journal à la disposition du public. J'écrivis « *Geldtheoretische Seite des Stabilisierungsproblems* » [Aspects théoriques des problèmes de stabilisation monétaire] pour les *Schriften des Vereins für Sozialpolitik* [Publications de l'Association de politique sociale]. Le comité de l'Association retint l'essai en suspens pendant plusieurs mois parce que ses membres considéraient contestable de ma part de rejeter la thèse officielle d'une dépréciation du mark due aux paiements de réparation et à l'occupation française. L'essai parut finalement pendant l'été 1923 et fut mon deuxième article dans ce journal. En 1919 j'avais contribué à un volume sur les problèmes de l'annexion par un article sur « Le retour de l'Autriche allemande dans l'Empire allemand et le problème monétaire. »

Dans la seconde édition de ma *Théorie de la monnaie et du crédit* et dans une brochure intitulée *Geldwertstabilisierung und Konjunkturpolitik*, je présentais ma théorie des cycles économiques d'une façon qui expliquait totalement les cycles. Le boom économique est facilité par l'accroissement du crédit. Mais quelles sont les causes de cet accroissement ? Je n'avais pas répondu à cette question dans la première édition. J'avais depuis trouvé la réponse. Les banques cherchent à faire baisser le taux

d'intérêt par une expansion du crédit : la politique monétaire ayant pour but « l'argent facile », et pensant que l'accroissement du crédit est une méthode adaptée pour atteindre l'objectif de la réduction du taux d'intérêt, encourage l'expansion monétaire et tente de créer les conditions institutionnelles nécessaires.

La préparation de mon traité *Nationalökonomie* [L'Économie politique] me donna une autre occasion de réfléchir à ma théorie de la monnaie et du crédit et de la reformuler d'une autre manière.

Dans mon livre sur la monnaie, je n'avais critiqué le concept habituel de « l'échange direct sans monnaie » que dans la mesure où cela était utile pour repousser la doctrine de la neutralité de la monnaie. Je n'avais traité des problèmes de calcul monétaire qu'autant que nécessaire pour les recherches des conséquences sociales de la dépréciation monétaire. Tout le reste devait être laissé à la théorie de l'échange direct. Mais l'idée fondamentale apparaissait déjà dans ce livre sur la monnaie : il existe des valeurs et des évaluations, mais pas de mesures ou de calculs de la valeur ; l'économie de marché calcule avec des prix monétaires. Ceci n'était pas nouveau : ce n'était que la conséquence logique de la théorie de la valeur subjective. Hermann Heinrich Gossen avait déjà indiqué la conclusion qui pouvait en être tirée pour la théorie d'une économie socialiste. Un économiste hollandais, Nicolaas Gerard Pierson (1839-1909), banquier, écrivain et membre du Parlement hollandais, dont je connus l'œuvre plusieurs années plus tard

dans la traduction de Hayek, avait répété l'analyse de Gossen.

Quand j'entrepris de travailler de manière plus approfondie ces idées dans mon livre, *Gemeinwirtschaft [Le Socialisme]*, je me sentis obligé de développer en particulier les fondements de la catallaxie [à savoir les idées non limitées à l'échange direct mais touchant à l'échange indirect, c'est-à-dire à l'utilisation de la monnaie]. Toute théorie du socialisme [incorporant l'échange indirect] qui n'a pas pour fondement même une réflexion sur le problème du calcul économique est tout simplement absurde. Par conséquent, en 1919, j'écrivis et présentai à la *Nationalökonomische Gesellschaft* [Société économique] l'article « *Die Wirtschaftsrechnungen im sozialistischen Gemeinwesen* ». Suivant la suggestion d'amis à moi, je le publiai l'année suivante dans *Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik* [Archives des sciences et de politique sociales]. De nombreuses idées furent incorporées ultérieurement, sans changement notable, dans mon livre *Le Socialisme*. L'article original fut republié dans *L'Économie dirigée en régime collectiviste* en 1935, édité par Friedrich A. von Hayek sous le titre anglais « *Economic calculation in the Socialist Commonwealth* » [« *Le calcul économique en régime collectiviste* » dans la traduction française].

Toutes les tentatives visant à réfuter la puissance de ma thèse étaient vouées à l'échec parce qu'elles ne touchaient pas au cœur du problème concernant la théorie de la valeur. Tous ces livres, toutes ces thèses et tous ces essais essayaient de sauver le so-

cialisme : ils expliquaient qu'il était néanmoins possible de construire un système socialiste pouvant calculer du point de vue économique. Ils n'arrivaient pas à comprendre la véritable question : comment une action économique, qui consiste toujours à préférer et à écarter, c'est-à-dire à faire des évaluations différentes, peut-elle se transformer en évaluations égales et permettre l'utilisation d'équations ? Les avocats du socialisme en arrivaient à la recommandation absurde de substituer des équations de catallaxie mathématique, décrivant une image où l'action humaine est éliminée, au calcul monétaire de l'économie de marché.

Mon traité *Nationalökonomie* me donna enfin l'occasion de présenter les problèmes du calcul économique en leur accordant leur pleine importance. En attendant, je devais me contenter de montrer les erreurs et les contradictions des propositions de calcul économique socialiste. Ce n'est qu'avec les explications fournies dans la troisième partie de ma *Nationalökonomie* que ma théorie de la monnaie fut achevée [1940]. J'avais ainsi terminé le projet qui s'était présenté à moi de lui-même trente-cinq ans plus tôt. J'avais unifié la théorie de l'échange indirect et celle de l'échange direct dans un système cohérent de l'action humaine.

XII. LES SYSTÈMES DE COOPERATION SOCIALE

La doctrine de l'impossibilité du calcul économique en régime socialiste constitue le fondement du livre intitulé *Le Socialisme*, dont la première édition parut en 1922. Je publiai en 1927 *Le Libéralisme* [*Liberalismus*] et réunis en 1929, sous le titre *Critique de l'interventionnisme* [*Kritik der Interventionismus*], divers articles sur des sujets apparentés. Ces livres fournissent à eux trois une analyse détaillée des problèmes de la coopération sociale. Ils étudient tous les systèmes imaginables de coopération et examinent la possibilité de les réaliser. Ces études trouvèrent leur aboutissement dans *Nationalökonomie*.

J'avais eu l'intention d'incorporer un autre article dans le recueil *Critique de l'interventionnisme*, à savoir celui portant sur la « Nationalisation du crédit », qui était paru en 1929 dans le *Zeitschrift für Nationalökonomie* [Journal d'économie politique]. Mais les éditeurs de ce journal avaient égaré l'article et ne le retrouvèrent qu'une fois le recueil déjà sorti. Je considère toujours les théories présentées dans ces livres comme irréfutables.

Lors de mon analyse de ces problèmes, j'introduisis un nouveau point de vue, le seul qui permette un débat scientifique sur les questions politiques. J'analysais l'efficacité des moyens retenus pour atteindre les buts avoués, c'est-à-dire que j'é-

tudiais si les objectifs que les mesures préconisées étaient censées atteindre seraient effectivement obtenus par les moyens recommandés et utilisés. Je démontrais qu'une comparaison des divers systèmes de coopération sociale est sans véritable intérêt si elle est faite d'un point de vue arbitraire. Au lieu de cela, la seule chose qui compte est de juger ce que ces systèmes accomplissent effectivement. En revanche, toutes les affirmations exprimées du point de vue de la religion ou d'autres systèmes : éthique situationniste, anthropologie, Droit positif et Droit naturel — si on les dissocie d'une évaluation faite sur la base de leur efficacité à atteindre les fins désirées — ne constituent que l'expression de jugements de valeur subjectifs.

C'est quelque chose de tout à fait différent que d'affirmer que l'évolution du système de la propriété privée des moyens de production conduit inévitablement au socialisme ou à l'interventionnisme. Même si cela était vrai, cela ne réfuterait pas ma thèse. Ni le socialisme ni l'interventionnisme ne peuvent tirer leur sens et leur but de l'affirmation prétendue mais non étayée selon laquelle l'Histoire aboutirait inévitablement à eux. Si le « retour au capitalisme » est vraiment hors de propos, comme le soutiennent les socialistes et les communistes, alors le destin de notre civilisation est scellé. Mais j'ai démontré que la doctrine du caractère inéluctable du socialisme et de l'interventionnisme est intenable. Le capitalisme ne se détruit pas lui-même. Les gens veulent le supprimer parce qu'ils atten-

dent de grands bénéfices du socialisme ou de l'interventionnisme.

J'ai parfois entretenu l'espoir que mes écrits porteraient des fruits sur le plan pratique et montreraient la voie de la politique à suivre. J'essayais constamment de trouver une preuve d'un changement d'idéologie. Mais je ne me suis jamais fait d'illusions. J'avais fini par comprendre que mes théories expliquaient la dégénérescence d'une grande civilisation : elles ne pouvaient l'empêcher. J'avais voulu être un réformateur mais n'étais devenu que l'historien du déclin.

Dans mes publications sur la coopération sociale, j'avais consacré beaucoup de temps et d'efforts à porter la contradiction à des socialistes et des interventionnistes de toutes les tendances et de toutes les variétés. Mon objectif, à savoir discrépiter les propositions de réforme contraires aux buts poursuivis, demandait cet effort.

On m'a objecté que je n'ai pas réussi à prendre en compte l'aspect psychologique du problème organisationnel. L'homme possède une âme et cette âme serait mal à l'aise dans le système capitaliste ; et on m'a dit aussi qu'il existe une volonté d'accepter une réduction du niveau de vie en échange d'une structure de la société plus favorable à l'emploi et au travail.

Il est important, en premier lieu, de déterminer si cet argument — appelons-le l'argument « du cœur » — est compatible avec l'argument initial que nous pouvons appeler l'argument « de la tête », encore prôné par les socialistes et les intervention-

nistes. Le second type d'argument socialiste essaie de justifier son programme par l'affirmation selon laquelle le capitalisme réduirait le plein développement des capacités productives : la production serait inférieure à son potentiel. Les méthodes de production socialistes sont supposées conduire à une augmentation considérable de la production et créer par conséquent les conditions nécessaires permettant d'assurer pleinement les besoins de chacun. Le marxisme est entièrement fondé sur cet argument « de la tête ». Avant Lénine, les marxistes n'ont jamais signalé que le passage au socialisme diminuerait le niveau de vie des masses pendant la période de transition. Les marxistes annonçaient une amélioration immédiate des conditions matérielles des masses, même s'ils ajoutaient parfois que les bienfaits des méthodes de production socialistes ne porteraient tous leurs fruits qu'avec le cours du temps. Mais en raison des critiques faites à l'encontre des programmes socialistes — qu'ils ne tiendraient pas leurs promesses — les socialistes furent obligés d'utiliser l'argument du cœur comme raison supplémentaire d'adopter le socialisme.

Pour juger cet argument émotionnel, il est bien sûr important d'examiner l'ampleur de la réduction du bien-être qu'engendrerait l'adoption du système de production socialiste. Comme les pertes ne peuvent pas être établies objectivement et mesurées précisément, on prétend que le débat entre partisans et adversaires du socialisme ne peut pas être résolu sur le plan scientifique. On dit que l'économie n'est pas capable de trancher ce conflit.

J'ai toutefois traité du problème d'une façon qui discrédite l'usage de « l'argument du cœur ». Si le système socialiste conduit au chaos parce que le calcul économique est impossible, et si l'interventionnisme ne peut pas atteindre les objectifs déclarés de ses avocats, alors il est dérisoire d'arriver à ces systèmes illogiques par un argument du cœur. Je n'ai jamais nié que les arguments émotionnels expliquent la popularité des politiques anti-capitalistes. Mais des mesures et des propositions inappropriées ne peuvent pas rendre adéquat un tel non-sens métaphysique. S'il est vrai que les hommes ne peuvent pas tolérer le capitalisme pour des raisons « morales », alors bien entendu le capitalisme échouera.

On m'a reproché d'avoir surestimé le rôle de la logique et de la raison dans la vie. Selon mes contradicteurs, il y a en *théorie* une opposition « soit ceci, soit cela ». Mais ils prétendent que la vie réelle nécessite des compromis. Ce qui apparaît inconciliable dans une analyse scientifique devient dans la vie réelle une situation acceptable. La politique, disent-ils, trouvera une manière de rassembler des principes contradictoires. On peut qualifier la solution d'illogique, d'irrationnelle ou dire qu'elle n'a pas de sens, mais elle peut être féconde. Et c'est la seule chose qui compte.

Ces critiques se trompent. Les gens veulent réaliser ce qu'ils estiment approprié. Rien n'est plus éloigné de leur esprit qu'un désir à moitié satisfait. Aucun appel à l'expérience historique ne peut changer ce fait. Il est vrai que des religions deman-

dant de se détourner des affaires terrestres ont été compatibles avec le monde. Mais les doctrines rigoristes de la chrétienté ou du bouddhisme n'ont pas véritablement régné sur les hommes. La partie de dogme strict qui entrait dans la foi populaire n'empêchait pas l'activité de la vie sur terre. La pleine réalisation des commandements religieux était laissée aux moines. Mêmes les princes de l'Église du moyen âge n'acceptaient pas que leurs actions fussent guidées par les commandements du Sermon sur la montagne ou par d'autres exigences évangéliques. Le petit groupe de ceux qui prenaient la chrétienté ou le bouddhisme au sérieux se retiraient des affaires de ce monde. La vie des autres n'était pas un compromis : elle était tout simplement non chrétienne et non bouddhiste.

Nous sommes aujourd'hui face à un tout autre problème. Les masses populaires sont socialistes ou interventionnistes, ou pour le moins anti-capitalistes. L'individu ne cherche pas à sauver son âme du monde ; il souhaite à la place changer le monde par la révolution. Et il ne veut pas se laisser berner. Les masses ont une détermination inflexible : elles préféreraient détruire le monde plutôt que de céder un point de leurs programmes.

On ne peut se consoler en pensant que l'interventionnisme a toujours existé dans le passé pré-capitaliste. À cette époque bien moins de gens vivaient sur la terre et les masses se satisfaisaient de conditions de vie qu'elles n'accepteraient pas de nos jours. Nous ne pouvons tout bonnement pas

abandonner le capitalisme pour revenir plusieurs siècles en arrière.

XIII. ÉTUDES ÉPISTÉMOLOGIQUES

Diverses sectes se constituèrent sur les ruines de l'ancienne foi religieuse au cours du dix-neuvième siècle. Elles ne cherchaient à offrir à leurs adeptes qu'un « substitut » à la foi perdue. La plus durable d'entre elles fut le Positivisme, qui est, comme le dit Huxley (*Collected Essays*, volume 5, page 25), « l'insistance incongrue d'une science médiocre et d'un papisme éviscéré. » Dans les pays catholiques le positivisme, en tant que réaction aux pratiques de l'Église, trouva de nombreux et fervents disciples. À Vienne, cité de la Sainte Clemens Maria Hofbauer, les gens croyaient être véritablement libres et sans préjugés s'ils étaient positivistes.

On met habituellement au crédit des positivistes d'avoir créé la sociologie. Il est vrai qu'Auguste Comte a inventé le terme de « sociologie ». Mais ce que l'on pratique sous le nom de sociologie, sauf quand il s'agit uniquement de discussions stériles, n'a rien à voir avec le prétendu programme positiviste d'une science de l'action (sociale) humaine construite sur l'expérience, suivant les méthodes de la physique newtonienne. Cette sociologie est de l'ethnographie, de l'histoire culturelle et de la psychologie et elle utilise les vieilles méthodes de l'Histoire. Comte ne se souciait pas de la science de l'action humaine qui prit naissance avec l'économie classique. Et sur ce point ses disciples sont restés fidèles au maître.

Pendant quelque temps les universités allemandes rejetèrent le positivisme et barrèrent la route à la sociologie. Cette hostilité avait peu de choses à voir avec une réflexion scientifique : elle était de nature politique. Quand le positivisme commença à avoir du succès, les sciences allemandes avaient déjà adopté leur position hostile vis-à-vis de la pensée occidentale. Elles rejetaient le positivisme parce qu'il venait de France. Mais leur attitude envers la thèse centrale du positivisme était plutôt indécise. Il est remarquable que l'historicisme de l'École de Schmoller s'accrochait à la croyance selon laquelle les lois de l'économie devaient être déduites des expériences accumulées par l'histoire économique.

De fait, la dernière grande contribution de l'épistémologie allemande fut faite lors de l'étude de problèmes qui, de l'aveu de tous, ne furent pas soulevés par le positivisme mais qu'il formula de manière particulièrement provocante. La fondation de la théorie de la compréhension scientifique des sciences sociales avait été commencée par des savants qui écrivirent avant Comte, ou qui ne le connaissaient pas. Mais le développement ultérieur des sciences sociales fut une réaction contre le positivisme tout autant que contre le matérialisme historique des marxistes.

Quand j'entrai à l'université, je ne pensais pas qu'une science économique fût possible. L'histoire économique, j'en étais convaincu, devait utiliser les moyens et les méthodes des disciplines historiques et ne pourrait jamais produire de lois économiques.

Et à côté de l'histoire économique il n'y avait rien dans la vie économique, tel que je le croyais alors, qui eût pu faire l'objet d'une analyse scientifique. Au début de ma carrière universitaire, il n'y avait pas de partisan plus conséquent de l'historicisme que moi.

Cette ossature de mon épistémologie subit une irréparable brèche quand j'appris à vraiment connaître l'économie. J'étais troublé. Les écrits de la querelle des méthodes [*Methodenstreit*] — même la splendide œuvre de Menger — ne me satisfaisaient pas. J'étais encore plus déçu par John Stuart Mill. Ce n'est que de nombreuses années plus tard que je pris connaissance du travail de Cairnes et de Senior.

Je cherchais la consolation dans l'idée que ce qui comptait avant tout c'était de faire avancer la science, et que les problèmes de méthodologie étaient de moindre importance. Mais je me rendis rapidement compte de l'erreur de cette position. Devant chaque problème, l'économiste se trouve face aux questions fondamentales : « D'où viennent ces principes ? Quelle est leur importance ? Comment se rattachent-ils à l'expérience et à la 'réalité' ? » Ce ne sont pas des problèmes de méthode ou même de technique de recherche : ce sont en elles-mêmes les questions fondamentales. Peut-on construire un système déductif sans se poser la question de ce qu'il faut construire ?

Je cherchais en vain une réponse dans les écrits d'École de Lausanne et de l'École anglo-saxonne. Je retrouvais la même imprécision et la même hési-

tation entre des idées incompatibles. Il n'était donc pas surprenant que cette question ait conduit à un déclin de la pensée économique. L'institutionnalisme d'un côté et le dogmatisme vide des écoles mathématiques de l'autre, sont les conséquences de cette situation.

J'ai hésité pendant longtemps à présenter au public mes recherches concernant les problèmes épistémologiques, parce que j'étais conscient qu'elles dépassaient grandement le domaine de l'économie. En fait, nous avons ici affaire à l'inauguration d'un nouveau champ de l'épistémologie et de la logique.

La logique et l'épistémologie ne traitaient jusqu'alors que des expériences des sciences de la nature, par le système déductif des mathématiques. Pour elles, l'Histoire n'était pas de la science. Au début, l'économie n'était pas du tout considérée comme une science. Quand il a fallu enfin l'y inclure, on affirma simplement que l'économie était la doctrine des aspects économique de l'action humaine. À l'évidence, cette doctrine de l'*homo œconomicus* est totalement inapplicable à la théorie subjectiviste de la valeur. Et elle ne résout pas la question de la source de cette connaissance du comportement « purement économique ».

Des progrès significatifs furent obtenus quand on identifia les traits caractéristiques des méthodes historiques et qu'on développa les théories de la « compréhension intuitive [au sens de Bergson] » [*Verstehen*] et des « types idéaux ». Le fait que certains métaphysiciens peu recommandables cherchèrent refuge dans ces nouvelles théories ne doit

pas diminuer la valeur de leur découverte : aucun architecte n'est responsable du comportement de ceux qui emménagent dans la maison qu'il a construit. Mais c'est plutôt un mauvais signe qu'un homme du calibre de Max Weber ait également cherché à expliquer les principes économiques au moyen de sa catégorie des « types idéaux ».

J'ai développé ma propre théorie dans plusieurs articles critiques, dont le premier fut publié en 1928. En 1933, ces essais furent rassemblés et publié sous le titre *Grundprobleme der Nationalökonomie* [*Les Problèmes fondamentaux de l'économie politique*]. Ce recueil contenait un article inédit sur le rôle et le domaine de l'épistémologie. Dans *Nationalökonomie*, je récapitulai à nouveau toute cette recherche.

Dans le premier article de 1928, j'avais cherché à supprimer la distinction entre action économique et action non économique. La théorie subjectiviste de la valeur avait fondamentalement éliminé ce spectre. Mais Menger et Böhm-Bawerk n'avaient pas réussi à tirer toutes les conclusions qu'il fallait de leur position fondamentale.

L'article suivant, intitulé « Sociologie et Histoire » portait sur une étude de la science théorique de l'action humaine et sur l'Histoire. À ce sujet, je fis l'erreur d'utiliser le terme de « sociologie » pour désigner la théorie de l'action humaine : j'aurais dû utiliser celui de « praxéologie ». Ce que l'on appelle aujourd'hui habituellement « sociologie » n'est pas le savoir théorique, mais le savoir historique. Max Weber avait plutôt raison de définir ce qu'il estimait être de la sociologie comme une science cultu-

relle ou une branche des Beaux-Arts. Et cette sociologie, selon Weber, utilise le concept de « types idéaux ». Il avait tort lorsqu'il associait également de nombreux éléments praxéologiques à cette sociologie et qu'il voyait dans l'économie une science travaillant avec les méthodes intellectuelles de la « *Verstehen* ». Mon essai était tout spécialement dirigé contre l'épistémologie de Max Weber, à l'encontre de laquelle je formulais deux objections : 1° son incapacité à comprendre les traits caractéristiques de l'économie et 2° sa distinction entre action rationnelle et actions d'un autre type.

Dans mon troisième essai, j'opposai le concept de « compréhension intuitive » [*Verstehen*] des disciplines historiques avec celui de « l'entendement » de la praxéologie et de l'économie. Et dans l'essai ouvrant le volume, je démontrai la nature a priori des connaissances praxéologiques. J'avais donc tiré la conclusion adéquate du développement scientifique inauguré au dix-huitième siècle avec la découverte des régularités dans les phénomènes du marché.

J'étais pleinement conscient du fait que ma théorie serait tout d'abord accueillie avec hostilité. Je connaissais plutôt bien le préjugé positiviste de mes contemporains. Le panphysicalisme dominant est aveugle aux problèmes fondamentaux de l'épistémologie. Il considère déjà les problèmes de la biologie comme des « perturbations » de sa vision du monde. Pour ces fanatiques toute autre chose n'est que non-sens métaphysique jouant avec des problèmes illusoires. Les excès du néopositivisme

ne doivent pas être excusés, et encore moins considérés comme une réaction « bénéfique », aux fabrications tout aussi regrettables de la philosophie idéaliste. C'est certes le rôle de l'historien des doctrines que de « comprendre » les erreurs pour les expliquer. Mais « comprendre » ne lui permet pas de répondre à l'erreur dans la bataille contre une explication plus satisfaisante. Je crois « comprendre » le positivisme sur le plan historique, mais cela n'a rien à voir avec la question de savoir si ses réponses sont ou non utiles.

Je suis pleinement conscient qu'il est impossible d'ébranler ou, encore mieux, de porter un coup fatal à la popularité de la métaphysique positiviste avec une explication des caractéristiques épistémologiques de la science de l'action humaine. Les problèmes économiques sont bien trop compliqués pour être compris par le grand public de la même façon que la physique et la biologie sont acceptées dans l'éducation générale. Le positivisme a rendu la physique classique acceptable aux gens et le néo-positivisme en fait de même pour l'état actuel de la connaissance en physique. Les deux déforment et simplifient de manière excessive ; un peu comme le cliché « l'Homme descend du singe » a simplifié le darwinisme pour l'usage courant. Il se passera beaucoup de temps avant que l'Homme ne se dispense de telles simplifications grossières. Jusque-là il y aura toujours une philosophie populaire pour l'usage de l'homme ordinaire.

C'est une autre question de savoir si le petit cercle des penseurs se satisfera du système empi-

rique. Je ne m'étendrai pas ici sur la critique selon laquelle l'empirisme refuse tout simplement de reconnaître la science de l'action humaine et rejette par conséquent la réalité, contrairement au principe qu'il affirme lui-même énergiquement, parce qu'elle ne rentre pas dans son schéma. Mais je voudrais poser la question suivante : Ce que le positivisme affirme à propos des principes logiques est-il vraiment adéquat à long terme ?

Nous pouvons dire que les principes de la logique sont « des conventions arbitrairement choisies » qui se sont révélées pratiques ou utiles. Mais cela ne ferait que déplacer le problème sans se rapprocher le moins du monde de la solution. On peut dire que l'homme a essayé diverses règles arbitrairement choisies et s'en est finalement tenu à celles qui se sont montrées efficaces. Mais pour quel but ces règles sont-elles apparues efficaces ? Si l'on pose cette question, nous nous retrouvons à nouveau face aux problèmes de la compréhension intellectuelle des choses du monde, aux problèmes de l'explication et à la vérité. Il est donc vain d'essayer de résoudre le problème de la vérité en se référant à l'utilité.

Pouvons-nous dire que ces principes logiques sont « arbitrairement choisis » de sorte que nous puissions choisir des principes supplémentaires tout aussi utiles pour atteindre le « but » ? Certainement pas ! Les relations fondamentales que la logique utilise pour relier des affirmations sont pour l'esprit humain nécessaires et inévitables. La catégorie de la négation n'est pas arbitrairement choisie : elle est

nécessaire à l'esprit humain. Il n'y a en réalité aucune pensée qui puisse s'en passer. Mais même si nous supposons que la distinction entre « oui » et « non » est issue de l'expérience, ou qu'une fois faite de manière arbitraire elle a fait ses preuves au cours de l'expérience, nous n'aurions pas pour autant réfuté l'affirmation qu'avant toute pensée il doit y avoir la capacité de distinguer entre « oui » et « non ».

Les hypothèses fondamentales de la logique ont été appelées des « règles du jeu ». Mais nous devons ajouter que ce jeu est notre vie, que nous sommes nés dans ce jeu et que nous devons le jouer tant que nous vivrons. Et pour nous humains, il n'y a pas de deuxième partie qui serait soumise à d'autres règles.

La praxéologie est particulièrement capable d'exposer les erreurs de la doctrine conventionnelle parce qu'elle n'a pas une confiance superstitieuse dans le mot « but ». Le but de l'action est d'atteindre un résultat dans ce monde, qui est notre environnement. Elle a donc en tout état de cause pour objectif de s'adapter aux conditions de ce monde et de sa structure. Si l'esprit humain peut donner jour à des règles du jeu utiles à cette adaptation, il n'y a alors que deux explications possibles : soit notre esprit contient quelque chose qui fait partie de cet environnement et lui permet de comprendre l'environnement, à savoir un *a priori* ; soit l'environnement façonne notre esprit par les règles, nous permettant de lui faire face. Il n'y a nulle part place à l'arbitraire et à la convention. La logique qui est en

nous soit exerce un effet, soit est un effet. Soit elle affecte le monde à travers nous, soit le monde nous affecte à travers elle. Elle est une donnée du monde, de la réalité, de la vie.

Ce que le refus obstiné de l'a priori cherche à obtenir n'est pas clair du tout. Même si nous acceptons de dire que l'expérience nous conduit à saisir la catégorie des moyens et des fins, il reste la question : Qu'y a-t-il en nous qui nous permette de faire cette expérience, de sorte que nous sachions après tout, et de cette façon, qu'un autre résultat serait totalement absurde ? Quel sens y a-t-il à affirmer que nous avons hérité cette catégorie de l'expérience si nous ne savons pas à quels autres résultats d'autres expériences auraient conduit ? Lorsque je dis que l'expérience a démontré que *A* est rouge, cela a un sens parce que notre esprit peut également saisir la signification d'autres couleurs. Mais quand on dit que l'expérience nous a conduits à adopter la catégorie de la négation ou celle des moyens et des objectifs, c'est une affirmation absurde. Car qu'aurait pu nous avoir enseigné une autre expérience ?

Il en va de même pour le conventionnalisme. Quelles autres règles du jeu pourraient-elles prendre la place des principes logiques ou du concept praxéologique de l'action humaine ? Certes, on aurait pu jouer aux échecs de telle façon que l'une des règles soit remplacée par une autre. Mais pouvons-nous « jouer » avec une pensée qui ne distingue pas entre « oui » et « non » ? Si l'on répond par la négative à cette question, il devient clair que

cette distinction diffère de celle entre les règles d'un jeu. Et nous nous retrouvons encore une fois face à l'inévitable *a priori*.

Quand on affirme que l'économie est un système déductif qui découle d'un point de départ *a priori*, nous n'esquissons pas l'ébauche d'une nouvelle économie. Nous décrivons tout simplement ce qui constitue l'économie d'aujourd'hui.

Bien sûr, il ne m'échappait pas certains essaient de faire de l'économie selon les méthodes d'une science expérimentale. Il existe une association économique qui a adopté pour devise « La science est la mesure ». Avec Carl Menger, je serais ravi que ce mouvement, richement doté par des soutiens financiers, poursuive son cours jusqu'au bout. Mais il ne vaut pas la peine de réfuter à nouveau l'idée selon laquelle on pourrait faire des mesures dans la sphère de l'action humaine comme on le fait en physique. Les statistiques économiques sont une méthode de l'histoire économique : on ne peut en tirer aucune idée théorique.

Il nous faut également comprendre à quel moment en histoire économique « l'entendement » devient inadéquat. Quand toutes les données qui ont exercé une influence (ou auraient pu en exercer une) sur un événement étudié ont été réunies, alors seule la « compréhension intuitive » [*Verstehen*] peut traiter de la question de savoir si et dans quelle mesure les divers facteurs ont contribué au résultat. C'est précisément dans le domaine quantitatif, qui dans la sphère de la physique permet « la précision », ou au moins une précision approximative,

que réside la tâche de la « compréhension intuitive » au sein de la sphère de l'action humaine. Il n'y a dans ce dernier cas pas de relations constantes entre les quantités.

Les mathématiques et la physique traversent une grave crise dont elles ressortiront différentes. Il reste bien peu de choses de la confiance réconfortante, des indubitables certitude, clarté et précision de ses partisans, qui leur faisaient regarder avec pitié les pauvres arts et ignorer totalement l'économie. Les mathématiciens et les physiciens commencent — plutôt tardivement — à percevoir les problèmes logiques et épistémologiques. La logique et l'épistémologie des sciences de l'action humaine ne peuvent rien apprendre de la physique et des mathématiques. Mais les « sciences exactes » ont beaucoup à apprendre de leurs consœurs autrefois méprisées. La différence qui sépare les sciences de la nature de celles de l'action humaine ne sera pas comblée de cette façon. Une science « unifiée » ne naîtra que lorsque les processus physico-chimiques de la physiologie engendrant la pensée « deux fois deux quatre », sera distinguée de ceux conduisant à l'idée « deux fois deux cinq ».

Mes études épistémologiques ont servi à développer la logique et l'épistémologie des sciences de l'action humaine, ainsi qu'à mettre en évidence les erreurs du positivisme, de l'irrationalisme et de l'historicisme. J'ai également cherché à traiter du polylogisme.

XIV. MON ENSEIGNEMENT À GENÈVE

Mon poste à la Chambre de commerce me donnait le droit de partir à la retraite après trente ans de service avec une pension à vie de presque 15 000 shillings l'an. Pour chaque employé de la Chambre, les deux années et demie de service de guerre comptaient double. On m'accorda en outre trois années de service avant-guerre. Et comme chaque année de service commencée comptait comme une année pleine, je pouvais partir en retraite le 1^{er} octobre 1932. J'avais toujours attendu cette date avec des sentiments mitigés. D'un côté j'étais pressé de me débarrasser de mes obligations au bureau afin de me consacrer exclusivement à mon travail scientifique ; de l'autre, il me fallait admettre que la pension promise me semblait plutôt précaire, étant donnée l'incertitude générale de la situation.

L'existence même de la Chambre de commerce était devenue gênante pour tous les partis politiques en raison de l'activité économique que j'avais entreprise. Pour les sociaux-démocrates la Chambre avait toujours été une épine dans le pied. Les pan-germanistes voyaient dans l'ascendance intellectuelle de la Chambre un obstacle à la réunion de l'Autriche et de l'Allemagne. Au sein du Parti chrétien-social, l'aile agraire dirigée par Dollfuss avait pris le pouvoir : les agrariens considéraient les Chambres comme l'ennemi numéro un de leurs politiques. Tous les partis prévoyaient de supprimer

les Chambres lors d'une restructuration de la société économique. L'expression toute faite d'*État corporatif* ne voulait pas dire grand-chose en Autriche : elle ne servait qu'à protéger la volonté de domination totale du parti de la part du Parti chrétien-social et de ses alliés de la Garde nationale. Personne ne pouvait dire ce qu'il entendait vraiment par *État corporatif*. Mais tout le monde savait à coup sûr que la Chambre de commerce, de l'Artisanat et de l'Industrie n'était pas adaptée à un *État corporatif* et qu'il fallait la supprimer en tant qu'institution « libérale ».

Les Chambres ne pouvaient compter, en plus de moi, que sur deux employés capables de les défendre : le Dr. Wilhelm Becker à Vienne et le Dr. Wilhelm Taucher à Graz, qui, comme deuxième métier, était professeur assistant à l'Université de Graz. A la fin de 1937 et au début de 1938, Taucher fut Secrétaire du commerce dans le Cabinet de Schuschnigg. Ces deux professeurs voyaient d'un mauvais œil mon départ immédiat à la retraite et me poussèrent à soutenir la cause des Chambres de commerce et la défense de nos pensions de retraite. Nos intérêts personnels étaient en jeu. Le combat intérieur en faveur de l'Autriche avait pris fin car la crise bancaire avait rendu les banques, et par voie de conséquence la grande industrie, directement dépendantes de la Banque centrale.

Je reçus au printemps 1934, de façon plutôt inattendue, une invitation à diriger la chaire de relations économiques internationales à l'Institut Universitaire des Hautes Études Internationales de

Genève durant l'année universitaire 1934-1935. J'acceptai immédiatement. Je n'avais pas officiellement démissionné du département financier de la Chambre, promettant de revenir à Vienne aussi souvent que nécessaire. Mais je perdais les deux tiers de mon salaire durant cette absence.

Quand je partis pour Genève durant l'automne 1934, je devais compter sur le fait que ma nomination n'était que pour un an. Mais mon contrat fut renouvelé et je suis resté à Genève jusqu'à la fin de l'année universitaire 1939-1940.

C'était pour moi une libération que d'être soulagé des tâches politiques auxquelles je ne pouvais me soustraire à Vienne, ainsi que de la routine quotidienne de la Chambre. Je pouvais enfin me consacrer entièrement et presque exclusivement aux problèmes scientifiques.

L'Institut était l'œuvre de ses directeurs : William E. Rappard et Paul Mantoux. Les obligations d'enseignement de ses professeurs étaient réduites : une heure de cours et deux heures de séminaire par semaine. Il y régnait une atmosphère amicale entre les enseignants et les étudiants, et l'esprit du libéralisme authentique florissait dans cette institution unique. Partout autour de nous la vague barbare montait et nous savions tous que nous ne luttions avec rien d'autre qu'avec un mince espoir.

L'Histoire se rappellera du Genève de ces années comme du siège de la Société des Nations. La Société ne fut jamais « réelle ». D'une grande idée, les diplomates avaient fait un bureau avec plusieurs centaines d'employés. Il y avait des fonctionnaires

qui n'avaient d'autre intérêt que de conserver leur poste. On trouvait à la tête de cette bureaucratie un bureaucrate français peu imaginatif et à l'esprit étroit : M. Avenol. Les fonctionnaires étaient à l'image de leur chef.

Mais la Société des Nations n'a pas échoué en raison de l'incompétence et de la paresse de ses fonctionnaires. Elle n'eut jamais d'existence parce qu'elle manquait de fondement idéologique. Dans un monde libéral, nations et États individuels peuvent coopérer pacifiquement sans organisation supranationale. Dans un monde animé par le nationalisme, les conflits ne peuvent être éliminés ni par les traités ni par la mise en place de bureaux internationaux.

L'échec de la Société des Nations paralysait aussi le développement de l'Institut de Rappard et Mantoux. Les jeunes gens qui s'y trouvaient n'étaient pas venus à Genève uniquement pour assister aux cours et aux séminaires. Ils cherchaient à y fuir le nationalisme étroit de leur propre pays et à saisir l'esprit de la coopération internationale. Mais ce qu'ils voyaient de la Société des Nations les consternait et les privait de leur courage. Ils trouvaient l'atmosphère de Genève irrespirable. Autant ils soutenaient l'Institut, autant ils étaient déçus de tout ce qu'ils apprenaient sur la « vie internationale ».

Le déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale limita grandement l'activité de l'Institut. Ses étudiants n'étaient désormais plus que des citoyens suisses et des réfugiés politiques attendant l'occa-

sion d'émigrer en Amérique. En juin 1940, je quittai l'Institut parce que je ne pouvais plus accepter de vivre dans un pays qui considérait ma présence comme une responsabilité politique et un danger pour sa sécurité.

XV. LA LUTTE POUR LA SURVIE DE L'AUTRICHE

Quand je partis pour Genève, je ne me faisais pas d'illusions sur le caractère évidemment désespéré du combat pour la survie de l'Autriche.

Les politiciens au pouvoir étaient incapables de lutter dans cette bataille contre les puissances étrangères : ils ne connaissaient rien des pays étrangers. Ces politiciens ne comprenaient ni les langues étrangères, ni la mentalité étrangère, ni les opinions politiques étrangères. Ils étaient même incapables d'informer les diplomates et journalistes étrangers habitant Vienne. Les diplomates recherchaient le plaisir de mener la grande vie et aimaient les sports d'hiver dans les Alpes. Les questions industrielles étaient traitées par les conseillers de presse des diverses missions : le plus actif d'entre eux était l'Italien Eugenio Morreale.

Le gouvernement de s'intéressait pas du tout aux hommes de la presse étrangère : on laissait aux sociaux-démocrates le soin d'informer ces derniers.

L'incompétence totale des dirigeants sociaux-démocrates eut des effets catastrophiques. En 1918, Otto Bauer avait fait de la demande de rattachement à l'Allemagne un point de la plate-forme du Parti social-démocrate. Son idée initiale était que le règne du prolétariat était assurée de manière permanente en Allemagne, pays très industrialisé. Mais il craignait une défaite du prolétariat face aux

autres classes en Autriche, où la majorité de la population était constituée d'agriculteurs, d'ouvriers agricoles et d'artisans. Même lorsque les nationaux-socialistes prirent le pouvoir en Allemagne, Bauer refusa de modifier sa politique. Dans son obstination il refusait de voir que son soutien au programme d'unification de l'Autriche et de l'Allemagne apportait de l'eau au moulin des nazis.

Les sociaux-démocrates refusaient tout simplement de comprendre que l'Italie était le seul État prêt à soutenir l'Autriche dans sa lutte contre une victoire nazie. Ils luttaient avec passion contre un « virage fasciste » de la politique étrangère. En janvier 1934, Dollfuss était prêt à se rendre aux nationaux-socialistes. Les négociations étaient allées assez loin lorsqu'au dernier moment l'Italie mit son veto à une annexion de l'Autriche. Mussolini envoya son sous-secrétaire d'État Suvich à Vienne afin d'assurer le gouvernement de son soutien. Les sociaux-démocrates agirent alors avec une stupidité exemplaire. Leur journal, *Arbeiterzeitung* (La Presse ouvrière), accusa Suvich d'avoir déserté l'armée autrichienne pendant la Première Guerre mondiale. Les sociaux-démocrates organisèrent de violentes manifestations de rue contre ce délégué de Mussolini. Seul un contingent massif de policiers et de gardes nationaux évita que le sous-secrétaire d'État fût personnellement blessé : en guise de réparation vis-à-vis Suvich, le gouvernement suspendit alors pour un mois la distribution de la *Arbeiterzeitung*. Les sociaux-démocrates répondirent avec une manifestation encore plus violente, qui se ter-

mina par une bataille ouverte où les « organisateurs » furent écrasés par les troupes du gouvernement et de la garde nationale. Ce fut la fin du règne du Parti social-démocrate sur l'administration municipale de Vienne.

Les dirigeants du Parti social-démocrate, qui avaient fui à Londres, Paris et Prague, étaient désormais les adversaires de tout soutien à l'Autriche dans sa lutte contre Hitler. Selon eux, il n'y avait aucune différence entre le fascisme de l'Autriche et celui des nazis. Et ils considéraient que ce n'était pas le rôle des démocraties occidentales que de se mêler à la lutte entre deux groupes fascistes.

Les puissances étrangères, de toute façon, n'avaient nullement l'intention de s'opposer à Hitler. Depuis mars 1933, le destin de l'Autriche reposait entièrement entre les mains de l'Italie. Si l'Italie n'avait pas été prête à intervenir, Hitler serait lui-même intervenu en juillet 1934 dans la répression du gouvernement autrichien contre les rebelles nazis autrichiens et les « touristes » allemands. Quand la politique britannique poussa l'Italie, à propos de la question de l'Éthiopie, dans les bras d'Hitler, le sort de l'Autriche était scellé.

Il n'y a pas de mots assez durs pour décrire l'absurdité de la politique britannique entre les deux guerres. Les Britanniques ne se laissaient pas influencer. Ils étaient convaincus de savoir et de connaître tout mieux que tout le monde. Ils se méfiaient de tous, mais croyaient tout ce que disaient les nazis.

Le comportement des Tchèques était encore plus absurde. Même en 1938 Benes voyait la restauration de la monarchie de Habsbourg comme un mal plus grand que l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne. Les sympathies françaises allaient assez franchement vers Hitler : presque tous les Français instruits lisaien *Gringoire*, qui le défendaient ouvertement. *Quos deus vult perdere, dementat* (Quand un dieu veut détruire quelqu'un, il le rend fou).

Il était absolument impossible de s'opposer à une telle stupidité. La première fois que j'arrivais à Genève, j'espérais pouvoir contribuer d'une manière ou d'une autre à éclairer les personnalités éminentes qui s'y trouvaient. Mais je compris rapidement que ce serait une tentative vaine. « Nous les Anglais, me dit un jour quelqu'un du Parti travailleur, nous ne ferons plus jamais la guerre à nouveau. » Je lui ai alors demandé : « Mais que ferez-vous si Hitler attaquait la Grande-Bretagne ? » Sa réponse fut ahurissante : « Nous serions alors gouvernés et exploités par des capitalistes allemands au lieu de l'être par des capitalistes anglais ; cela ne fait pas de différence pour le peuple. »

À partir de 1931, la Société des Nations était représentée à Vienne par un Hollandais qui s'appelait Rost van Tonningen. Il faisait ouvertement une propagande pro-nazie quand il était à Vienne. Mes amis viennois n'arrivaient pas à croire que j'avais été incapable de faire rappeler Rost. (Quand van Tonningen quitta plus tard la Société des Nations, il fut immédiatement nommé député-führer du Parti national-socialiste des Pays-Bas.)

Seule *une* nation du continent européen essayait de s'opposer sérieusement à Hitler : la nation autrichienne. Ce n'est qu'après cinq années de résistance victorieuse, et abandonnée par tous, que la petite Autriche dut se rendre. Le monde entier poussa un soupir de soulagement : Hitler avait enfin eu ce qu'il voulait, il allait désormais travailler pacifiquement avec les autres nations !

Mais vingt-sept mois plus tard, Hitler était le « maître » du continent européen !

TABLE DES MATIÈRES

Préface, par Leonardo de Vio	5
MÉMOIRES (SOUVENIRS D'EUROPE) (1978)	
Avant-propos	13
I. L'Historicisme	19
II. L'Étatisme	31
III. Le problème autrichien	43
IV. L'École économique autrichienne	49
V. Premiers écrits sur la théorie de la monnaie	61
VI. La <i>Théorie de la monnaie et du crédit</i>	75
VII. La Première Guerre mondiale	85
VIII. À la Chambre de commerce	93
IX. Mes activités d'enseignement à Vienne	121
X. Le travail scientifique en Allemagne	131
XI. Poursuite des recherches sur l'échange indirect	137
XII. Les systèmes de coopération sociale	145
XIII. Études épistémologiques	153
XIV. Mon enseignement à Genève	164
XV. La lutte pour la survie de l'Autriche	171

